



SOMMAIRE

- I. A propos
- II. Le conseil de l'Association
- III. Les membres de l'Association

Chapitre 1 : L'activité économique

- I- L'économie internationale
- II- L'économie nationale
 - 1- La croissance
 - 2- L'inflation
 - 3- Le chômage
 - 4- L'évolution du taux de change du dinar
 - 5- Les finances publiques
 - 6- Les paiements extérieurs
 - 7- Les Perspectives de L'Économie nationale

Chapitre 2 : L'activité du Secteur bancaire et financier

- I- Le secteur bancaire et le financement de l'économie nationale
- II- L'évolution des indicateurs financiers
- III- La population des banques et des établissements financiers
- IV- La masse salariale dans le secteur
- V- Le réseau bancaire et des établissements financiers

Chapitre 3 : L'activité de l'association

- I- Les questions d'actualité de la profession
- II- Appui du rôle de la conformité et de l'éthique professionnelle
- III- Réforme de la Stratégie de Communication
- IV- Partenaires de l'Association

Chapitre 4 : Événements de 2016

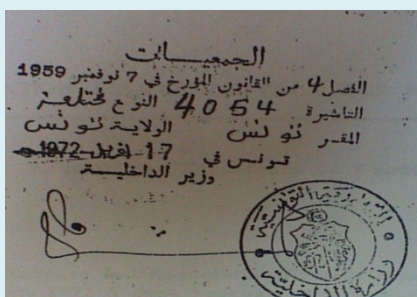
- I- Événements organisés par l'Association
- II- Autres Événements

Annexes : Les tableaux statistiques

I- A propos

1- Création

L'APTBEF est une organisation professionnelle non gouvernementale créée en 1972 en vertu de l'article 4 de la loi numéro 59-154 du 7 novembre 1959 et agréée le 17 avril 1972, sous le numéro 4054



2- Dénomination sociale :

Lors de sa création, Les membre de l'Association avaient choisi comme dénomination sociale **l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques «APBT»** qui a été en 2001 modifiée en **Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Établissements Financiers «APTBEF»** suite à la publication de la loi bancaire n° 65 du 10 juillet 2001 qui inclut les établissements financiers (leasing, factoring et banques d'affaires).

3- Mission :

L'APTBEF est un acteur principal de la mise en œuvre d'une politique active d'informations destinées à mieux faire connaître la profession bancaire et financière.

Elle défend les intérêts de ses membres et elle est même habilitée à intervenir en justice lorsqu'elle estime que ces intérêts sont mis en jeu.

Elle représente la profession auprès des pouvoirs publics tunisiens et joue le rôle de concertation et d'intermédiaire entre les banques et ces pouvoirs publics pour toutes les questions intéressant l'exercice de la profession.

Elle œuvre pour établir et développer des rapports réguliers de communication entre ses membres, de manière à faciliter l'examen de toutes questions se rattachant à la profession, en vue de rendre l'activité bancaire et financière plus compétitive et rentable.

Elle organise la médiation entre ses membres en vue de la résolution à l'amiable des conflits.

Elle est Acteur patronal du dialogue social puisque elle assure la promotion des conditions sociales et veille à développer de bonnes relations de travail dans les banques et les

établissements financiers. A ces fins elle mène au nom de la profession les négociations avec les organisations syndicales.

Elle œuvre pour promouvoir le secteur bancaire et financier et le hisser au niveau des normes et standards internationaux en matière de qualité de service et ce, dans le respect des règles prudentielles et de gouvernance.

4- L'historique des dirigeants

Dès sa création en 1972, l'Association compte 12 présidents qui se sont succédé à la tête de son Conseil et 6 délégués généraux à la tête de sa direction générale. Ils sont présentés ci-après :

Les Présidents

***M. Habib Bourguiba Junior
(BDET) 1972-1988***



***M. Mabrouk Boubaker
(BT) 1988 -1990***

***M. Ezzeddine Chelbi
(BTL) 1990-1991***



***M. Taoufik Kalai
(BTQI) 1991***

***M. Ezzeddine Abdelghaffar
(BTK) 1991-1996***



***M. Ali Debaya
(BNA) 1996-1999***

***M. Faouzi Belkahia
(BT) 2000-2004***



***M. Slaheddine Bouguerra
(UBCI) 2004-2008***

*M. Mohamed Férid
Ben Tanfous
(ATB) 2008-2010*



*M. Hedi Zar
(STB) 2010-2011*

*M. Mohamed Habib
Ben Saad
(BT) 2011-2015*



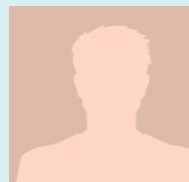
*M. Jaafar Khatteche
(BNA) 2015*

*M. Ahmed El Karm
(AMEN BANK) 2015-*



Les Délégués Généraux

*M. Habib Malouche (MAS)
Secrétaire Générale 1973-1984
Déléguée Général 1984- 1988*



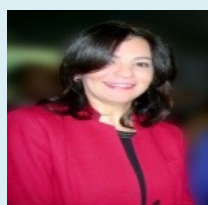
*M. Ali Rekik
(BCT) 1988-1998*

*M. Abderraouf Ben Ghezala
(BCT) 1998-2005*



*M. Amor Saafi
(BCT) 2005-2011*

*M. MouldiOuelhazi
(BCT) 2011-2015*



*Mme Mouna Saied
(UBCI) 2015-*

II- Le Conseil actuel de l'Association :

1- Le Président



**M. Ahmed El Karm,
Président de Directoire
de l'Amen Bank**

2- Les Vices Présidents :

a- Section Banques :

b- Section Établissements Financiers :



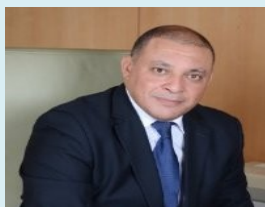
**M. Mohamed AGREBI,
Directeur Général de la
Banque Internationale
Arabe de Tunisie,**



**M. Fethi MESTIRI,
Directeur Général
de Tunisie Leasing**

3- Les Membres :

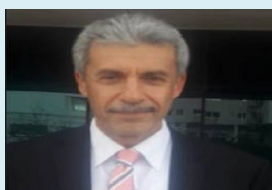
a- Section Banques :



**M. Hichem SEFFA,
Directeur Général de la Banque
Attijari de Tunisie**



**M. Ahmed RJIBA,
Directeur Général de la
Banque de l'Habitat,**



**M. Samir SAIED,
Directeur Général
de la Société Tunisienne de
Banque**



**M Habib BEN HADJ
GOUIDER,
Directeur Général
de la Banque Nationale
Agricole**



**M. Mohamed KAANICHE,
Président Directeur Général
de la Banque Tunisienne de
Solidarité**



**M. Ezeddine KHOUJA,
Président Directeur
Général de Banque
Zitouna**

b- Section Établissements Financiers :



**M. Mohamed Hechmi
DJILANI,
Président Directeur
Général
d'HannibalLease**



**M. Moez TERZI,
Directeur Général
d'Attijari Leasing,**



**M. Mohamed
BOURAOUI,
Président Directeur
Général
de Tunisie Factoring**



**M. Imeddine
CHERIF,
Président Directeur
Général d'Unifactor**

4- Déléguée Générale :



Mme. Mouna SAIED

5- Commissaire aux comptes :

Cabinet CMR Audit.

III- Les membres de l'Association

1- Banques

- ✚ AMEN BANK (AB) 
- ✚ ARAB BANKING CORPORATION (ABC BANK) 
- ✚ ARAB TUNISIAN BANK (ATB) 
- ✚ BANQUE ATTIJARI DE TUNISIE (ATTIJARI BANK) 
- ✚ BANQUE DE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BFPME) 
- ✚ BANQUE DE L'HABITAT (BH) 
- ✚ BANQUE DE TUNISIE (BT) 
- ✚ BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS (BTE) 
- ✚ BANQUE FRANCO-TUNISIENNE (BFT) 
- ✚ BANQUE INTERNATIONALE ARABE DE TUNISIE (BIAT) 
- ✚ BANQUE NATIONALE AGRICOLE (BNA) 
- ✚ BANQUE TUNISIENNE DE SOLIDARITÉ (BTS) 
- ✚ BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE (BTK) 
- ✚ BANQUE TUNISO-LIBYENNE (BTL) 
- ✚ BANQUE ZITOUNA 
- ✚ CITIBANK 
- ✚ SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE (STB) 
- ✚ STUSID BANK 
- ✚ QATAR NATIONAL BANK (QNB) 
- ✚ UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (UBCI) 

✚ UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB)



✚ AL BARAKA BANK TUNISIA



✚ EL WIFACK INTERNATIONAL BANK



2- Établissements Financiers :

a- Établissements de leasing

• ARAB INTERNATIONAL LEASE (AIL)



• ARAB TUNISIAN LEASE (ATL)



✚ ATTIJARI LEASING



التجاريب ليزنغ
Attijari Leasing

✚ BEST LEASE



بيت الإيجار المالي التونسي السعودي
BEST LEASE

✚ COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING (CIL)



✚ HANNIBAL LEASE



✚ MODERN LEASING



✚ TUNISIE LEASING



b- Sociétés de Factoring

✚ TUNISIE FACTORING



✚ UNIFACTOR



c- Banques d'affaires

✚ BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE (BAT)



بنك الأعمال التونسي
Banque d'Affaires de Tunisie

✚ INTERNATIONAL MAGHREB MERCHANT BANK (IMMB)



d- Banques offshores

✚ NORTH AFRICA INTERNATIONAL BANK (NAIB)



Chapitre 1 : Situation Économique :

I- L'économie internationale :

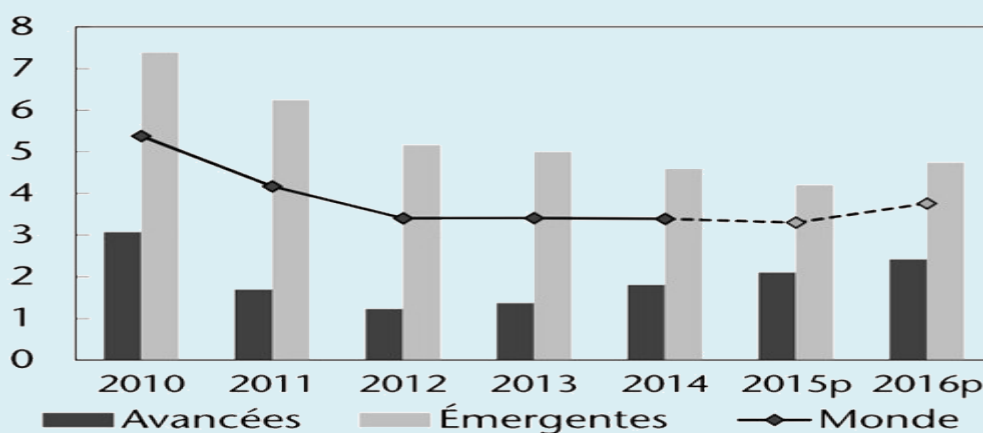
Draghi Mario Président de la Banque Centrale Européenne a souligné que l'année 2016 bien qu'elle ait été difficile à maints égards elle s'est caractérisée par des signes d'améliorations. Elle a commencé dans un contexte économique incertain mais s'est achevée avec une économie consolidée au niveau le plus élevé depuis la crise.

Sur la base des données incluses dans le rapport du Fonds Monétaire Internationale FMI du mois d'avril 2017 à propos des perspectives 2017 de l'économie internationale, le taux de croissance mondiale a enregistré une régression de 0,3 point pour revenir de 3,4% en 2015 à 3,1% en 2016.

L'économie mondiale a poursuivi sa reprise progressive en 2016, mais à un rythme légèrement plus lent que l'année précédente en raison du ralentissement des économies avancées qui ont marqué un taux de croissance de 1,7% contre 2,1% en 2015 et de la faible régression des économie émergentes suite au recul du taux de croissance de 4,2% à 4,1%.

Globalement, la croissance du PIB mondial est demeurée inférieure à ses niveaux d'avant la crise.

Croissance annuelle des économies avancées et émergentes, 2010-2016p (en %)



Source: FMI, *World Economic Outlook*, 2015

Dans le cadre de ces perspectives, le FMI a révisé modestement à la hausse ces prévisions pour 2017 de 3,4% à 3,5% tout en indiquant que la croissance potentielle à plus long terme reste modérée dans le monde entier par rapport aux dernières décennies, surtout dans les pays avancés.

En ce qui concerne 2018, ce taux est prévu à 3,6%, soit une légère augmentation par rapport aux prévisions de l'année 2017.

PIB	2015	2016	2017	2018
-----	------	------	------	------

Production Mondiale	3,4	3,1	3,5	3,6
Pays avancés	2,1	1,7	2,0	2,0
Pays émergents et pays en développement	4,2	4,1	4,5	4,8

Source : FMI rapport sur les perspectives de l'économie mondiale Avril 2017

II- L'Économie nationale :

1- La croissance :

Le taux de croissance du PIB réel s'est élevé à 1% en 2016 contre 1,1 en 2015 et 2,3% en 2014 et il reste encore au-dessous des prévisions de début de l'année qui ont été fixées à 2,5%.

Cette croissance a découlé essentiellement des services marchands et du secteur des activités non marchandes, qui ont chacun progressé de 2,7 %, ainsi que de l'industrie manufacturière (+0,9 %).

Le secteur industriel non manufacturier (phosphate, pétrole et gaz) a régressé de 1,9 % (contre -4,1 % en 2015).

2- L'inflation :

Depuis son apogée en 2013 l'inflation enregistre une baisse incessante, et reste maîtrisable en dépit d'une dépréciation du dinar tunisien.

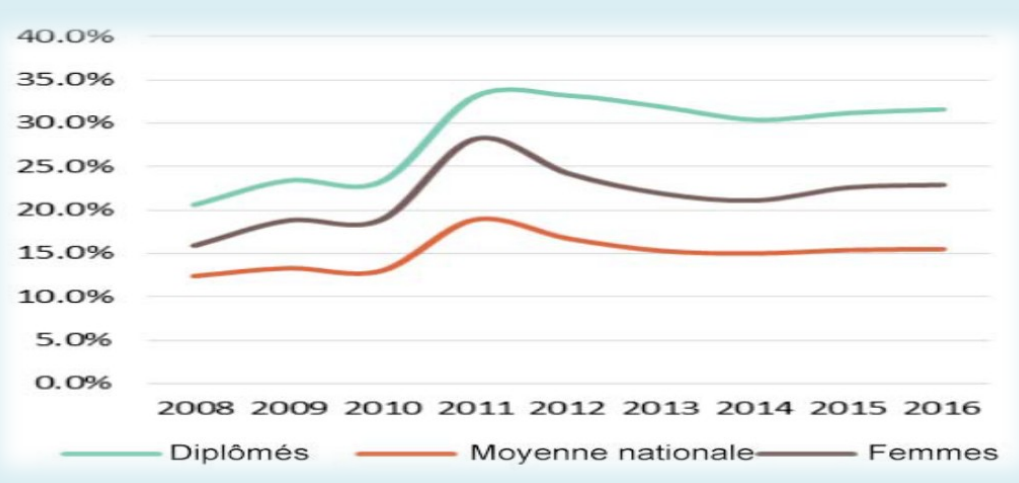
L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté en moyenne de 3,7 % en 2016(contre 4,9 % en 2015). Toutefois, l'inflation sous-jacente – (hors produits alimentaires et énergie dont les prix sont réglementés) s'est accélérée depuis septembre 2016 et a atteint 5,1% en fin d'année.

Le taux d'inflation moyen annuel est resté stable au même taux enregistré l'année dernière, soit 4,9% contre 5,8% en 2013. La baisse du rythme d'évolution des prix des produits alimentaires et des produits manufacturés en 2015 en comparaison avec 2014 respectivement (5,2% contre 5,4%) et (4,8% contre 5,2%) notamment durant le second semestre de l'année, sont à l'origine de la maîtrise du taux d'inflation annuel.

3- Chômage :

Après avoir atteint son plus haut niveau en 2011, soit 19 %, le chômage est redescendu à 15,6 % en 2016 en enregistrant tout de même une légère augmentation par rapport à celui de 2015 qui est de 15.2%.

Les diplômés affichent le taux de chômage le plus élevé, qui est passé de 23 % en 2010 à 31,2 en 2015, puis à 31,6 % en 2016 dont les filles représentent 40,4 %.



Sources : Institut National de Statistiques, Banque centrale de Tunisie et calculs des services de la Banque Mondiale.

4- L'évolution du taux de change du dinar :

Le taux de change du dinar tunisien a enregistré une dépréciation devant les principales devises soit 8,3 % par rapport à l'euro et 8,6 % par rapport au dollar (contre 13,4% en 2015).

5- Les finances publiques :

La Tunisie est confrontée à d'énormes déficits budgétaire et extérieur. Le déficit budgétaire de l'administration centrale, hors dons, a atteint 6,0 % du PIB en 2016, contre 5,6 % en 2015. Le ratio d'endettement est passé de 55,4 % en 2015 à 61,8 % du PIB en 2016.

6- Les paiements extérieurs :

Le déficit du compte courant est resté élevé en 2016, soit 9 % du PIB selon les estimations. Ce déficit substantiel du compte courant, combiné à la détérioration du compte de capital et du compte financier, érode le tampon des réserves de change du pays et conduit à une dépréciation du dinar tunisien. En février 2016, les réserves de change sont estimées à 13,8 milliards de dinars tunisiens, soit moins de 4 mois d'importations.

Sur le plan extérieur, le déficit courant devrait se resserrer légèrement à 8,4 % du PIB, sous l'effet de la relance progressive des secteurs manufacturier et minier.

7- Les Perspectives de L'Économie Nationale

La projection de la situation économique nationale affiche à court terme, une accélération de la croissance économique jusqu'à 2,3 % en 2017 qui résulterait de la reprise dans les secteurs stratégiques de l'agriculture, du phosphate et de l'industrie manufacturière.

Cette croissance atteindrait progressivement 2,8 % en 2018 et 3,2 % en 2019, suite à une amélioration du climat des affaires associée à des réformes structurelles et au renforcement de la stabilité sociale et de la sécurité.

Le déficit budgétaire devrait rester élevé, à 5,9 % du PIB en 2017. Pour assurer la viabilité des finances publiques, il faudra contenir la masse salariale de l'État et élargir l'assiette fiscale, afin de dégager des ressources pour l'investissement.

	2014	2015	2016 e	2017 P	2018 P	2019 P
Croissance du PIB réel, aux prix du marché constants	2.3	1.1	1.0	2.3	2.8	3.2
Consommation des ménages	1.8	2.3	0.8	1.9	2.8	2.7
Consommation publique	4.2	8.8	8.9	-3.3	3.5	3.4
Investissement brut en capital fixe	1.2	-4.5	2.2	4.1	6.5	6.6
Exportations, Biens et services	3.9	-3.2	3.2	1.7	4.2	4.3
Importations, Biens et services	2.2	2.7	3.9	3.4	3.3	3.3
Croissance du PIB réel, aux prix des facteurs constants	2.3	0.5	1.2	2.1	2.5	2.8
Agriculture	2.8	8.5	2.6	2.7	3.0	3.0
Industrie	-1.1	-1.0	-6.6	-3.5	-1.2	-1.1
Services	3.8	0.0	4.3	4.2	3.7	4.1
Inflation (Indice des prix à la consommation)	4.9	4.9	3.7	4.9	4.0	3.3
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-9.1	-8.9	-9.0	-8.4	-7.6	-7.1
Solde budgétaire (en % du PIB)	-5.0	-5.6	-6.0	-5.9	-5.5	-5.0
Dette (en % du PIB)	50.8	55.4	61.8	66.1	68.5	67.5
Solde primaire (en % du PIB)	-3.2	-3.7	-3.8	-3.6	-2.8	-2.5

Sources : Banque mondiale, Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques.

Note : p = prévisions

Chapitre 2 : L'activité du Secteur Bancaire et Financier

I. Le secteur bancaire et le financement de l'économie :

Les Banques et les établissements financiers continuent à soutenir l'économie nationale à travers la couverture des besoins en financement des entreprises et des ménages et ce à un rythme légèrement plus élevé que l'année précédente.

A cet égard, la BCT a indiqué dans son rapport annuel de 2016 que l'encours des crédits (hors-engagements par signature) dispensés par les banques et les établissements financiers à l'économie, a atteint 71,8 milliards de dinars en 2016 contre 65,5 milliards de dinars en 2015 enregistrant ainsi une progression de 9,5%, soit un taux supérieur de 3 points de pourcentage à celui enregistré une année auparavant (6,5%).

L'année 2016 s'est clôturée par l'enregistrement d'une nette reprise du taux d'évolutions de l'encours des crédits aux particuliers et aux professionnels.

Le taux d'augmentation des crédits aux professionnels affiche une accélération inférieure à celle des crédits aux particuliers ayant enregistré un renforcement de son rythme de progression notamment dans les crédits à la consommation.

L'encours des crédits servis aux professionnels enregistre un raffermissement de la part des crédits consentis aux entreprises privées au détriment de celles publiques. Ceci provient de l'accélération de 2,8% du rythme d'évolution de l'encours des crédits accordés aux entreprises privées et du ralentissement de 2% de celui des crédits dispensés aux

entreprises publiques due principalement à la baisse des engagements de l'Office des Céréales, de l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières, de la Compagnie Tunisienne de Navigation et de l'Office du Commerce de la Tunisie.

Répartition par bénéficiaire, par secteur et par terme de l'encours des crédits à l'économie

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Variations en %	
				2015/2014	2016/2015
Crédits aux entreprises et aux professionnels	44.037	47.059	51.441	6,9	9,3
Court terme	24.070	25.628	28.111	6,5	9,7
Moyen et long termes	19.967	21.431	23.330	7,3	8,9
- Agriculture et pêche¹	2.026	2.121	2.343	4,7	10,5
Court terme	1.196	1.171	1.342	-2,1	14,6
Moyen et long termes	830	950	1.001	14,5	5,4
- Industrie	16.011	16.848	18.335	5,2	8,8
Court terme	10.271	10.852	12.191	5,7	12,3
Moyen et long termes	5.740	5.996	6.144	4,5	2,5
- Services	26.000	28.090	30.763	8,0	9,5
Court terme	16.603	13.605	14.578	8,0	7,2
Moyen et long termes	13.397	14.485	16.185	8,1	11,7
Crédits aux particuliers	17.553	18.556	20.414	5,7	10,0
- Crédits à la consommation	9.955	10.299	11.317	3,5	9,9
Court terme	2.204	2.354	2.568	6,8	9,1
Moyen et long termes	7.751	7.945	8.749	2,5	10,1
- Crédits à l'Habitat	7.598	8.257	9.097	8,7	10,2
Moyen et long termes	7.598	8.257	9.097	8,7	10,2
Total	61.590	65.615	71.855	6,5	9,5
Court terme	26.274	27.982	30.679	6,5	9,6
Moyen et long termes	35.316	37.633	41.176	6,6	9,4

Source : rapport 2016 BCT

II. L'Évolution des Indicateurs Financiers :

1- Banques :

Le paysage bancaire a enregistré durant l'année 2016 une évolution significative de l'ensemble de ses indicateurs d'activité. Dans ce contexte, il a réalisé aussi bien un renforcement notable de ses assises financières qu'une amélioration de sa rentabilité.

Par ailleurs, les résultats affichés par les banques de la place au cours de ladite période présentent les performances suivantes :

a- Les indicateurs des ressources :

Les ressources des banques a connu une accélération de leur rythme d'évolution de 5.059,7 MDT ou 8,7% contre 2.536,7 MDT ou 4,6% pour atteindre 63.028,7 MDT. Cet accroissement provient de l'accélération des dépôts de la clientèle. En revanche, les emprunts et les ressources spéciales ont enregistré un léger fléchissement de 1,4 point de pourcentage en revenant à 6,6%.

Comparativement à 2015, la structure des ressources a été marquée par une augmentation de la part des dépôts, soit 90,5% contre 90,3%.

a-1- Les dépôts de la clientèle :

Le volume global des dépôts collectés a augmenté de 9% et ce, après avoir connu une hausse moins importante l'an passé (4,2%), soit une évolution annuelle moyenne sur les trois dernières années de 6,6% pour se situer à 57.028,9 MDT au terme de l'année 2016 contre 52.342,8 MDT une année auparavant.

Évolutions des dépôts de la clientèle

En MDT sauf indication

contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Dépôts de la clientèle	50 222,9	52 342,8	57 028,9	2 119,9	4 686,1	3 403,0	4,2	9,0	6,6
Dépôts / crédits	98,1%	97,2%	96,7%	-	-	-	-0,9%	-0,5%	-

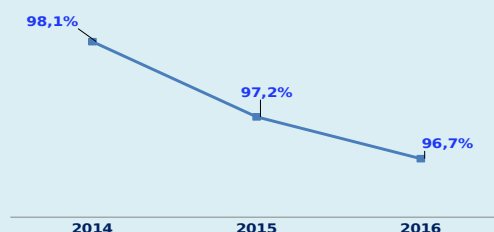
Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

Le rythme d'évolution des dépôts est moins élevé que celui des crédits au cours de l'année 2016 (9% contre 9,5%). Ce rythme se traduit par une réduction du taux de couverture des créances de 0,5 point de pourcentage en revenant de 97,2% fin décembre 2015 à 96,7% fin décembre 2016.

Evolution du taux de couverture des créances



a-2- Les emprunts et ressources spéciales :

Cette rubrique s'est accrue de 373,6 MDT ou 6,6%, atteignant 5.999,8 MDT en 2016 contre 5.626,2 MDT en 2015.

Evolution des emprunts et ressources spéciales

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Emprunts et ressources spéciales	5 209,4	5 626,2	5 999,8	416,8	373,6	395,2	8,0	6,6	7,3

Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

b- Les indicateurs des emplois :

La progression des crédits à la clientèle ainsi que le portefeuille-titres s'est répercutée positivement sur les emplois qui se sont inscrits en hausse de 6.940,3 MDT ou 10,8% contre 4.291,6 MDT ou 7,1% uniquement en passant de 64.370,9 MDT en 2015 à 71.311,2 MDT en 2016.

En dépit de son évolution par rapport à l'an dernier, la part des créances sur la clientèle dans le total des emplois s'est repliée de 1 point de pourcentage, soit 82,7% contre 83,7%.

b-1- Les crédits à la clientèle :

Les créances sur la clientèle constituent l'essentiel de l'activité des banques. Elles ont progressé de 9,5% contre 5,2% en passant de 53.849 MDT en 2015 à 58.959,7 MDT en 2016. Sur la période 2014-2016, le volume global consenti à la clientèle a augmenté à un rythme annuel moyen de 3.878,1 MDT soit 7,4%.

Evolution des crédits à la clientèle

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Crédits à la clientèle	51 203,5	53 849,0	58 959,7	2 645,5	5 110,7	3 878,1	5,2	9,5	7,4
Crédits / dépôts	102,0%	102,9%	103,4%	-	-	-	0,9%	0,5%	-

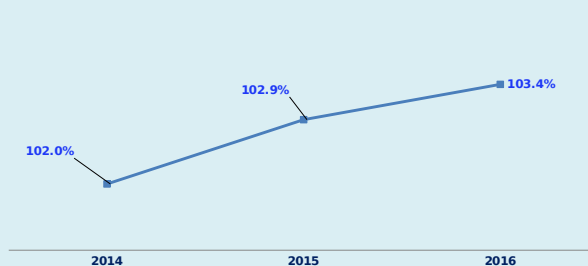
Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

Le taux de transformation s'est situé à 103,4% fin décembre 2016 contre 102,9% fin décembre 2015 soit une hausse de 0,5 point de pourcentage.

Evolution du taux de transformation



b-2- Le portefeuille-titres :

La croissance du portefeuille-titres, de 17,4% ou 1.829,6 MDT en passant de 10.521,9 MDT en 2015 à 12.351,5 MDT en 2016, est imputable en majeure partie à la progression considérable du portefeuille-titres d'investissement de 32,7% ainsi qu'à l'augmentation modérée du portefeuille-titres commercial à raison de 6,6% contre 21,9%.

L'évolution du portefeuille-titres donne les résultats suivants :

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Portefeuille-titres	8 875,8	10 521,9	12 351,5	1 646,1	1 829,6	1 737,9	18,5	17,4	18,0
Portefeuille -titres commercial	5 072,1	6 180,7	6 589,2	1 108,6	408,5	758,6	21,9	6,6	14,2
Part du Pf. -titres commercial	57,1%	58,7%	53,3%	-	-	-	1,6%	-5,4%	-
Portefeuille d'investissement	3 803,7	4 341,2	5 762,3	537,5	1 421,1	979,4	14,1	32,7	23,4
Part du Pf. d'investissement	42,9%	41,3%	46,7%	-	-	-	-1,6%	5,4%	-

Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

c- Les indicateurs d'exploitation :

L'année 2016 a été marquée par une progression soutenue de l'activité des banques, permettant ainsi une amélioration de l'ensemble des indicateurs d'exploitation.

c-1- Les produits d'exploitation :

Avec un accroissement de 8,7% contre 7%, le chiffre d'affaires est passé de 5.322 MDT au 31 décembre 2015 à 5.785,1 MDT au 31 décembre 2016.

Evolution des produits d'exploitation bancaire

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Produits d'exploitation bancaire	4 976,0	5 322,0	5 785,1	346,1	463,0	404,6	7,0	8,7	7,8

Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

c-2- Les charges d'exploitation :

Les charges d'exploitation ont affiché une hausse de 4,4% en s'établissant à 2.311,1 MDT en 2016.

Évolutions des charges d'exploitation bancaire

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Charges d'exploitation bancaire	2 060,2	2 213,0	2 311,1	152,8	98,1	125,5	7,4	4,4	5,9

Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

c-3- Le produit net bancaire :

Les produits générés par la marge d'intérêts et celle des commissions ainsi que les revenus du portefeuille-titres, ont conduit à une nette amélioration du produit net bancaire qui a

atteint 3.474 MDT fin décembre 2016 contre 3.109 MDT fin décembre 2015, soit une progression de 365 MDT ou 11,7% contre 193,2 MDT ou 6,6% l'année précédente.

Ainsi, le produit net bancaire est ventilé comme suit :

- ✚ La marge d'intérêts a progressé de 3,5% ou 59,4 MDT pour s'établir à 1.760,9 MDT. Sa part dans le PNB a diminué de 4 points de pourcentage pour se situer en 2016 à 50,7% contre 54,7%.
- ✚ Les commissions nettes représentent une importante source de revenu pour les banques. Elles ont augmenté de 19,2% contre 8,4% pour s'établir à 834,4 MDT. Compte tenu de leur rythme d'évolution plus rapide que celui de la marge d'intermédiation, leur part dans le PNB a enregistré une amélioration de 1,5 point de pourcentage en passant de 22,5% à 24%.
- ✚ Les revenus du portefeuille-titres ont connu une hausse de 24,2% (171,3 MDT), soit 878,7 en 2016 MDT contre 707,4 MDT l'année écoulée. Leur contribution au PNB a progressé de 2,6 points de pourcentage en s'établissant à 25,3%. L'augmentation des revenus du portefeuille-titres résulte notamment de la progression de 18,9% des gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières ainsi que de 36,1% des revenus du portefeuille d'investissement. Par conséquent, ces revenus ont accaparé des parts dans le PNB de 16,7% et 8,6% respectivement au 31 décembre 2016.

L'évolution des composantes du PNB de l'ensemble des banques est répartie au cours des années 2014 à 2016 comme suit :

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Produit Net Bancaire	2 915,8	3 109,0	3 474,0	193,2	365,0	279,1	6,6	11,7	9,2
Marge d'intérêts	1 669,0	1 701,5	1 760,9	32,5	59,4	46,0	1,9	3,5	2,7
Part dans le PNB	57,2%	54,7%	50,7%	-	-	-	-2,5%	-4,0%	-
Marge sur commissions	645,8	700,1	834,4	54,3	134,3	94,3	8,4	19,2	13,8
Part dans le PNB	22,2%	22,5%	24,0%	-	-	-	0,3%	1,5%	-
Marge globale	2 314,8	2 401,6	2 595,3	86,8	193,7	140,3	3,8	8,1	6,0
Part dans le PNB	79,4%	77,2%	74,7%	-	-	-	-2,2%	-2,5%	-
Revenus du portefeuille-titres	601,0	707,4	878,7	106,4	171,3	138,8	17,7	24,2	21,0
Part dans le PNB	20,6%	22,7%	25,3%	-	-	-	2,1%	2,6%	-
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	445,8	489,2	581,7	43,4	92,5	68,0	9,7	18,9	14,3
Part dans le PNB	15,3%	15,7%	16,7%	-	-	-	0,4%	1,0%	-
Revenus du portefeuille d'investissement	155,2	218,2	297,0	63,0	78,8	70,9	40,6	36,1	38,3
Part dans le PNB	5,3%	7,0%	8,6%	-	-	-	1,7%	1,6%	-

Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

c-4- Les frais généraux :

Les frais généraux n'ont pas cessé d'augmenter et ce, suite aux augmentations salariales, aux frais de la refonte du système d'information ainsi qu'à l'extension du réseau.

Ces frais sont donc ventilés comme suit :

✚ Les charges opératoires :

Comparé au 31 décembre 2015, les charges opératoires ont augmenté de 172,7 MDT ou 11,3%, en s'élevant à 1.700,5 MDT contre 1.527,8 MDT l'année précédente. Cette situation est attribuable à l'évolution des frais de personnel de 11,1% et des charges générales d'exploitation de 12,1%.

Évolutions des charges opératoires

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Charges opératoires ***	1 412,4	1 527,8	1 700,5	115,4	172,7	144,1	8,2	11,3	9,7
Frais de personnel	1 065,7	1 155,1	1 282,8	89,4	127,7	108,6	8,4	11,1	9,7
Part des frais de personnel	75,5%	75,6%	75,4%	-	-	-	0,1	-0,2	-
Charges générales d'exploitation	346,7	372,7	417,7	26,0	45,0	35,5	7,5	12,1	9,8
Part des charges générales d'exploitation	24,5%	24,4%	24,6%	-	-	-	-0,1	0,2	-
Charges opératoires / PNB	48,4%	49,1%	48,9%	-	-	-	0,7	-0,2	-
Marge sur commissions / frais de personnel	60,6%	60,6%	65,0%	-	-	-	0,0	4,4	-

Source : membres de l'APTBEF

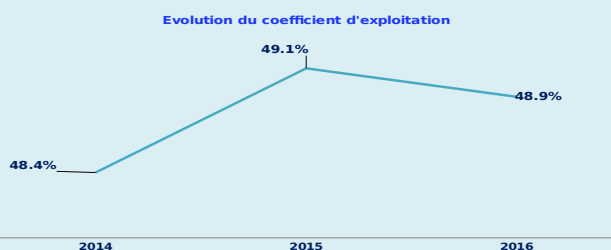
* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

*** Les charges opératoires = les frais de personnel + les charges générales d'exploitation.

✓ Le coefficient d'exploitation : les charges opératoires / le PNB :

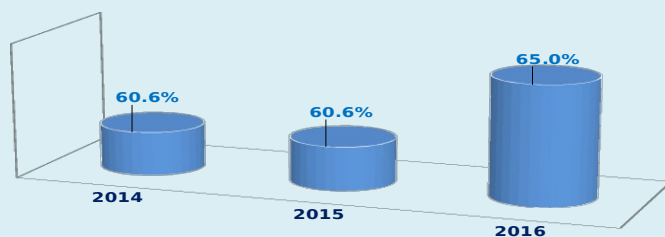
Ce coefficient est revenu de 49,1% fin 2015 à 48,9% à fin 2016, réalisant une légère amélioration de 0,2 point de pourcentage.



✓ Le taux de couverture des frais de personnel par les commissions nettes :

Après une stabilité durant les deux années 2014 et 2015 à un ratio correspondant à 60,6%, le taux de couverture des frais de personnel par les commissions nettes a augmenté de 4,4 points de pourcentage pour s'élever en 2016 à 65% et ce, en rapport avec la consolidation des commissions nettes.

Evolution du taux de couverture des frais de personnel par les commissions nettes



✚ Les frais globaux de gestion :

En s'établissant à 1.846,5 MDT fin décembre 2016 contre 1.662 MDT fin décembre 2015, les frais globaux de gestion a enregistré une hausse de 11,1% contre 7,9%.

Evolution des frais globaux de gestion

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Frais globaux de gestion ***	1 540,9	1 662,0	1 846,5	121,1	184,5	152,8	7,9	11,1	9,5
Dont : Dotations aux amortissements sur immobilisations	128,5	134,2	146,0	5,7	11,8	8,8	4,4	8,8	6,6
Part des dotations aux amortissements sur immobilisations	8,3%	8,1%	7,9%	-	-	-	-0,2%	-0,2%	-
Part des frais de personnel	69,2%	69,5%	69,5%	-	-	-	0,3%	0,0%	-
Part des charges générales d'exploitation	22,5%	22,4%	22,6%	-	-	-	-0,1%	0,2%	-
Frais globaux de gestion / PNB	52,8%	53,5%	53,2%	-	-	-	0,7%	-0,3%	-

Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

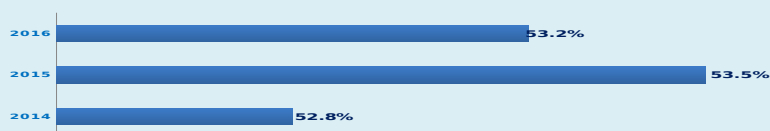
** Les chiffres sont provisoires.

*** Les frais globaux de gestion = les frais de personnel + les charges générales d'exploitation + les dotations aux amortissements sur immobilisations.

✚ La part des frais globaux de gestion dans le PNB :

L'alourdissement de l'enveloppe des frais globaux de gestion n'a pas affecté le coefficient d'exploitation. En effet, il a enregistré une réduction de 0,3 point de pourcentage, en s'établissant au cours de l'année 2016 à 53,2%.

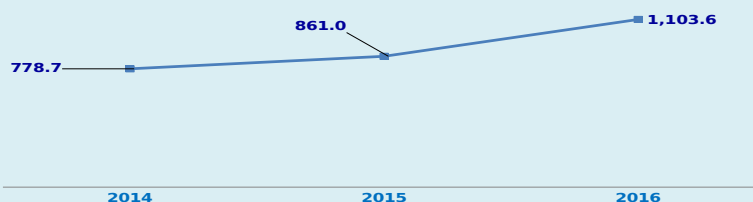
La part des frais globaux de gestion dans le PNB



c-5- Le résultat d'exploitation :

Comme conséquence de l'évolution du produit net bancaire à un rythme nettement supérieur à celui des frais d'exploitation, soit 11,7% contre 5,4%, le résultat d'exploitation s'est inscrit en hausse comparativement à l'exercice clos 2015 de 28,1% à 1.103,6 MDT.

Evolution du résultat d'exploitation (en Mdt)



c-6- Le résultat net de l'exercice :

L'exercice 2016 s'achève avec un résultat net de 783,4 MDT contre 651,8 MDT une année passée, marquant ainsi une augmentation de 131,6 MDT ou 20,2% contre 82,4 MDT ou 14,5% et aussi une croissance annuelle moyenne (2014-2015-2016) de 17,3%.

Evolution du résultat net de l'exercice

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Résultat net de l'exercice	569,4	651,8	783,4	82,4	131,6	107,0	14,5	20,2	17,3
Couverture des risques / PNB	21,9%	20,2%	16,3%	-	-	-	-1,7%	-3,9%	-
Autres charges / PNB	3,0%	4,7%	5,9%	-	-	-	1,7%	1,2%	-
Impôts / PNB	7,2%	6,3%	6,4%	-	-	-	-0,9%	0,1%	-
Résultat net de l'exercice / PNB	19,5%	20,9%	22,6%	-	-	-	1,4%	1,7%	-

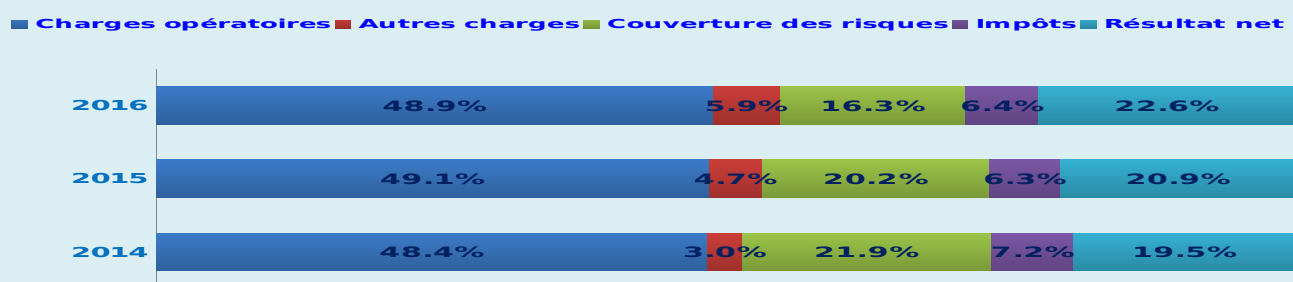
Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

On note que 22,6% du PNB global dégagé durant l'année 2016 ont été affectés au résultat net contre 20,9% une année auparavant.

Evolution de la répartition du PNB



c-7- Le total actif :

Le total bilan a enregistré un accroissement de 10,4% contre 7,3%, aboutissant à 82.336,5 MDT fin décembre 2016.

Évolution du total actif & du rendement d'actif (ROA)

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Résultat net d'exercice	569,4	651,8	783,4	82,4	131,6	107,0	14,5	20,2	17,3
Total actif	69 521,4	74 594,5	82 336,5	5 073,1	7 742,0	6 407,5	7,3	10,4	8,8
ROA	0,8%	0,9%	1,0%	-	-	-	0,1%	0,1%	-

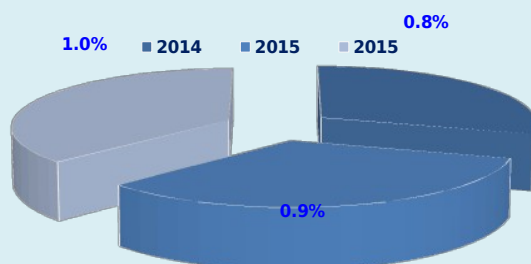
Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

Le secteur bancaire a affiché durant l'année 2016 un ROA de l'ordre de 1%, soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage.

Evolution du rendement d'actif (ROA)



c-8- Les capitaux propres :

Après avoir connu une évolution considérable de 28,2% en 2015, les capitaux propres ont enregistré une hausse infime de 8,6% atteignant 7.038,8 MDT contre 6.482,5 MDT. Cette situation provient notamment de l'augmentation du résultat net.

Évolutions des capitaux propres & de la rentabilité des capitaux propres (ROE)

En MDT sauf indication contraire

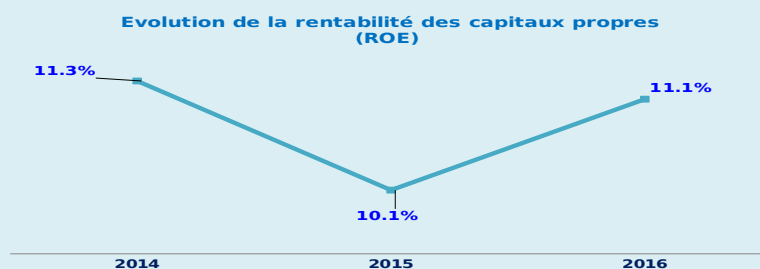
Désignation	2014	2015*	2016**	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Résultat net d'exercice	569,4	651,8	783,4	82,4	131,6	107,0	14,5	20,2	17,3
Capitaux propres	5 054,6	6 482,5	7 038,8	1 427,9	556,3	992,1	28,2	8,6	18,4
Dont : capital social	2 404,6	3 267,1	3 312,7	862,5	45,6	454,1	35,9	1,4	18,7
ROE	11,3%	10,1%	11,1%	-	-	-	-1,2%	1,0%	-

Source : membres de l'APTBEF

* Les chiffres sont actualisés.

** Les chiffres sont provisoires.

Le raffermissement du résultat net s'est répercuté sur la rentabilité des capitaux propres (ROE) qui a atteint 11,1% en 2016 contre 10,1% en 2015, soit une progression de 1% contre un repli de 1,2%.



d- Les ratios de productivité :

La croissance des ratios de productivité enregistrée durant ces dernières années s'est poursuivie au titre de l'exercice 2016.

d-1- Le ratio de productivité 1 : PNB / Nombre des employés :

La progression du produit net bancaire à une cadence plus importante que celle du nombre des employés (11,7% contre 2,7%) a engendré une progression du taux de productivité de 13,4 milliers de dinars en 2016, en s'établissant à 164,5 milliers de dinars contre 151,1 milliers de dinars une année auparavant.

Évolutions de ratio de productivité 1 (PNB / Nombre des employés)

En mDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015 ⁽¹⁾	2016 ⁽²⁾	Var. en mdt	
				15/14	16/15
Produit net bancaire ⁽³⁾	2 915,8	3 109,0	3 474,0	6,6	11,7
Nombre des employés ⁽⁴⁾	20 232	20 573	21 122	1,7	2,7
Ratio de productivité = PNB / Nombre des employés	144,1	151,1	164,5	7,0	13,4

Source : membres de l'APTBEF

(1) Les chiffres sont actualisés.

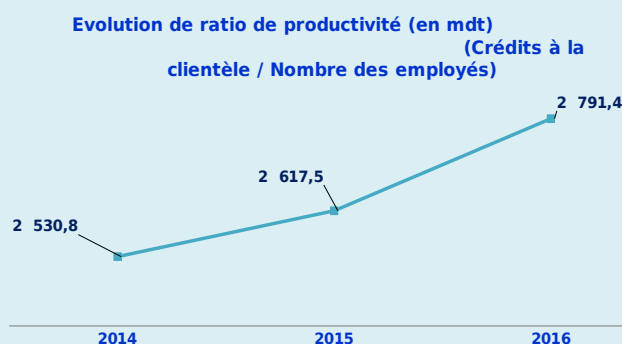
(2) Les chiffres sont provisoires.

(3) Les données en MDT et les variations en %.

(4) Les variations en %.

d-2- Le ratio de productivité 2 : Crédits à la clientèle / Nombre des employés :

Les crédits à la clientèle du secteur bancaire ont continué leur tendance vers la hausse, soit 9,5% contre 5,2%, ce qui a contribué à l'amélioration du taux de productivité de 173,9 milliers de dinars fin décembre 2016 contre 86,7 milliers de dinars fin décembre 2015, aboutissant à 2.791,4 milliers de dinars.



d-3- Le ratio de productivité 3 : Dépôts collectés / Nombre des employés :

Atteignant 2.700 milliers de dinars en 2016 contre 2.544,2 milliers de dinars un an plus tôt, le taux de productivité a augmenté de 155,8 milliers de dinars et ce, après avoir connu une hausse inférieure de 61,9 milliers de dinars une année auparavant.

Évolution de ratio de productivité 3 (Dépôts collectés / Nombre des employés)

En mDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015 ⁽¹⁾	2016 ⁽²⁾	Var. en mdt	
				15/14	16/15
Dépôts collectés ⁽³⁾	50 222,9	52 342,8	57 028,9	4,2	9,0
Nombre des employés ⁽⁴⁾	20 232	20 573	21 122	1,7	2,7
Ratio de productivité = Dépôts collectés / Nombre des employés	2 482,3	2 544,2	2 700,0	61,9	155,8

Source : membres de l'APTBEF

(1) Les chiffres sont actualisés.

(2) Les chiffres sont provisoires.

(3) Les données en MDT et les variations en %.

(4) Les variations en %.

2- Établissements de leasing :

L'évolution de l'activité du secteur de leasing s'est caractérisée par une amélioration notable des principaux indicateurs et ratios comme en témoigne les résultats enregistrés au cours de l'année 2016.

a- Les indicateurs des ressources :

a-1- Les emprunts et dettes rattachées :

Les ressources d'emprunts ont augmenté de 12,5% contre 1,3% en passant de 2.450,3 MDT en 2015 à 2.757,8 MDT en 2016.

Évolutions des emprunts et dettes rattachées

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Emprunts et dettes rattachées	2 417,8	2 450,3	2 757,8	32,5	307,5	170,0	1,3	12,5	6,9

Source : membres de l'APTBEF

b- Indicateurs des emplois :

b-1- Les créances sur la clientèle :

Cette rubrique a atteint 3.344,4 MDT fin décembre 2016, marquant ainsi une hausse de 422,6 MDT ou 14,5%, soit une évolution annuelle moyenne de 8,3%.durant les trois dernières années.

Évolutions des créances sur la clientèle

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Créances sur la clientèle	2 863,9	2 921,8	3 344,4	57,9	422,6	240,3	2,0	14,5	8,3

Source : membres de l'APTBEF

c- Indicateurs d'exploitation :

c-1- Les produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires a connu en 2016 une augmentation de 14,8% contre une progression infime durant l'année dernière à raison de 3,9% aboutissant à 326,5 MDT contre 284,3 MDT.

Évolutions des produits d'exploitation

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Produits d'exploitation	273,6	284,3	326,5	10,7	42,2	26,5	3,9	14,8	9,4

Source : membres de l'APTBEF

c-2- Les charges d'exploitation :

Les charges d'exploitation ont enregistré une hausse de 11,4% en s'établissant à 169,5 MDT.

Évolution des charges d'exploitation

En MDT sauf indication contraire

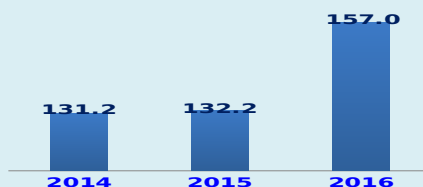
Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Charges d'exploitation	142,4	152,1	169,5	9,7	17,4	13,6	6,8	11,4	9,1

Source : membres de l'APTBEF

c-3- Le produit net de leasing :

Après avoir connu une légère augmentation de 1 MDT ou 0,8% au 31 décembre 2015, le produit net de leasing a affiché un accroissement considérable de 24,8 MDT ou 18,8% au 31 décembre 2016, atteignant ainsi 157 MDT contre 132,2 MDT une année auparavant. Sur la période 2014-2016, il s'est accru, à un rythme annuel moyen de 9,8%.

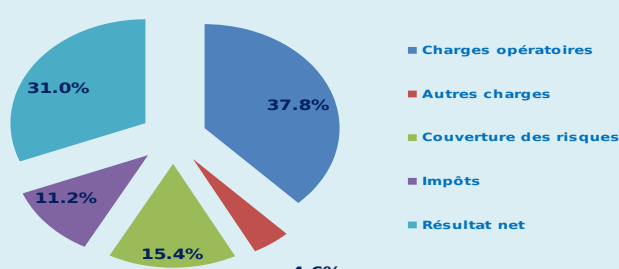
Evolution du Produit Net de Leasing (en MDT)



Notons que la part du résultat net de l'exercice au titre de l'année 2016 dans le PNL a accaparé 31% contre 32,4% en 2015, soit une baisse de 1,4 point de pourcentage.

Dans le même contexte, le secteur du leasing ont pu consolider leurs efforts de provisionnement par le prélèvement d'un montant de 24,1 MDT à fin décembre 2016 contre 20,7 MDT à fin décembre 2015, représentant 15,4% du produit net.

Evolution de la répartition du PNL en 2016



c-4- Les frais généraux :

L'augmentation des frais généraux relative aux sociétés de leasing au cours de l'exercice 2016 a concerné aussi bien les charges opératoires que les frais globaux de gestion.

✚ Les charges opératoires :

Les charges opératoires ont enregistré une hausse de 15,1% fin décembre 2016 contre une réduction de 2,6% fin décembre 2015 en s'établissant à 59,4 MDT. Cette évolution est due à l'augmentation des frais du personnel de 14,8% et des autres charges d'exploitation de 15,8%.

Évolutions des charges opératoires

En MDT sauf indication contraire

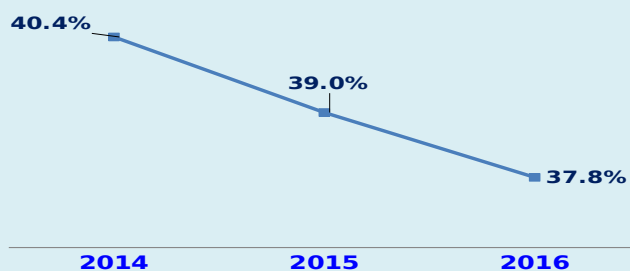
Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Charges opératoires ⁽¹⁾	53,0	51,6	59,4	-1,4	7,8	3,2	-2,6	15,1	6,3
Frais du personnel	32,8	33,2	38,1	0,4	4,9	2,7	1,2	14,8	8,0
Autres charges d'exploitation	20,2	18,4	21,3	-1,8	2,9	0,6	-8,9	15,8	3,5
Charges opératoires / PNL (en %)	40,4	39,0	37,8	-	-	-	-1,4	-1,2	-

Source : membres de l'APTBEF

(1) Les charges opératoires = les frais de personnel + les autres charges d'exploitation.

L'accroissement des charges opératoires (15,1%) à un rythme moins important que celui du produit net de leasing (18,8%) s'est répercuté positivement sur le taux de coefficient d'exploitation. Ainsi, ce taux a continué de s'améliorer au cours de l'année 2016 de 1,2% contre un repli de 1,4% une année passée, soit 37,8% contre 39%.

Evolution du coefficient d'exploitation



✚ Les frais globaux de gestion :

Outre la progression des frais du personnel et les autres charges d'exploitation, les dotations aux amortissements ont augmenté de 0,1 MDT ou 2,5% en passant de 4 MDT en 2015 à 4,1 MDT en 2016.

Les frais globaux de gestion ont par conséquent, atteint 63,5 MDT au 31 décembre 2016, enregistrant ainsi une hausse de 14,2% contre une maîtrise de 2,8%.

Évolution des frais globaux de gestion

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
<i>Frais globaux de gestion</i> ⁽¹⁾	57,2	55,6	63,5	-1,6	7,9	3,2	-2,8	14,2	5,7
<i>Dont : Dotations aux amortissements</i>	4,2	4,0	4,1	-0,2	0,1	-0,1	-4,8	2,5	-1,2
<i>Frais globaux de gestion / PNL</i>	43,6	42,1	40,4	-	-	-	-1,5	-1,7	-

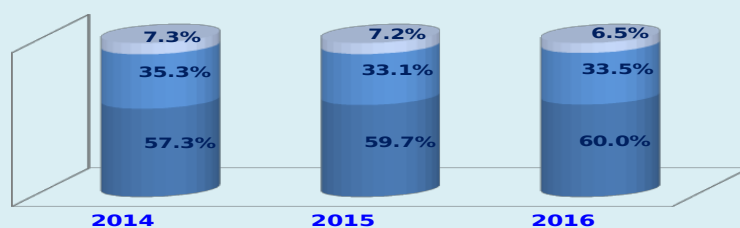
Source : membres de l'APTBEF

(1) Les frais globaux de gestion = les charges opératoires + les dotations aux amortissements.

La part des frais d'exploitation dans le PNL est revenue de 42,1% en 2015 à 40,4% en 2016, réalisant ainsi une amélioration de 1,7 point de pourcentage. Sachant que ce taux a enregistré un retrait de 1,5% l'année précédente.

Evolution de la structure des frais globaux de gestion

■ Frais de personnel ■ Charges générales d'exploitation
■ Dotations aux amortissements



c- 5- Le résultat d'exploitation :

Le résultat d'exploitation a enregistré une reprise de 24% par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle, ce résultat a régressé de 7,1%, soit 69,3 MDT contre 55,9 MDT.

Évolution du résultat d'exploitation

En MDT sauf indication contraire

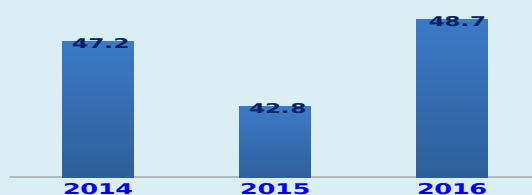
Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Résultat d'exploitation	60,2	55,9	69,3	-4,3	13,4	4,6	-7,1	24,0	8,5

Source : membres de l'APTBEF

c-6- Le résultat net de l'exercice :

Le secteur a clôturé l'année 2016 avec un résultat bénéficiaire de 48,7 MDT contre 42,8 MDT en 2015, soit une croissance de 13,8% contre une régression de 9,3%.

Evolution du résultat net (en MDT)



c-7- Le total actif :

Le total actif a augmenté de 13,9% ou 450,6 MDT en s'établissant fin décembre 2016 à 3.680,8 MDT

Évolution du total actif & du rendement d'actif (ROA)

En MDT sauf indication contraire

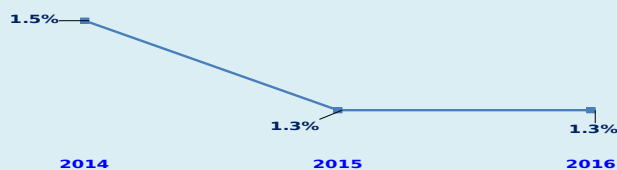
Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Résultat net de l'exercice	47,2	42,8	48,7	-4,4	5,9	0,8	-9,3	13,8	2,2
Total actif	3 158,7	3 230,2	3 680,8	71,5	450,6	261,1	2,3	13,9	8,1
ROA (en %)	1,5	1,3	1,3	-	-	-	-0,2	0,0	-

Source : membres de l'APTBEF

c-8- Le rendement d'actif :

La progression du résultat net à un rythme quasi identique à celui du total actif, soit 13,8% contre 13,9% A impacté le rendement d'actif (ROA) qui s'est maintenu à son niveau de l'exercice 2015 en s'élevant à 1,3 point de pourcentage.

Evolution du rendement d'actif (ROA)



c-9- Les capitaux propres :

Les capitaux propres se sont consolidés de 5,5% atteignant 493,4 MDT au 31 décembre 2016 contre 467,8 MDT au 31 décembre 2015.

Évolutions des capitaux propres & de la rentabilité des capitaux propres (ROE)

En MDT sauf indication contraire

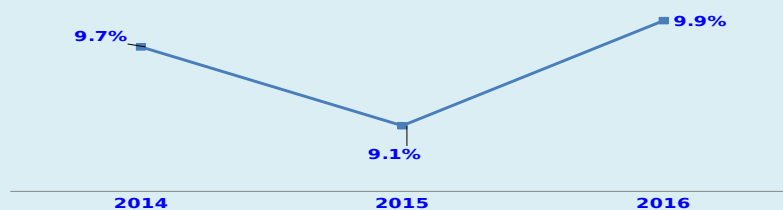
Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/2014	16/15	
Résultat net de l'exercice	47,2	42,8	48,7	-4,4	5,9	0,8	-9,3	13,8	2,2
Capitaux propres	486,0	467,8	493,4	-18,2	25,6	3,7	-3,7	5,5	0,9
ROE (en %)	9,7	9,1	9,9	-	-	-	-0,6	0,8	-

Source : membres de l'APTBEF

c-10- La rentabilité des capitaux propres :

Le raffermissement du résultat net a favorisé l'amélioration d'indicateur de la rentabilité des fonds propres (ROE) qui a atteint 9,9% en 2016 contre 9,1% en 2015.

Evolution de la rentabilité des capitaux propres (ROE)



d- Le Ratio de productivité :

Conséquence d'évolution du produit net du secteur du leasing à une cadence nettement supérieure à celle du taux de croissance des employés, soit 18,8% contre 11%, le taux de productivité, mesuré par le rapport entre le produit net et le nombre des employés, a augmenté de 14,2 milliers de dinars durant l'année 2016 contre 11,9 milliers de dinars l'année dernière pour se situer à 215,4 milliers de dinars.

Évolution de ratio de productivité

En mDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en mDT	
				15/14	16/15
Produit net de leasing ⁽¹⁾	131,2	132,2	157,0	0,8	18,8
Nombre des employés ⁽²⁾	693	657	729	- 5,2	11,0
Ratio de productivité = PNL / Nombre des employés	189,3	201,2	215,4	11,9	14,2

Source : membres de l'APTBEF (2) Les variations en %.
Les chiffres en MDT et les variation en %.

3- Établissement de factoring :

L'analyse des principaux indicateurs des organismes de factoring relatifs à l'année 2016 atteste d'une croissance au niveau de leur activité et ce, en dépit d'une décélération de leur rythme d'évolution comparativement à l'année dernière.

En se basant sur les données disponibles, l'étude des résultats présente les principales caractéristiques suivantes :

a- Indicateurs d'exploitation :

a-1- Les produits d'exploitation :

Les produits d'exploitation ont enregistré une amélioration de 1,1 MDT ou 4% en s'élevant à 28,3 MDT en 2016 contre 27,2 MDT en 2015.

Évolutions des produits d'exploitation

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Produits d'exploitation	24,7	27,2	28,3	2,5	1,1	1,8	10,1	4,0	7,1

Source : membres de l'APTBEF

a-2- Les charges d'exploitation :

En passant de 9,3 MDT au 31 décembre 2015 à 9,5 MDT au 31 décembre 2016, les charges d'exploitation ont progressé de 2,2%.

Evolution des charges d'exploitation

En MDT sauf indication contraire

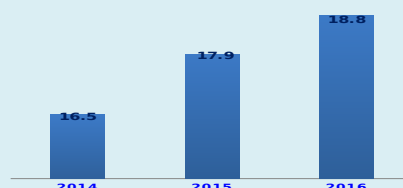
Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Charges d'exploitation	8,2	9,3	9,5	1,1	0,2	0,7	13,4	2,2	7,8

Source : membres de l'APTBEF

a-3- Le produit net de factoring :

Le produit net de factoring a connu un ralentissement durant l'année 2016. Il a augmenté seulement de 5% contre 8,5%, en s'élevant ainsi à 18,8 MDT contre 17,9 MDT un an passé.

Evolution du Produit Net de Factoring (en MDT)



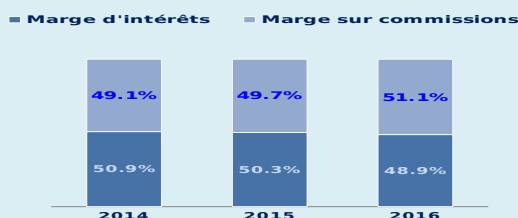
✚ La marge d'intérêts :

La marge d'intérêts s'est établie à 9,2 MDT contre 9 MDT soit une diminution de 2,2%. Sa part dans le PNF s'est détériorée de 1,4 point de pourcentage, atteignant un taux équivalent à 48,9% en 2016 contre 50,3% en 2015.

✚ La marge sur commissions :

La marge sur commissions, deuxième composante du PNF, a enregistré une hausse de 7,9%, soit des commissions nettes de 9,6 MDT au cours de l'an 2016. Sa rentabilité dans PNF s'est par conséquent accrue de 1,3 point de pourcentage en s'établissant à 51,1% contre 49,7%.

Evolution de la structure du PNF



a-4- Les frais généraux :

Cette rubrique est composée essentiellement des charges opératoires et des frais globaux de gestion.

✚ Les charges opératoires :

Les charges opératoires, constituées par les frais de personnel et les autres charges d'exploitation, figurent parmi les charges les plus importantes. Par ailleurs, elles ont un impact direct aussi bien sur les résultats que sur le coefficient d'exploitation.

Totalisant 8,6 MDT fin décembre 2016 contre 8 MDT fin décembre 2015, ce poste a progressé de 7,5%. Cette situation est imputable notamment à la hausse de 3,7% des autres

charges d'exploitation et 9,4% des frais de personnel. Ces derniers ont constitué 67,4% des charges opératoires contre 66,3%.

Evolution des charges opératoires

En MDT sauf indication contraire

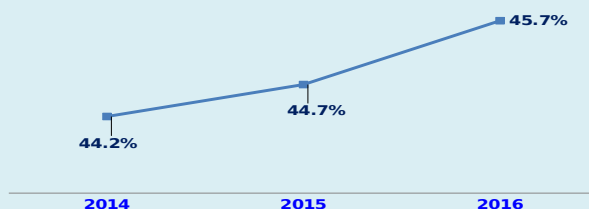
Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Charges opératoires⁽¹⁾	7,3	8,0	8,6	0,7	0,6	0,7	9,6	7,5	8,6
Frais de personnel	4,7	5,3	5,8	0,6	0,5	0,6	12,8	9,4	11,1
<i>Part des frais de personnel</i>	<i>64,4</i>	<i>66,3</i>	<i>67,4</i>	-	-	-	1,9	1,1	-
Autres charges d'exploitation	2,6	2,7	2,8	0,1	0,1	0,1	3,8	3,7	3,8
<i>Part des autres charges d'exploitation</i>	<i>35,6</i>	<i>33,7</i>	<i>32,6</i>	-	-	-	-1,9	-1,1	-
Charges opératoires / PNF (en %)	44,2	44,7	45,7	-	-	-	0,5	1,0	-

Source : membres de l'APTBEF

(1) Les charges opératoires = les frais de personnel + les autres charges d'exploitation.

La croissance des charges opératoires a eu un effet négatif sur le coefficient d'exploitation qui a continué d'augmenter de 1% en 2016 contre 0,5% l'année précédente pour se situer à 46,3%.

Evolution du coefficient d'exploitation



✚ Les frais globaux de gestion :

Rajoutés aux dotations aux amortissements, les frais globaux de gestion ont réalisé une progression au 31 décembre 2016 de l'ordre de 0,9 MDT ou 10,1%.

Les charges de gestion représentent 52,1% du produit net de factoring contre 49,7%, enregistrant ainsi une augmentation de 2,4 points de pourcentage.

Évolution des frais globaux de gestion

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Évolutions moyenne en MDT	Var. en %		Évolutions moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Frais globaux de gestion ⁽¹⁾	8,2	8,9	9,8	0,7	0,9	0,8	8,5	10,1	9,3
Dont : Dotations aux amortissements	0,9	0,9	1,2	0,0	0,3	0,2	0,0	33,3	16,7
Frais globaux de gestion / PNF (en %)	49,7	49,7	52,1	-	-	-	-	2,4	-

Source : membres de l'APTBEF

(1) Les frais globaux de gestion = les charges opératoires + les dotations aux amortissements.

a-5- Le résultat d'exploitation :

Le résultat d'exploitation a poursuivi une tendance à la baisse de 14,9% en revenant de 7,4 MDT en 2015 à 6,3 MDT en 2016. Ce retrait est attribué à l'évolution des charges d'exploitation (19%) qui a été accompagnée par une hausse largement inférieure du PNF (5%).

Evolution des charges d'exploitation & du résultat d'exploitation

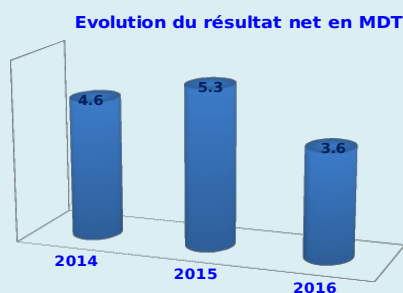
EnMDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Total des charges d'exploitation	10,1	10,5	12,5	0,4	2,0	1,2	4,0	19,0	11,5
Résultat d'exploitation	6,4	7,4	6,3	1,0	-1,1	-0,1	15,6	-14,9	0,4

Source : membres de l'APTBEF

a-6- Le résultat net de l'exercice :

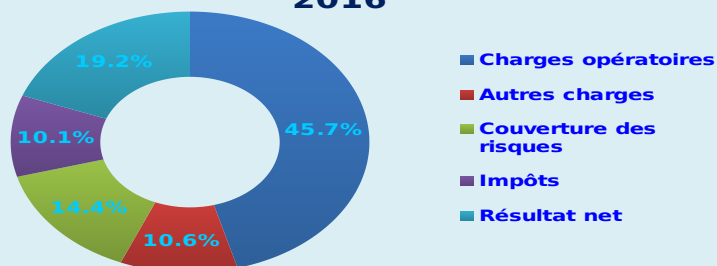
La diminution du résultat d'exploitation s'est répercutée négativement sur le bénéfice qui a fortement régressé de 32,1% contre une progression de 15,2 % un an auparavant en se situant à 3,6 MDT.



Corrélativement sa part dans le produit net a régressé de 10,4% contre une augmentation de 1,7% un an plus tôt pour s'établir à 19,2%.

L'effort de provisionnement des sociétés de factoring s'est poursuivi comme en témoigne la consolidation de la part de couverture des risques dans le PNF de 5,5 points de pourcentage en se situant à 14,4% en 2016 contre 8,9% l'an dernier.

Evolution de la répartition du PNF en 2016



a- 7- Le total actif :

Le total bilan est passé de 255,3 MDT fin décembre 2015 à 286,5 MDT fin décembre 2016, soit une augmentation de 31,2 MDT ou 12,2%.

Évolution du total actif & du rendement d'actif (ROA)

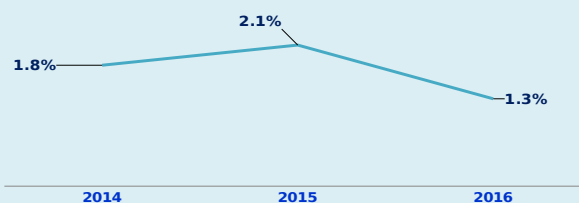
En MDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en MDT	Var. en %		Evolution moyenne en %
				15/14	16/15		15/14	16/15	
Résultat net de l'exercice	4,6	5,3	3,6	0,7	-1,7	-0,5	15,2	-32,1	-8,4
Total actif	251,9	255,3	286,5	3,4	31,2	17,3	1,3	12,2	6,8
ROA (en %)	1,8	2,1	1,3	-	-	-	0,3	-0,8	-

Source : membres de l'APTBEF

Sous l'effet de la baisse du résultat net, le rendement d'actif (ROA) s'est détérioré de 0,8% et ce, après avoir observé une augmentation de 0,3%, aboutissant à 1,3% en 2016 contre 2,1% une année auparavant.

L'évolution du rendement d'actif (ROA)



a-8- Les capitaux propres :

Les capitaux propres ont progressé, mais à une cadence inférieure, de 3,3% contre 8,4%, soit une évolution annuelle moyenne au titre des années 2014-2015-2016 de 5,9% en s'élevant à 46,7 MDT fin décembre 2016 contre 45,2 MDT fin décembre 2015.

Évolution des capitaux propres & de la rentabilité des capitaux propres (ROE)

En MDT sauf indication contraire

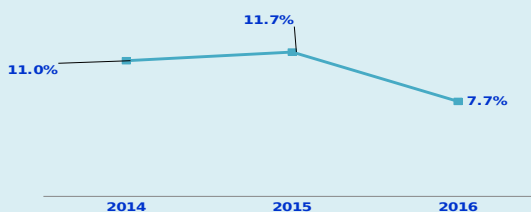
Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT		Evolution moyenne en	Var. en %		Evolution moyenne en
				15/14	16/15		15/2014	16/15	

						MDT			%
Résultat net de l'exercice	4,6	5,3	3,6	0,7	-1,7	-0,5	15,2	-32,1	-8,4
Capitaux propres	41,7	45,2	46,7	3,5	1,5	2,5	8,4	3,3	5,9
ROE (en %)	11,0	11,7	7,7	-	-	-	0,7	-4,0	-

Source : membres de l'APTBEF

La rentabilité des capitaux propres (ROE) s'est repliée durant l'année 2016 de 4 points de pourcentage, soit 7,7% contre 11,7%.

L'évolution de la rentabilité des capitaux propres (ROE)



b- Le Ratio de productivité :

L'évolution du produit net du secteur du leasing à une cadence nettement supérieure à celle du taux de croissance des employés, soit 18,8% contre 11%, a engendré une augmentation du taux de productivité (mesuré par le rapport entre le produit net et le nombre des employés) de 14,2 milliers de dinars durant l'année 2016 contre 11,9 milliers de dinars l'année dernière pour se situer à 215,4 milliers de dinars.

Evolution de ratio de productivité

En mDT sauf indication contraire

Désignation	2014	2015	2016	Var. en MDT	
				15/14	16/15
Produit net de factoring ⁽¹⁾	16,5	17,9	18,8	1,4	0,9
Nombre des employés ⁽²⁾	85	87	92	2,0	5,0
Ratio de productivité = PNF/Nombre des employés	194,1	205,7	204,3	11,6	-1,4

Source : membres de l'APTBEF

(1) Les chiffres et les variations en MDT.

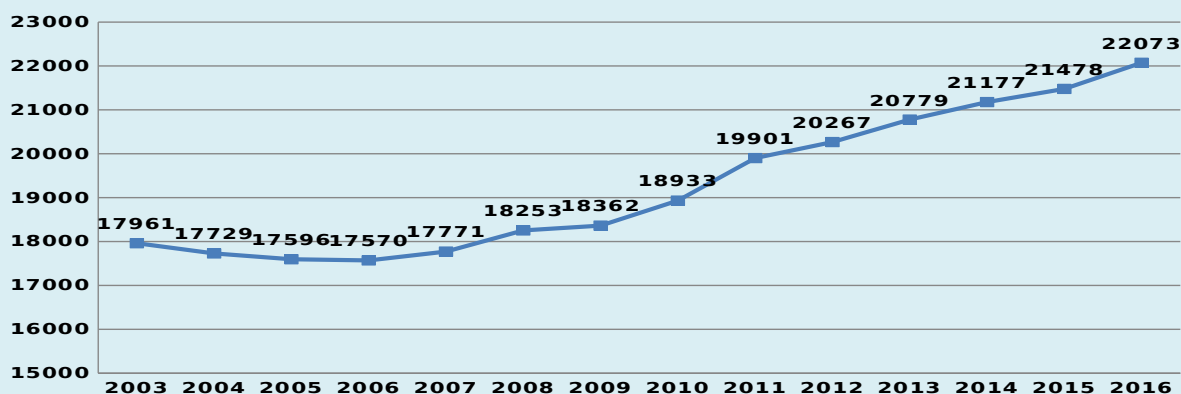
(2) Les variations en nombre.

III. La population des banques et des établissements financiers :

Sur la période 2003-2016, l'effectif global des membres de l'APTBEF a augmenté de 4.112 personnes pour s'établir à 22.073 au 31 décembre 2016 contre 17.961 en 2003.

Durant cette durée, la population bancaire s'est accrue en moyenne de 2% par an. Cette croissance du personnel résulte de la politique d'extension et du développement du réseau des agences qui couvre aujourd'hui la totalité du territoire, et ce pour se rapprocher davantage des clients, mieux les servir et répondre à leurs attentes.

Evolution de l'effectif global des membres de l'APTBEF 2003-2016



1-Évolution de l'Effectif Global :

Au 31 décembre 2016, l'effectif global totalise 22.073 personnes contre 21.478 employés en 2015. L'évolution de l'effectif global a donc doublé en 2016 aboutissant à 2,8% contre 1,4% en 2015.

L'effectif des membres de l'APTBEF a enregistré un accroissement de 595 personnes en 2016 contre 301 une année auparavant. Cette augmentation découle principalement de l'accroissement du personnel des banques qui a affiché une hausse de 2,6%.

Evolution de l'effectif global des membres de l'APTBEF en 2016

Année	2014	2015	2016
Effectif global	21.177	21.478	22.073
Personnel des banques	20232	20573	21122
Personnel des établissements financiers	778	744	821
Personnel des banques off-shore	167	161	130

Source : Membres de l'APTBEF

Cette évolution positive de la population bancaire résulte essentiellement de l'inauguration de 88 nouvelles implantations réparties sur tout le territoire et ce dans le cadre de la politique d'extension du réseau des banques, ce qui a porté le nombre total des agences bancaires à 1.827 fin 2016 contre 1.746 agences fin 2015.

De même l'année 2016 a été marquée par le renforcement du réseau des agences des établissements de leasing par l'ouverture d'un bureau et 3 agences situées à l'Ariana, à Tunis et à Sousse pour atteindre 12 bureaux et 58 agences

Comparé à la même période de 2015, le ratio de productivité durant l'année 2016 (Effectif global/nombre d'agences) est de 11,6% contre 11,8% en 2015.

2- Répartition de l'effectif :

a- Répartition de l'effectif par type de contrat :

Accaparant 92,4% de l'effectif global, le nombre des employés permanent a augmenté de 664 personnes pour s'établir à 20.389 personnes au 31 décembre 2016 contre 19.725 au 31 décembre 2015, soit une hausse de l'ordre de 3,4% contre seulement 1,4% en 2015.

Cette évolution de l'effectif résulte de l'opération de recrutement de 1.348 personnes en 2016 contre 880 en 2015, soit un accroissement de 53,2%.

En 2016, le nombre de personnel contractuel et celui expatrié ont marqué respectivement une progression de 2,7% et 6,3%.

Quant au personnel détaché et le personnel effectif SIVP & saisonnier, ils ont enregistré en 2016 une baisse consécutive de 15,7% et 13,4% par rapport à 2015.

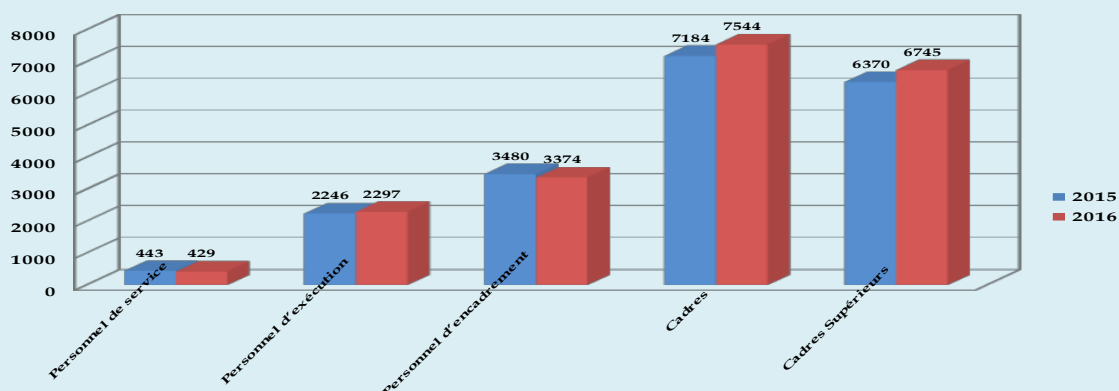
Effectif 2016-2014 par type de contrat

Année	2014	2015	2016	Variation en %	
				2015/14	2016/15
EFFECTIF GLOBAL	21 177	21 478	22 073	1,4%	2,8%
Personnel Permanent	19449	19 725	20 389	1,4%	3,4%
Personnel Contractuel	971	1 021	1 049	5,1%	2,7%
Effectif SIVP&Saisonnier	654	627	543	-4,1%	-13,4%
Personnel Expatrié	15	16	17	6,7%	6,3%
Personnel détaché	88	89	75	1,1%	-15,7%

Source : Membres de l'APTBEF

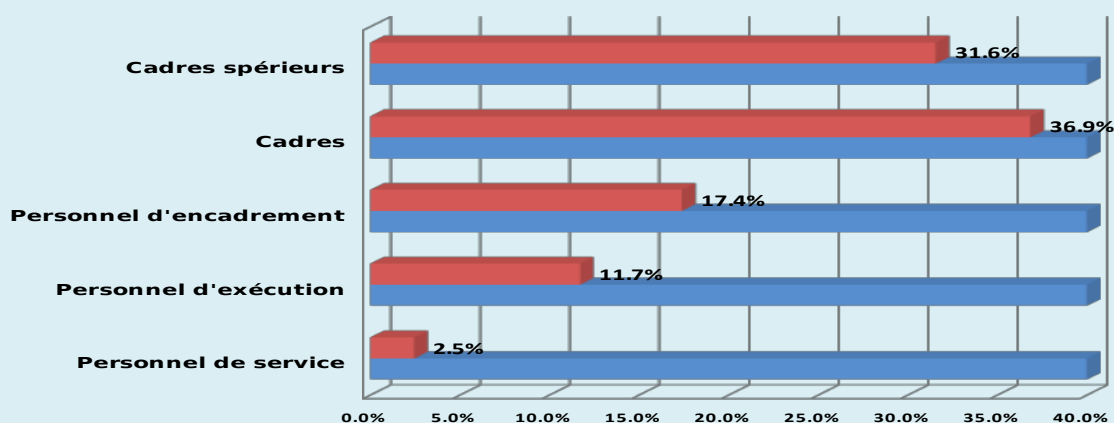
b- Répartition de l'effectif par catégorie professionnelle :

Évolution de la structure du personnel permanent par catégorie professionnelle 2015-2016



Sans tenir compte du personnel SIVP & saisonnier, 36,9% et 31,6% des employés sont respectivement des cadres et des cadres supérieurs contre 36,3% et 30,8% en 2015.

Les trois autres catégories par contre ont enregistré une légère baisse par rapport à 2015.



En se situant à 70,1% en 2016 contre 68,7% en 2015, le taux d'encadrement du personnel permanent, qui accapare 92,4% de l'effectif global a affiché une légère hausse de 1,4% par rapport à l'année dernière passant ainsi de 13.553 à 14.289 cadres et cadres supérieurs.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution et la répartition des cadres et des cadres supérieurs entre 2015 et 2016.

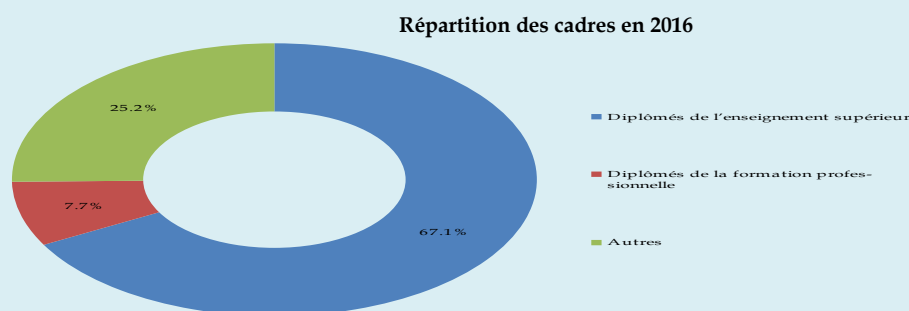
Evolution de l'effectif d'encadrement

Libellés	2015				2016				Variation en nombre		Variation en %	
	Banques	Ets Financiers	Banques off-shores & d'affaires	Total	Banques	Ets Financiers	Banques off-shores & d'affaires	Total	2016/15	2015/14	2016/15	2015/14
Diplômés de l'enseignement supérieur	8 967	393	57	9 417	9 147	392	45	9 584	167	962	1,8%	11,38%
Diplômés de la formation professionnelle ⁽¹⁾	966	17	8	991	1069	19	10	1 098	107	9	10,8%	0,92%
Autres ⁽²⁾	3 076	49	20	3 145	3 509	80	18	3 607	462	-457	14,7%	-12,69%
Total	13009	459	85	13 553	13 725	491	73	14 289	736	514	5,4%	3,94%

Source : Membres de l'APTBEF,

(1) Diplôme de l'ABF, Concours Internes, autres (2) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

Au 31 décembre 2016, les Diplômés de l'enseignement supérieur représentent 67,1% du total des cadres et des cadres supérieurs du personnel permanent contre 69,5% au 31 décembre 2015 et 43,3% en 2014.

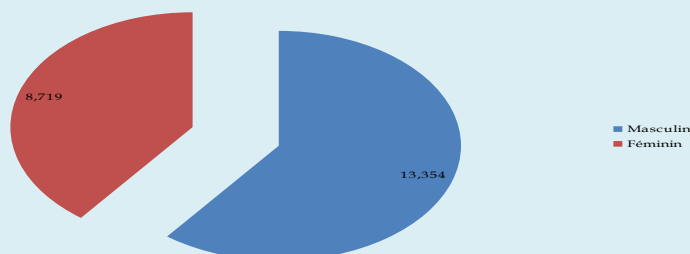


Par ailleurs, les Parts des deux autres catégories ont progressé en 2016 pour se situer à 25,2% et 7,7% contre 23,2% et 7,3% en 2015.

c- Répartition de l'effectif par genre

La répartition des Hommes-femmes est respectivement de 60,5% et 39,5% en 2016 contre 61,5% et 38,5% en 2015.

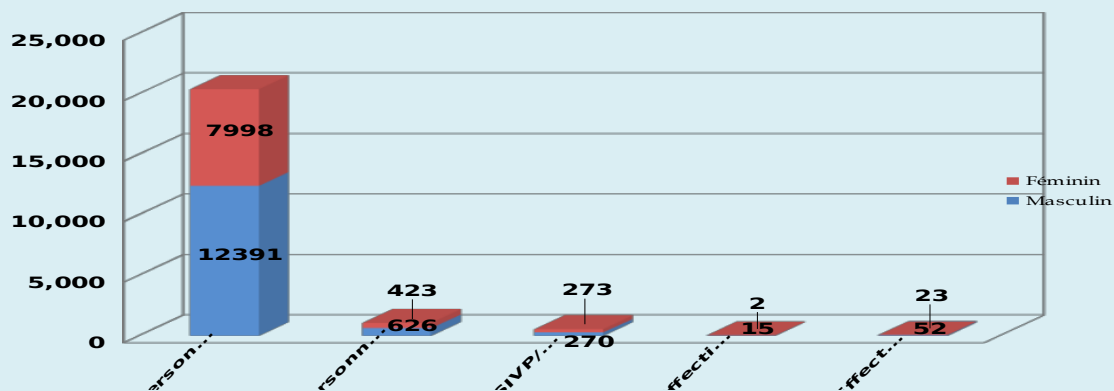
Répartition de l'effectif Global par genre en 2016



Atteignant 8.719 en 2016 contre 8.269 en 2015, le nombre des femmes dans l'effectif global a continué son évolution positive, soit une augmentation de 450 femmes contre 281 une année auparavant.

Cette hausse provient principalement de la hausse de l'effectif permanent de 495 femmes.

Répartition de l'effectif par genre en 2016



En revanche, 24,4% est la part de la population masculine dans la variation de l'effectif global d'une année à l'autre. Cette dernière, qui a enregistré un accroissement de 145 hommes au 31 décembre 2016 contre seulement 20 hommes au 31 décembre 2015, résulte notamment de la hausse du personnel permanent.

Cette variation positive en faveur des femmes est expliquée par le fait que 70,2% des départs à la retraite sont des hommes, tout en préservant une opération de recrutement avec environ le même nombre pour les deux sexes en 2016.

Evolution de la Répartition de l'effectif par genre 2014-2016

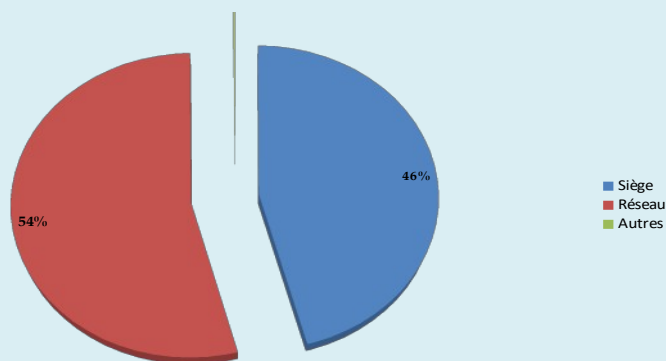
Année	2014		2015		2016	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Total	13 189	7 988	13 209	8 269	13 354	8 719
Personnel Permanent	12 197	7 252	12 222	7 503	12 391	7 998

Personnel Contractuel	602	369	621	400	626	423
SIVP/Saisonnier	317	337	291	336	270	273
Effectif Expatrié	13	2	14	2	15	2
Effectif Détaché	60	28	61	28	52	23
EFFECTIF GLOBAL	21 177		21 478		22 073	
Part	62,30%	37,70%	61,50%	38,50%	60,50%	39,50%

Source : Membres de l'APTBEF

d- Répartition de l'effectif global entre siège et réseau :

Au 31 décembre 2016, la structure de l'effectif entre le siège et le réseau est demeurée globalement stable en faveur du réseau qui représente 54 %.



e- Répartition de l'effectif permanent par catégorie d'âge :

Durant la période de 2015 à 2016, une analyse des données a révélé de légères différences entre les deux années sur le plan de la répartition de l'effectif par classe d'âge.

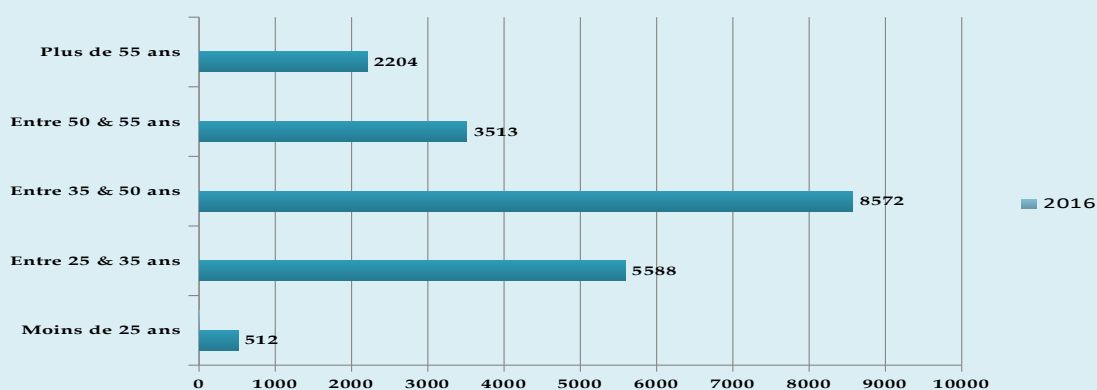
Les deux tranches d'âge 50-55 ans et 55-60 ont affiché des taux respectifs de 17,2% et 10,8% contre 18,4% et 14,3% en 2015.

Au 31 décembre 2016, les salariés âgés de 35 à 50 ans représentent 42% du personnel permanent contre 39,7% une année auparavant, soit la catégorie la plus importante en termes de nombre d'employés, suivie par la tranche d'âge de 25 à 35 ans qui représente 27,4% contre 26,5% au 31 décembre 2015.

De même, le nombre des salariés âgés de moins de 25 ans a enregistré un accroissement de 1,4% par rapport à 2015 pour atteindre 2,5% en 2016.

La progression de ces trois dernières catégories a permis à l'âge moyen du personnel permanent de baisser à 41 ans et 8 mois fin 2016 contre 42 ans et 10 mois fin 2015.

L'effectif permanent est réparti par tranche d'âge comme suit :



3- Recrutement et départs à la retraite :

En 2016, les membres de l'APTBEF ont procédé au recrutement de 1.348 personnes dont 869 cadres et 479 employés contre 880 dont 511 ayant le niveau \geq Bac +3 et 369 ayant un niveau inférieur à Bac+3, une année auparavant.

Selon les derniers chiffres, sur les 1.348 recrutés, 678 sont des hommes (50,3%) et 670 sont des femmes (49,7%).

Le nombre total de départs à la retraite en 2016 s'est élevé à 577 dont 405 hommes et 172 femmes contre 588 en 2015, enregistrant ainsi une baisse de 1,87%.

IV. La masse salariale dans le secteur :

En 2016, l'évolution des niveaux des salaires dans le cadre des augmentations réglementaires, ainsi que les nouveaux recrutements, promotions et autres avancements ont été l'origine d'une croissance substantielle de la masse salariale globale (MSG).

Cette dernière (MSG) a continué son évolution positive avec une hausse de 143,8 MDT contre 84,4 MDT en 2015, passant ainsi de 1.165,5 MDT à 1.309,3 MDT, soit un taux de croissance de 12,3% contre 7,8% une année auparavant.

Au 31 décembre 2016, la Masse Salariale Globale s'est accrue à un rythme plus rapide que celui enregistré au 31 décembre 2015.

Evolution de la masse salariale (2014-2016)

En MDT sauf indication contraire

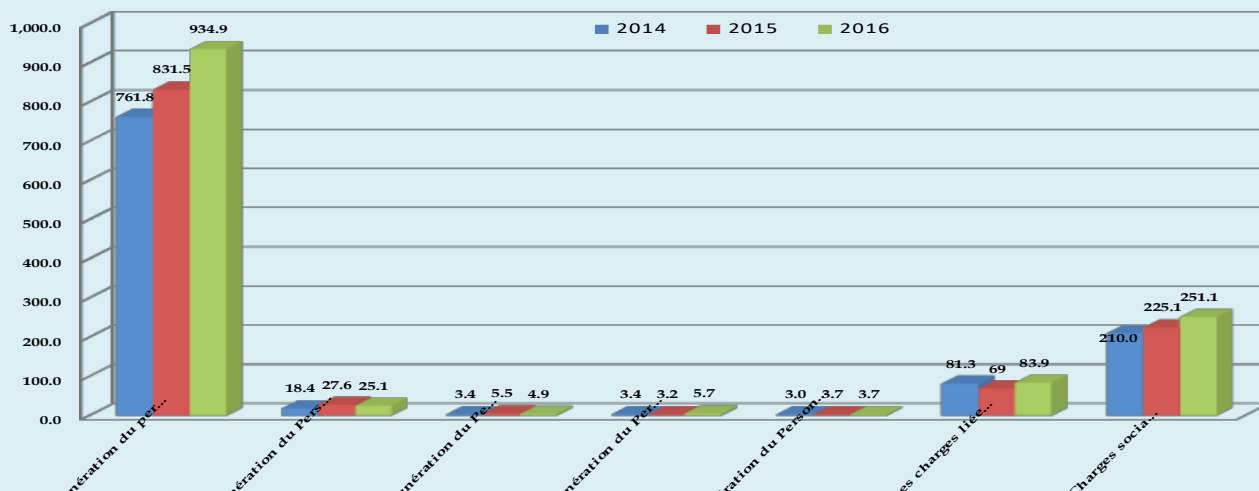
Désignation	Années			Variation en Montant		Variation en %	
	2014	2015	2016	2015/2014	2016/2015	2015/2014	2016/2015
Masse Salariale globale	1.081,1	1.165,5	1.309,3	84,4	143,8	7,8%	12,3%

Source : Membres de l'APTBEF

La hausse de la masse salariale globale de 143,8 MDT est attribuable notamment à la progression de la rémunération du personnel (102,8 MDT), des charges sociales, (26,1 MDT) et des autres charges liées au personnel (14,9 MDT).

Ces dernières représentent 74,4%, 19,2% et 6,4 % de la Masse Salariale Globale.

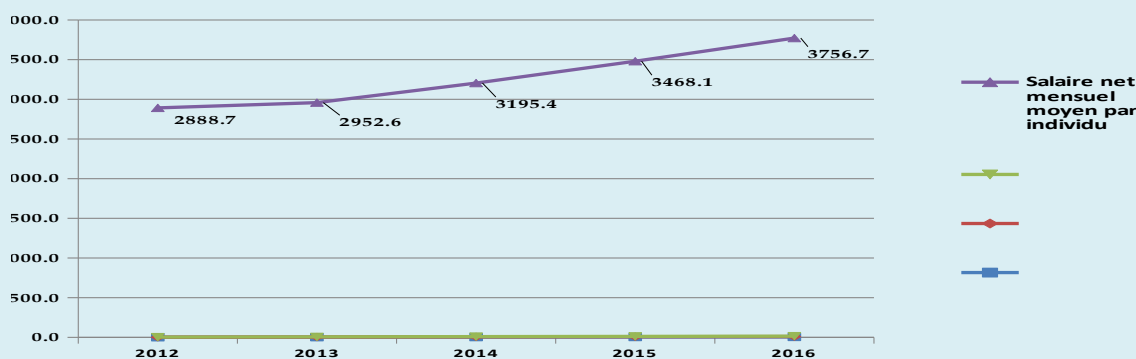
Evolution de la Masse salariale globale (en MDT) des membres de l'APTBEF 2014-2016



Durant la période de 2012 à 2016, le salaire net mensuel a passé de 2.888,7 MDT à 3.756,7, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 1,86%.

En 2016, ledit salaire est, en moyenne, de 3.756,7 MDT contre 3468,1 MDT, soit une augmentation de 8,3% contre 8,5% une année auparavant.

Evolution du Salaire net mensuel moyen 2012-2016



Sans tenir compte des saisonniers et SIVP, la hausse de la rémunération du personnel(*) dont ci-après le détail, découle essentiellement de l'augmentation des salaires du personnel titulaire.

1- La rémunération du personnel permanent :

Avec une progression de 12,4% fin décembre 2016 contre 9,2% fin décembre 2015, la rémunération du personnel titulaire est passée de 831,5 MDT à 934,9 MDT, soit 103,4 MDT.

(*) Total des Rémunérations du personnel permanent, contractuel, détaché et expatrié.

Cette augmentation revient principalement à l'accroissement du salaire de base de 65,7 MDT en 2016 contre 30,5 MDT une année auparavant.

Il faut cependant souligner que :

- Le salaire de base a accaparé la part la plus importante de ladite augmentation, soit 63,6%,
- 37,6 MDT ont été attribués aux primes et aux indemnités.

Le salaire de base a atteint 502,1 MDT contre 436,4 MDT en 2015, soit une progression de 15,1% à fin 2016 contre 7,5% à fin 2015.

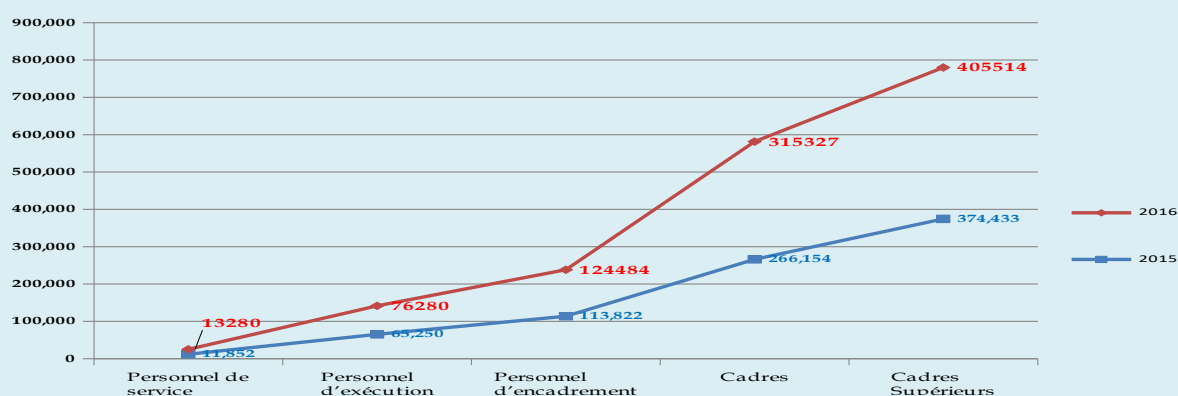
Au 31 décembre 2016, les primes et les indemnités (de fonction, de transport, de représentation...), allouées au personnel représentent respectivement 27,2% et 10,1% de la rémunération du personnel titulaire.

En 2016, les primes données au personnel permanent ont continué leur progression avec un rythme encore plus soutenu, soit 17,5% ou 37,9 MDT pour se situer ainsi à 254 MDT contre 216,2 MDT à fin 2015.

Les indemnités par contre se sont accrues en 2016 avec un rythme moins important, soit 3,4 % ou 3,1 MDT pour s'établir à 94,5 MDT contre 91,4 MDT une année auparavant.

Cette situation est corroborée par l'augmentation des salaires des cadres et des cadres supérieurs, représentant ainsi 47,5% et 30,1 % ou 49,2 MDT et 31.1 MDT de l'augmentation de la rémunération du personnel permanent, soit un total de 80,25 MDT.

Evolution de la rémunération du personnel permanent 2015-2016



La rémunération de ces deux catégories professionnelles qui avait atteint respectivement 315,3 MDT et 405,5MDT au 31 décembre 2016, soit une hausse de 18,5% et 8,3% provient essentiellement de l'accroissement du nombre des employés de ces deux catégories professionnelles de 735 personnes en 2016.

La rémunération du personnel d'encadrement et d'exécution a connu une hausse respectivement de 10,7 MDT et 11 MDT marquant, ainsi une progression de 9,4% et 16,9%. De même la rémunération du personnel de service est accrue de 1,4 MDT ou 12 % en 2016.

2- La rémunération du personnel contractuel :

Au cours de l'année 2016, la rémunération du personnel contractuel s'est élevée à 25,1 MDT contre 27,5 MDT en 2015, enregistrant ainsi une nette régression de 8,7% par rapport à l'année dernière.

3- La rémunération du personnel détaché

La rémunération du personnel détaché a connu un fléchissement de 620 mille dinars, en arrivant ainsi à 4,8 MDT en 2016 contre 5,4 MDT en 2015 soit une diminution de 11,1%. Cette diminution est expliquée par la réduction dudit personnel de 14 personnes en 2016

4- La rémunération du personnel expatrié :

En se situant à 5,7 MDT en 2016, la rémunération du personnel expatrié a affiché une hausse de 2,5 MDT par rapport à l'année dernière. Cette hausse est due à l'accroissement du nombre des expatriés.

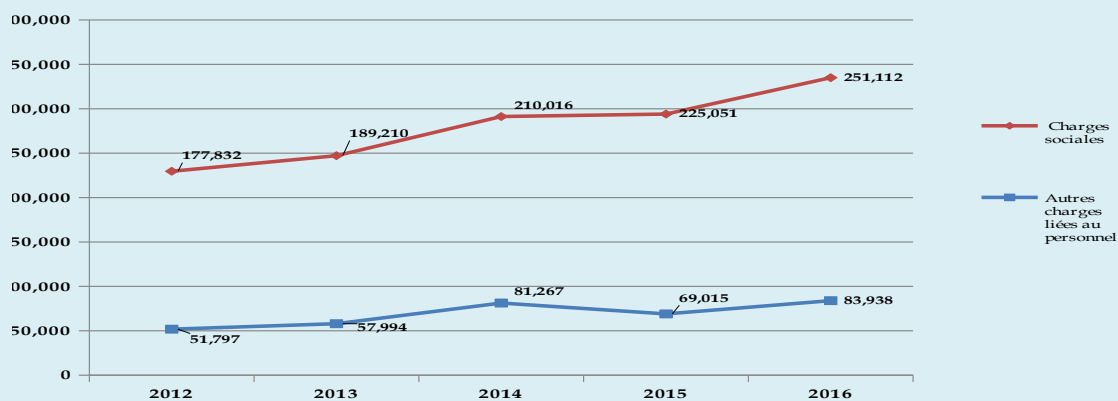
5- La rémunération du personnel saisonnier et SIVP :

Atteignant 3,7 MDT au 31 décembre 2016, la rémunération du personnel saisonnier et SIVP a marqué une légère diminution de 17 MDT ou (-0,5%) contre une progression de 0,8 MDT ou 26,2% au 31 décembre 2015.

Cette baisse est due à la réduction du personnel saisonnier et SIVP en 2016 de 84 personnes en revenant de 627 en 2015 à 543 en 2016.

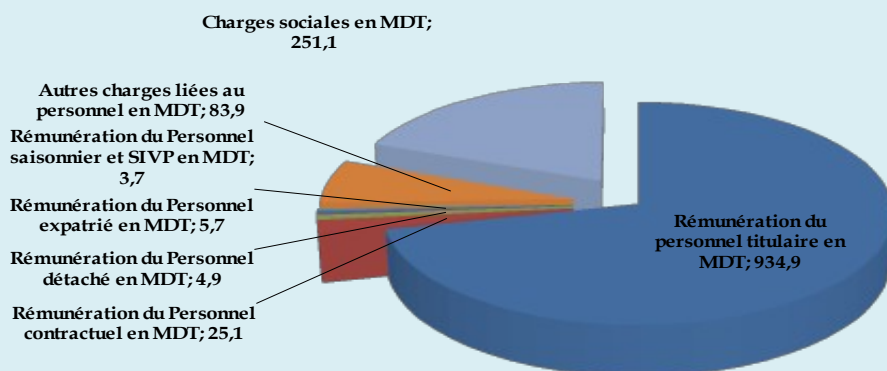
6- Les charges sociales :

Les charges sociales sont passées de 225 MDT à 251,1 MDT enregistrant ainsi une progression de 26,1 MDT ou 11,6% en 2016 contre 15,1 MDT ou 7,2 %, en 2015.



Les autres charges liées au personnel comme par exemple les frais de scolarité des descendants (crèche, jardin d'enfants...), les frais de restauration... etc., ont également connu une hausse de 14,9 MDT ou 21,6% en 2016 après un repli de 12,3 MDT en 2015, pour se situer à 83,9 MDT.

La répartition de la Masse salariale globale en 2016



V. Le réseau bancaire et des établissements financiers :

1- Répartition géographique du réseau des banques :

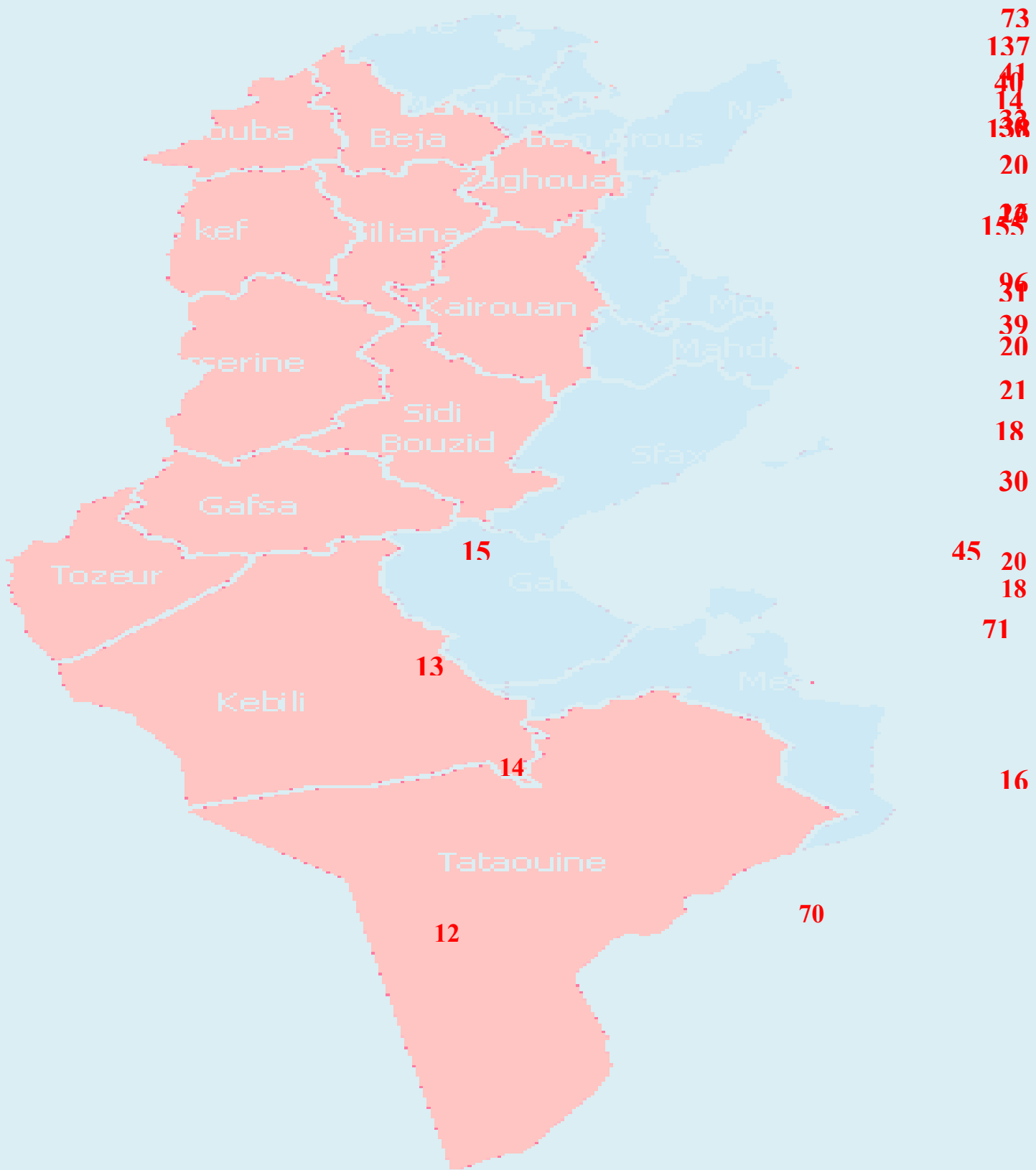
Le réseau des banques est composé de 62 directions régionales, 1.793 agences, 16 succursales et 18 centres d'affaires totalisant 1.827 agences contre 1.746 agences en 2015.

En 2016, les banques ont renforcé leurs réseaux d'agences à travers le pays par l'ouverture de 88 nouvelles agences.

Gouvernorat	Nbre de Succursales	Nbre d'agences et des bureaux	Nbre de Box de Changes	Nbre de Centres d'Affaires	Directions régionales
Ariana	0	137	2	1	1
Ben Arous	0	138	0	2	1
Manouba	0	41	0	0	0
Tunis	13	407	30	8	16
Zaghouan	0	20	0	0	0
Nabeul	0	140	4	2	5
Bizerte	0	73	0	0	4
Béja	0	30	0	0	1
Jendouba	0	32	2	0	3
Le Kef	0	22	0	0	1
Siliana	0	16	0	0	1
Kairouan	0	31	0	0	1
Sousse	1	155	6	2	6
Monastir	0	96	4	0	4
Mahdia	0	39	0	0	0
Sfax	2	185	1	3	7
Sidi Bouzid	0	21	0	0	0
Kasserine	0	20	0	0	1
Gabès	0	45	0	0	2
Kébili	0	13	0	0	0
Médenine	0	71	8	0	3
Tataouine	0	16	0	0	0
Gafsa	0	30	0	0	5
Tozeur	0	15	0	0	0
Total	16	1793	57	18	62

Outre le siège social, la BFPME compte 21 Bureaux régionaux opérationnelles (Bizerte, Kairouan, Le Kef, Kasserine, Sfax, Gafsa, Médenine, Jendouba, Sidi Bouzid, Béja, Gabès, Siliana, Sousse, Kébili, Mahdia, Monastir, Nabeul, Tataouine, Tozeur, Zaghouan et Manouba).

2- Carte géographique des agences bancaires :



3- Répartition géographique du réseau des établissements financiers:

Le réseau des Établissements financiers a clôturé l'année 2016 avec 58 agences et 11 bureaux pour les Établissements de leasing et 6 agences pour les sociétés de factoring.

Durant l'année 2016, le réseau des agences des Établissements de leasing est renforcé par l'ouverture d'un bureau et de 3 agences situées à Ariana, Tunis et Sousse, et ce dans le cadre de la politique d'extension du réseau pour mieux servir les clients.

Gouvernorat	Leasing		Factoring
	Nbre d'Agences	Nbre de Bureaux	Nbre d'Agences
Ariana	1	0	0
Ben Arous	4	1	0
Manouba	0	0	0
Tunis	8	0	2
Zaghouan	1	0	0
Nabeul	6	1	0
Bizerte	2	1	0
Béja	5	1	0
Jendouba	0	1	0
Le Kef	0	0	0
Siliana	0	0	0
Kairouan	1	1	0
Sousse	9	0	2
Monastir	1	0	0
Mahdia	0	0	0
Sfax	9	1	2
Sidi Bouzid	0	1	0
Kasserine	0	0	0
Gabès	7	0	0
Kébili	0	1	0
Médenine	2	1	0
Tataouine	0	0	0
Gafsa	2	2	0
Tozeur	0	0	0
Total	58	12	6

Chapitre 2 : L'activité de l'Association :

I- Questions d'Actualité de la Profession

1- Actualités juridiques et réglementaires :

a- La nouvelle loi bancaire n°2016-48 :

une loi qui converge vers les standards internationaux. (Encadré)

L'Association a participé à l'élaboration de la nouvelle loi bancaire, une loi qui converge vers les standards internationaux. Pour ce faire elle a d'abord fait appel à un cabinet d'experts pour l'examen du projet de cette loi. Puis a présenté à M. le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie, un rapport inspirant, évaluant les impacts des dispositions proposées ainsi que leur pertinence par rapport aux caractéristiques du secteur bancaire et financier tunisien et comportant les points d'amélioration du projet de la loi en question tout en se basant sur les pratiques de benchmark .

L'Association a défendu le projet de loi et les propositions de la profession lors d'une séance organisée à l'Assemblée des Représentants du Peuple.

b- La loi FATCA :

La Tunisie est sur le point de signer une convention de mise en application de la loi américaine de lutte contre l'évasion fiscale dite FATCA .

L'Association est membre actif de la commission nationale FATCA depuis sa création en 2012. Les Principales réalisations de cette commission en 2016 sont les suivantes :

✚ Projet de la Convention :

La Tunisie a validé la version anglaise de la convention puis a communiqué la traduction en arabe de cette version à la partie américaine au mois de juin 2016.

La Tunisie , en tant que pays bénéficiant d'un accord en substance, a communiqué à la partie américaine une note explicative qui justifie la non signature de l'accord dans les délais prévus initialement en donnant un plan d'action étape par étape avec les deadline pour chaque étape et une feuille de route portant sur le processus de négociation l'aspect juridique et l'aspect organisationnel et technique.

✚ Protection des données à caractère personnel :

L'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles a émis un avis au ministère des finances en date du 1er/11/2016 dans lequel elle stipule que les banques doivent obtenir le consentement préalable des clients avant le transfert des données à l'étranger.

✚ Amendement de l'art. 17 du code des droits et des procédures fiscaux :

Un projet d'amendement de l'article 17 du code des droits et procédures fiscaux a été préparé par les services de la Direction Générale des Impôts dans le cadre de l'élaboration de la loi de finances 2017. Il s'agit de lister les institutions financières concernées par la transmission de données de nature fiscale à l'international peu importe la nature de l'échange de données (sur demande ou automatique). Après de longues

discussions, le projet a été adopté par l'ARP et l'article 17 du code des droits et des procédures fiscaux a été modifié (loi de finances 2017).

✚ Liste des institutions financières soumises à FATCA :

La BCT a émis un avis juridique selon lequel les sociétés de leasing et de factoring ne peuvent être considérées comme non soumises à FATCA sauf approbation de la partie américaine qui doit être clairement stipulée dans l'accord bilatéral à signer avec la partie tunisienne.

Une réunion a été donc tenue avec les sociétés de leasing et de factoring au siège de l'Association en vue de connaître leur position par rapport à l'adhésion à FATCA pour être en mesure de suivre les orientations qui en découlent. 7 sociétés de leasing ont opté pour une adhésion à la loi après accord des directions générales de leurs établissements respectifs pour éviter tout risque pouvant être encouru par l'établissement en cas de non adhésion. Les sociétés de factoring ont par contre préféré opter pour une non adhésion dans la mesure où l'activité d'affacturage en Tunisie n'est pas concernée par la loi américaine.

✚ Modalités d'échange de données :

Chaque institution financière désignera un interlocuteur unique vis-à-vis de la DGI.

Un login et un mot de passe seront communiqués à cet interlocuteur pour tester la plateforme d'échange de données.

✚ Workbook :

Suite aux recommandations de la délégation de l'IRS reçue l'an dernier par le Ministère des Finances, portant essentiellement sur les politiques adoptées par l'administration fiscale tunisienne en matière de formation des cadres et des agents de l'administration notamment en ce qui concerne la protection, la sécurité, la confidentialité et l'archivage de l'information, de politique de départ des employés, d'accès aux locaux, de politiques des risques inhérents au système d'information et d'audit, certaines dispositions ont été prises par l'administration tunisienne telles que :

- ✓ Projet d'amélioration de la sécurité des bâtiments (installation d'un dispositif sécuritaire à l'entrée des bâtiments, port de badges, ...).
- ✓ Projet de clean desk.
- ✓ Projet de programme de formation à l'école nationale des finances pour l'insertion de modules spécifiques à la protection, la sécurité et la confidentialité de l'information.
- ✓ Elaboration d'un gap analysis par l'ANSI (Agence nationale de la sécurité informatique) pour évaluer le dispositif de sécurité informatique au sein du Ministère des Finances. suite aux recommandations de l'ANSI, le CIMF a entamé la mise en place du plan d'action proposé, dont :
 - L'instauration d'une structure au sein du CIMF en charge de la gestion de la sécurité des SI et d'un comité décisionnel à cet effet,
 - Le lancement d'un appel d'offres pour la réalisation d'une politique de sécurité et d'un plan de continuité de l'activité (PCA)
 - Le renforcement de la sécurité des plateformes centrales (réseaux et serveurs).

D'autres avancées ont été réalisées depuis août 2016 :

- ✓ La sécurisation des locaux de la cellule et de l'unité chargée de l'échange de renseignements
- ✓ L'adoption d'une démarche progressive pour la formation des agents de la DGI (priorité aux agents de l'unité chargée de l'échange de renseignements avec l'étranger).
- ✓ L'introduction de la matière sécurité de l'information dans le cycle de formation continue à l'ENF en novembre 2016.

2- Révision du cadre législatif réglementant le taux d'intérêt excessif :

L'Association a participé à la réunion tenue à l'initiative de la Direction Générale du Financement au sein du Ministère des Finances en présence des parties concernées à savoir le Ministère des Finances, le Ministère de la Justice, la Banque Centrale de Tunisie, certains banques et établissements financiers ainsi que l'Association et ce pour débattre des solutions aux problèmes rencontrés par les banques et les établissements financiers au niveau de l'application des dispositions juridiques réglementant le taux d'intérêt excessif.

Les banques et les établissements financiers ont évoqué les mêmes problèmes soulevés et relatés en 2013. Le représentant de la BCT a suggéré d'assouplir progressivement la méthode de calcul du TEG assorti d'un renforcement du dispositif de contrôle.

Le ministère des Finances avec l'appui des autres ministères concernés et la BCT prendra en considération les propositions des parties concernées en vue d'une nouvelle loi sur le taux d'intérêt excessif.

a- Refonte des circulaires de la Banque Centrale.

L'avis de la profession a été fréquemment sollicité sur différents projets de refonte.

✚ La circulaire aux banques et établissements financiers n°2016-06 :

La profession a adressé une note à la BCT comportant ses remarques et propositions quant au projet de la circulaire aux banques et établissements financiers n°2016-06 relative à la notation interne des contreparties.

Une formation pratique sur les moyens à mettre en œuvre pour la mise en place de la notation interne des contreparties a été organisée en collaboration avec l'Académie des Banques et Finances (ABF) au cours du mois de novembre 2016.

✚ Les circulaires relatives au financement

En réponse à la consultation de la Banque Centrale de Tunisie, la profession a proposé un ensemble de recommandations concernant la refonte des textes réglementaires relatifs au financement dont la circulaire BCT n°87-47.

Un groupe de travail composé d'experts de la BNA est en train d'étudier la question du financement de l'agriculture.

✚ La circulaire relative aux conditions de banque

Le secteur bancaire a élaboré une note récapitulant ses propositions quant à la refonte des textes réglementaires relatifs aux conditions de banque, notamment la circulaire BCT n°91-22. Une réunion est prévue avec la Directrice Générale de la Supervision Bancaire pour en discuter.

✚ Assouplissement de la réglementation des changes :

Un rapport d'étude a été élaboré sous l'égide de l'Association et de la BCT ayant pour objet de faire le point sur la réglementation de changes en Tunisie et de proposer des réformes pour lever les obstacles en faveur de l'assouplissement des dispositions et dans le but d'attirer les investisseurs et de promouvoir les exportations et ce en tenant compte des expériences internationales comparées. Ce rapport a été exposé lors d'un atelier organisé en juin 2016 au siège de l'IACE. Un comité consultatif sera constitué pour affiner les propositions d'assouplissement en prenant en considération les échanges et propositions lors de l'atelier. Ce rapport sera publié sur le site web de l'Association.

✚ La circulaire relative à la division, la couverture des risques et le suivi des engagements :

Suite à l'annonce par la BCT de son projet d'introduire de nouvelles exigences en fonds propres au titre de la couverture du risque opérationnel et l'abaissement de la limite d'exposition envers les parties liées, deux notes lui ont été communiquées par l'Association, la première pour l'informer de la position de la profession à ce sujet, La deuxième pour lui signifier les commentaires de la profession concernant le projet de la circulaire n 2016-03 du 29 juillet 2016 (qui vient modifier la circulaire BCT n°91-24) sur «la division, la couverture des risques et le suivi des engagements». Une formation sur la mise en œuvre des dispositions de la circulaire est en cours d'élaboration avec l'ABF.

✚ La loi n° 94-89 sur le financement par le leasing :

Des réunions d'information et de clarification ont été organisées par l'Association, portant sur l'application des dispositions de la loi n° 94-89 relative au leasing notamment l'octroi de financements pour l'acquisition d'équipements, de matériel roulant ou de biens immobiliers et en particulier les conditions d'acquisition des voitures de luxe.

b- Recouvrement des créances touristiques :

Un plan d'action concernant la restructuration du portefeuille touristique accroché a été réalisé par la STB, moyennant une approche globale, impliquant plusieurs intervenants notamment les banques, l'Etat et les professionnels du secteur. Le plan recommande une démarche de sortie de crise pour le secteur hôtelier en trois étapes.

- ✚ Etape de diagnostic : Identifier les problèmes de dysfonctionnement de l'unité hôtelière en vue de la classer parmi les projets à problèmes conjoncturels ou structurels.
- ✚ Etape d'assainissement : Il s'agit d'une série d'actions fortement recommandées d'entreprendre en collaboration avec les différents intervenants pour mettre en place un plan de redressement de l'unité.
- ✚ Etape de suivi et de développement : Suivi et accompagnement dans le programme d'assainissement de l'unité.

Le plan d'action a fait l'objet d'une réunion avec les banques concernées qui y ont apporté quelques améliorations et enrichissements.

La démarche proposée pour redresser la situation du secteur repose sur la mise en place d'un plan de résolution qui consiste à restructurer les projets touristiques en difficulté via les techniques d'ingénierie financière qui consistent à :

- ✚ Sélectionner les projets viables ;
- ✚ Concevoir un montage financier opportun effectué sur la base des cash-flows prévisionnels à partir de business plans élaborés par des bureaux d'études spécialisés et validés par des experts métiers ;
- ✚ Stratifier la dette en dette certaine « DETTE SENIOR », supportable par des cash-flows du projet et éligible à un reclassement éventuel après une année de remboursement régulier en dette subordonnée « JUNIOR & MEZANINE » qui demeurera classée et totalement couverte par les provisions.

Une note a été adressée à Monsieur le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie pour solliciter son avis concernant le plan d'action proposé.

3- Sécurité et innovation :

Le secteur bancaire mène une intense transformation numérique qui le conduit à réinventer la relation client en développant des solutions nouvelles. Ceci place les questions de sécurité au centre de toutes les attentions.

a- Projet de mise en place du CERT* bancaire :

Initié en 2015 et réalisé conjointement entre l'APTBEF et l'ANSI, le CERT bancaire a pour mission de :

- ✓ Conduire une activité de veille pour identifier les menaces potentielles et alerter les parties concernées
- ✓ Faciliter le partage de données relatives aux incidents, menaces, vulnérabilités, bonnes pratiques, etc
- ✓ Conduire des travaux communs de recherche pour étudier les risques, les menaces etc

- ✓ Agir comme étant un hub de communication pour tout le secteur notamment durant les périodes de crise
- ✓ Collaborer avec tous les intervenants (ANSI, BCT, etc)
- ✓ Participer dans les efforts de sensibilisation et de formation pour le secteur et pour le grand public
- ✓ Coordonner avec d'autres CERT (publics, privés, internationaux)

Les actions entreprises pour la mise en place de ce projet sont les suivantes :

- Création d'un comité de pilotage du projet composé des représentants de l'APTBEF et de l'ANSI ainsi que d'un expert désigné pour la mise en place du CERT
- Validation d'un document décrivant le CERT bancaire les termes de références et le plan d'action
- Stage de formation de l'équipe de mise en place du CERT au service du CERT national de l'ANSI.
- Choix du nom du CERT bancaire « Financial CERT »
- Démarrage des services d'alerte (alerte sur le piratage des sites web et alerte sur le ransomware) et de monitoring des sites web des membres.
- Signature d'une convention entre l'APTBEF et l'ANSI en novembre 2016

b- Certification des DAB et TPE PCI PIN SECURITY :

La certification a pour objectif de se conformer dans les délais aux exigences de VISA en termes de certification ; sachant qu'actuellement le taux global de certification PCI PIN SECURITY sur les DABs réalisé par les banques de la place est de l'ordre de 61 %, incluant :

- ✓ des banques qui ont terminé le processus de certification sur leur parc de DABs,
- ✓ des banques qui ont réalisé partiellement la certification à des niveaux différents, et
- ✓ des banques qui n'ont pas à ce jour commencé la démarche convenue de certification sur les DABs.

c- Mesures de sûreté dans les établissements de crédit :

Le comité « veille de sûreté » créé sous l'égide de l'Association et composé de l'ATB, Attijari Bank, la QNB, la BH, la BNA, la BIAT, l'Amen Bank, CITI BANK, Tunisie Leasing, Banque Zitouna, la Banque Centrale de Tunisie et le Ministère de l'Intérieur, a élaboré un projet de grandes orientations en matière de sûreté destinées aux banques et établissements financiers. Ces orientations ont pour objectif d'instaurer des lignes directrices à même de protéger les banques et les établissements financiers contre des actes d'intervention illicite mettant en péril leur sûreté. Elles constituent, en outre, la base d'une interprétation commune de la réglementation en vigueur, des recommandations émanant du ministère de l'intérieur et de l'expérience internationale en matière de sûreté des établissements financiers.

d- Moyens de paiement :

✚ Refonte du système national de télécompensation :

L'Association a été sollicitée par la SIBTEL pour étudier la refonte du Système National de Télécompensation (SNT). Cette refonte touchera l'architecture actuelle du SNT afin d'intégrer, notamment, la scénarisation au niveau des clients importants et les technologies de pointe permettant de renforcer la sécurité et de postuler à la certification requise.

L'APTBEF a créé à cet effet un comité interbancaire pour examiner l'aspect technique et organisationnel du projet de refonte. Ce comité a été réparti en quatre groupes de travail :

- Groupe1- Chantier technique 1 : progiciels SIBTEL
- Groupe2-Chantier technique2 : Interfaçage avec les banques
- Groupe3- Chantier technique3 : progiciel agence (capture et consultation)
- Groupe4- Chantier fonctionnel : valeurs compensables

Le rapport de synthèse du comité a été approuvé par le Conseil d'Administration de la SIBTEL. Une présentation de l'offre de la nouvelle version de la solution de télécompensation a été faite en décembre 2016. Un rapport d'évaluation technique de la solution sera élaboré par le comité interbancaire et sera intégré au niveau du rapport de synthèse. *L'Association, membre permanent du comité d'arbitrage de télé compensation.*

En tant que membre permanent du comité d'arbitrage de télé compensation et conformément aux conventions interbancaires de télé compensation des valeurs (chèques, lettres de change et prélèvements), l'Association a pris part aux réunions du comité et ce pour parvenir à un règlement à l'amiable entre les institutions concernées par le litige et pour statuer sur les problèmes liés à l'application des procédures des conventions interbancaires de la télé compensation.

Trois litiges sur quatre ont été réglés à l'amiable et les institutions concernées ont exécuté intégralement les termes des décisions du comité d'arbitrage ; tandis que pour le 4^{ème} cas de litige où il n'y a pas eu de compromis, les institutions concernées conservent le droit de porter l'affaire devant la justice conformément aux conventions interbancaires de Télé compensation des valeurs.

e- Dématérialisation de l'obligation cautionnée :

Il s'agit de la dématérialisation de l'obligation cautionnée sur le réseau Tunisie Trade Net en intégrant la signature électronique et les cas d'annulation, au scénario de l'Obligation Cautionnée. C'est un projet qui a démarré en 2015 et se poursuit en 2016. Un développement est fait au niveau du système SINDA pour assurer le recoupement entre la signature électronique et le support physique de l'O.C.

La TTN et la Douane ont proposé la mise en place d'une solution relative à la gestion des habilitations des signataires. Cette solution est un flux d'échanges via la plateforme TTN entre la douane et les banques. Elle remplace le formulaire à adresser par les banques à la Douane. Un courrier a été adressé aux banques afin de fournir à la Douane la liste des administrateurs uniques du module, qui se chargeront d'apporter toute modification (ajout ou suppression) sur la liste des responsables habilités à signer électroniquement les O.C. via la plateforme TTN.

Par ailleurs, les travaux entrepris au niveau des cinq banques à interfaçage ont abouti à l'intégration de la signature électronique, au processus d'annulation ainsi qu'au démarrage des tests avec Tunisie Trade Net (TTN).

- AMEN BANK : Intégration de la signature électronique : test concluant.
- Attijari Bank et BH : Tests concluants sans signature électronique.
- BIAT : Tests des échanges en cours.
- STB : Déclenchement du processus d'acquisition de trois certificats auprès de l'ANCE. Les tests ont débuté le 10 Octobre 2016 avec la BFI, en même temps que les tests avec TTN.
- BNA : Demande d'acquisition d'une licence auprès de TTN

f- Automatisation du paiement des droits de douane et des taxes :

Ce projet d'automatisation du paiement des droits de douane et des taxes par virement électronique certifié via le réseau Trade Net a été initié en 2015.

Etat d'avancement :

- ✓ Présentation aux banques du synoptique d'échange du virement électronique certifié
- ✓ Un comité technique a été constitué à l'effet d'étudier les préalables de la solution de paiement des droits de douane et des taxes par virement électronique via le réseau TTN.
- ✓ Ces travaux ont abouti à l'élaboration d'un cahier des charges et à un projet de convention qui sont en cours de validation par le comité chargé du projet.

g- Mise à jour de la convention relative aux opérations monétiques, datant depuis 1996 :

h-

Les membres du comité constitué à cet effet ont réparti les travaux de mise à jour de la convention monétique comme suit :

- ✓ Lexique
- ✓ Système d'autorisation interbancaire
- ✓ Obligations et responsabilités des parties (acquéreur et émetteur) / Acceptation et émission des moyens de paiement électronique
- ✓ Gestion des litiges/ Arbitrage/ Compensations interbancaires

- ✓ Aspects sécuritaires du système transactionnel, mise en opposition et capture des cartes.

i- Accord de réduction des frais fixes d'acquisition :

Un comité a été créé pour mettre à jour cet accord. L'objectif étant de réaliser un taux de croissance du volume des transactions faites par les cartes tunisiennes à l'étranger de 10% annuellement sur une durée de cinq ans. Ce renouvellement de l'accord est prévu pour le 1^{er} janvier 2018.

II- Appui du rôle de la conformité et de l'éthique professionnelle :

L'Association accompagne les responsables de la conformité des banques dans leurs efforts d'amélioration du dispositif de LAB/FT mis en place dans leurs établissements respectifs pour se conformer aux nouvelles exigences en la matière en se dotant des outils et des moyens humains appropriés.

1- Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :

C'est dans le cadre du suivi des nouvelles exigences en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme édictées par la législation et la réglementation en vigueur qu'un plan d'action a été mis en place pour améliorer le dispositif de conformité LAB/FT des banques via le lancement des workshops ci-après listés:

- ✓ Gouvernance et indépendance
- ✓ Cartographie des risques de non-conformité
- ✓ Formation
- ✓ Préalables et logistique
- ✓ FATCA.

a- Gouvernance et indépendance :

L'objectif est de Clarifier le positionnement et le rôle de la fonction conformité au sein des banques pour qu'elle puisse jouer pleinement le rôle qui lui incombe. Ainsi le comité dédié avait pour missions de :

- ✓ Préparer un projet de document sur le rôle et le positionnement de la fonction de conformité.
- ✓ Etablir une fiche de poste du responsable de la conformité.
- ✓ Etablir la relation entre la fonction Conformité et la fonction lutte contre le blanchiment d'argent.

- ✓ Situer la lutte contre le blanchiment dans le dispositif de gouvernance de la Banque.
- ✓ Proposer un modèle de charte de la conformité pour la profession et penser à une politique de lutte contre le blanchiment d'argent.

Le comité avait préparé les projets suivants :

- ✓ Le rôle et le positionnement de la fonction de conformité.
- ✓ La fiche de poste du responsable du contrôle de la conformité.
- ✓ La fiche de poste du responsable de la conformité réglementaire et de l'éthique professionnelle.
- ✓ La fiche de poste du responsable de la lutte anti-blanchiment / financement du terrorisme.

Ces projets seront soumis aux directions générales des banques et des établissements financiers et seront validés lors d'une réunion plénière prévue au début de l'année 2017.

b- Cartographie des risques de non-conformité :

Un projet de cartographie des risques de non-conformité relatif au thème lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme est en cours d'élaboration.

c- Préalables et logistique :

Il s'agit de rappeler les bonnes pratiques et de faire le point sur les préalables et la logistique desquels les banques devraient s'acquitter en matière LAB/FT.

Le comité avait ainsi élaboré un document de référence résumant les lignes directrices en matière de diligences à l'entrée en relation. Une réunion plénière pour validation a été organisée en décembre 2016. Les démarches nécessaires seront suivies pour s'assurer de l'application de ce document par le secteur.

d- Formation :

Il s'agit de mettre en place une solution mutualisée de cours e-Learning en matière de LAB/FT, de lancer un programme de certification pour les responsables conformité - LAB/FT et d'organiser des séminaires de formation dans le domaine de la conformité - LAB/FT. Ces projets sont en cours d'élaboration en partenariat avec l'ABF et la SIBTEL.

e- FATCA :

Le but était de faciliter la mise en place de la loi américaine FATCA par les banques. A cet effet un projet de document de synthèse faisant état des obligations et des procédures incombant à la banque est en cours de préparation par le comité dédié.

2- Élaboration des codes de déontologie :

Ce projet datant de 2008 a été relancé suite à la promulgation de la nouvelle loi bancaire qui est venue consolider le rôle de l'Association en lui attribuant de nouvelles missions notamment l'élaboration d'un code de bonnes conduites de la profession.

Deux comités ont été créés sous l'égide de l'Association :

- ✓ Comité chargé de la révision du code de déontologie Inter-Etablissements
- ✓ Comité chargé de la révision du code de déontologie Établissement-Collaborateurs

a- Révision du code de déontologie Inter-Établissements :

Le code de déontologie « Inter-Établissements » définit les principes et les règles qui régissent l'exercice de la profession et les relations entre les banques et les établissements financiers dans le but de garantir une transparence dans leur relation avec la clientèle et de favoriser l'adhésion et la motivation des collaborateurs par leur implication.

21 réunions ont été tenues par le comité chargé de la révision de ce code.

Le projet de révision sera exposé pour validation par la profession lors d'une réunion plénière prévue pour début 2017.

b- Révision du Code de déontologie Établissement-Collaborateurs :

Le code de déontologie « Établissement-Collaborateurs » consacre les règles de bonnes conduites en matière d'éthique dans le but de préserver la réputation des banques et des établissements financiers en terme d'intégrité, d'honnêteté et de professionnalisme.

Le code énonce les normes, les règles et les principes devant conforter les collaborateurs des banques et des établissements financiers dans les situations à dimension éthique ou déontologique. 32 réunions ont été tenues par le comité chargé de la révision de ce code.

Le projet de révision a été présenté lors d'une réunion plénière tenue au mois de décembre 2016 en vue de sa validation par l'ensemble des banques et des établissements financiers.

Dans une prochaine étape, les deux codes seront soumis au Conseil de l'Association en vue de leur adoption par la profession et un comité permanent de déontologie sera créé sous l'égide de l'Association afin d'assurer la mise en œuvre et le suivi des codes.

III-Réforme de la Stratégie de Communication :

1- Refonte du site web de l'Association :

Afin de promouvoir le secteur bancaire à l'échelle nationale et internationale et en vue d'améliorer son image et sa notoriété l'association a décidé la modernisation et la refonte totale de son site web pour être à l'ère des nouveaux canaux de communication.

La refonte comprend :

- Une révision totale de la charte graphique en choisissant un nouveau visuel attrayant mieux adapté aux ambitions et objectifs du secteur et comprenant les différentes solutions web et mobiles ainsi que de nouveaux outils de haut niveau de sécurité
- L'amélioration du référencement naturel par l'optimisation et la réorganisation des contenus
- Le développement d'un module d'échange inter-comité, une sorte de forum d'échange entre les différents collaborateurs et membres de l'Association, qui leur permet d'interagir ensemble sur les sujets qui les intéressent.
- Le développement d'un Système d'information des statistiques des données bancaires qui permet la centralisation des données reçues et traitées par l'Association sous forme de données statistiques.
- Le développement d'une application mobile du site (Android et IOS), composée d'un menu inspiré du nouveau site web et comportant les principales rubriques.

Le nouveau site web de l'Association sera totalement opérationnel au début de l'année 2017

2- Création d'une page Facebook :

Une page dédiée au suivi de l'actualité de l'Association.



3- Promotion de l'éducation financière :

En tant que membre de l'Union des banques francophones, l'Association s'est engagée depuis 2014 dans le processus de la promotion de l'éducation financière en développant des mini-guides diffusés sur son site web et destinés à apporter au public les connaissances élémentaires dont ils peuvent avoir besoin pour comprendre les mécanismes bancaires et les utiliser au mieux. Parmi ces guides :

- Le chèque,
- Le virement,
- Le prélèvement,
- Lettre de change,
- Médiation bancaire,
- Taux effectif global .

Projet de guide de bonnes pratiques destiné aux commerçants qui ont adhéré au programme d'acceptation des cartes. Il s'agit d'un ensemble de bonnes pratiques et de points de vigilance permettant aux commerçants d'acquiescer une souplesse de paiement, d'améliorer la qualité de service à la clientèle et d'augmenter les ventes dans un environnement sécurisé.

4- Réforme des statistiques :

L'Association a décidé de réformer et de moderniser le mode d'élaboration des statistiques qu'elle effectue à partir des données reçues de la part des banques et établissements financiers membres.

a- Charte d'échange de données

Un projet de charte d'échange de données inspiré des normes standards a été élaboré. Cette charte stipule que la collecte, le traitement, l'analyse, le stockage et la diffusion des données seront effectués conformément aux règles méthodologiques et aux techniques communément utilisées dans le domaine des statistiques.

b- Développement d'un système d'information

Un nouveau système d'information permettant la centralisation des données statistiques est en cours de développement au sein de l'Association. L'objectif étant d'automatiser la collecte et le traitement de ces données.

Les principales étapes du projet sont :

1- La détermination des besoins en données statistiques des membres en vue de garantir des statistiques sectorielles exhaustives et fiables :

- Une présentation sur les besoins en données bancaires a été élaborée par l'Association en concertation avec les responsables des banques concernées. Cette présentation servira comme base de travail.
- Des séances de travail ont eu lieu avec les banques afin d'étudier la liste des besoins en données statistiques déjà établie et pour déterminer leurs nouveaux besoins spécifiques.
- La nouvelle liste des besoins en données bancaires a été communiquée à tous les membres.

2- Le développement de l'interface du système d'information :

- Des formulaires ont été conçus par l'Association à partir de la liste des besoins en données bancaires.
- Une société spécialisée a été mandatée pour développer une interface web avec une gestion multi utilisateurs du système d'information et ce à partir desdits formulaires. Cette interface permettra de :
 - Saisir les données par les représentants des institutions membres.
 - Automatiser les calculs des statistiques et l'analyse des données.

- Exploiter les statistiques et les analyses par les membres à partir de leur interface dès la validation des résultats.
-
- Le système sera développé en « Mobile First Interface Design» pour être facilement accessible sur tablette et mobile.
-
- Une réunion de démonstration de l'interface a été tenue en octobre 2016 avec les représentants de l'Association.

IV-Partenaires de l'Association

L'Association noue des relations solides avec des partenaires nationaux et internationaux de référence dans les domaines d'activité bancaire et financière. Elle coopère avec eux sur des questions d'actualité touchant la profession bancaire. (Encadré à droite).

1- Coopération internationale

- **Signature d'une convention de partenariat avec la fondation House Of Training, Luxembourg.** Il s'agit d'un protocole d'accord qui a pour objectif d'établir et de faciliter la coopération entre les Parties en vue de fournir des programmes de formation spécialisée pour les professionnels du secteur financier tunisien.
- **Consolidation des relations avec l'Union des Banques Maghrébines (UBM) :** en tant que membre associé, l'Association prend part aux conseils d'administration de l'UBM et aux activités de la commission de coordination des associations professionnelles bancaires maghrébines. L'Association est très active dans l'organisation des événements planifiés par l'UBM.
- **Développement des activités en partenariat avec l'Union des Banques Arabes (UBA) :** L'UBA et l'APTBEF organisent régulièrement et conjointement des séminaires de formation sur divers sujets d'actualité au profit des banques tunisiennes. L'Association a désigné un expert représentant la Tunisie dans le groupe d'experts de la loi américaine FATCA constitué par l'Union Mondiale des Banquiers Arabes. Ce groupe qui compte des experts de diverses banques de la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord a pour but de créer des interconnexions entre eux pour échanger des informations et de nouvelles techniques. Il vise également à préparer les compétences humaines et les structures organisationnelles pour se conformer techniquement et juridiquement aux dispositions de la loi.
- **Consolidation des rapports avec la Banque Mondiale :** L'Association a reçu une délégation de la Banque Mondiale en vue de discuter des mécanismes de restructuration extrajudiciaire des dettes et de présenter l'expérience de la Jordanie et du Liban dans ce domaine.

- **Union des Banques Francophones** : En tant que membre de l'Union des banques francophones, l'Association s'est engagée dans le processus de l'éducation financière vis-à-vis des clients de la banque depuis 2014.
- **Renforcement des relations commerciales avec la chine** :
 - Une délégation tunisienne conduite par Monsieur le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie s'est rendue en Chine du 12 au 14 décembre 2016. Elle a rencontré les hauts responsables des principaux organismes financiers du pays pour discuter des actions les plus appropriées permettant l'approfondissement des relations monétaires, de change, bancaires et financières entre les deux pays.
- **Visa Inc** : l'Association, Visa Inc et la **Société Monétique-Tunisie** travaillent ensemble pour promouvoir et innover les paiements électroniques en Tunisie.
- **Coopération allemande pour le développement (GIZ)** : c'est un partenariat qui s'inscrit dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables, particulièrement le développement du marché solaire sous l'égide de l'**Agence Nationale de Maîtrise de l'Energie (ANME)**.

2- Coopération nationale :

- ✚ **Commission tunisienne des analyses financières (CTAF)** : en vertu de la loi organique n°2015-26 relative à la lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent, l'Association a été désignée membre de la CTAF.
- ✚ **Tunisie Trade Net (TTN)** : divers projets sont réalisés en collaboration avec TTN pour le secteur bancaire, telles que la dématérialisation de l'obligation cautionnée et l'automatisation du paiement des droits de douane et des taxes par virement électronique.
- ✚ **Agence Nationale de la Sécurité Informatique (ANSI)** : l'APTBEF et l'ANSI sont partenaires dans la concrétisation de différents projets telle que la mise en place du CERT bancaire,
- ✚ **SIBTEL** : L'Association a collaboré avec la SIBTEL dans différents sujets telles que la refonte du système national de télécompensation, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- ✚ **Académie des banques et Finances (ABF)** : l'APTBEF et l'ABF collaborent ensemble pour améliorer la qualité de la formation bancaire en s'impliquant plus dans l'organisation de sessions de formation ciblée. Ils préparent ainsi ensemble

une certification CAMS des responsables conformité /LAB des banques en collaboration avec House Of Training, Luxembourg et aussi un module de formation e-Learning en solution mutualisée en matière de LAB/FT et ce en partenariat avec le Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB).

3- Promotion des énergies renouvelables en Tunisie

L'Association encourage le financement de projets visant la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Elle est en ce sens membre depuis 2014 du groupe de travail créé sous l'égide de la Coopération allemande pour le développement (GIZ) et composé de représentants de la GIZ, de l'ANME, de l'Association, d'une banque, d'une société de Leasing et d'une société installatrice d'équipements Photovoltaïques (PV).

Ce groupe travaillant dans le cadre du projet de développement du marché solaire est chargé notamment d'organiser des événements de sensibilisation sur les vertus des énergies renouvelables, de familiariser les banques avec les techniques de production d'électricité à partir d'énergie solaire et de montrer l'intérêt pour les promoteurs de PME opérant dans des secteurs énergivores de réduire leurs factures d'électricité en envisageant d'autoproduire de l'électricité par l'installation de panneaux photovoltaïques.

Nouveau cadre réglementaire relatif aux énergies renouvelables :

- Publication des décrets d'application de la loi n°2015-12 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables en août 2016. La GIZ a assisté le groupe chargé des décrets dans l'élaboration des textes d'application.
- Lors de la conférence sur l'investissement 2020, il a été fixé comme objectif d'augmenter la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables à 1000 MW additionnels durant la période 2017-2020 et à 1250 MW additionnels durant la période 2020-2025. La production est actuellement aux alentours de 200 MW.

Création d'un groupe de travail

Un atelier de restitution des résultats de l'étude sur les modes de financement des projets d'énergie solaire en février 2016 a été organisé. Plus de 70 représentants des banques et des sociétés de Leasing, des installateurs, des bailleurs de fonds y ont participé. Les principales orientations qui en découlent sont les suivantes :

- Les démarches, produits et workflow existants au niveau des banques peuvent s'adapter aux clients intéressés par des installations PV.
- Une expérience de financement dans le domaine devrait d'abord être développée auprès de la clientèle existante, puis servir de référence pour d'autres segments de marché.
- Un support à travers des lignes de crédit / fonds de garantie est souhaitable afin de stimuler le marché
- Trois modèles sont proposés pour le financement des projets PV :
 - * Modèle 1 : Une approche commerciale spontanée de la part des banques auprès de leurs clients bancables
 - * Modèle 2 : Garantie (à travers un fonds de garantie) des clients plus risqués.

* Modèle 3 : Le leasing.

Un rapport a été élaboré par un cabinet d'experts sur le modèle de financement par le leasing des projets PV. Selon le rapport, le modèle de financement pourrait être un modèle approprié pour le financement des projets photovoltaïques d'un montant moyen ou faible, et ce pour plusieurs raisons :

- Le secteur du leasing est un secteur mur, accumulant plus d'une trentaine années d'existence et positionné davantage sur le segment des PME.
- Les sociétés de leasing en Tunisie sont assez nombreuses. Outre les 8 sociétés de leasing spécialisées, toute banque pourrait offrir du leasing. Dans ce sens, 5 banques sont en train d'offrir le financement par leasing d'une manière structurée. Ainsi, le leasing a une bonne couverture du territoire tunisien, à travers des agences dédiées ou des agences bancaires.
- Les PME connaissent bien le financement par leasing. Elles font souvent recours à ce moyen de financement pour financer leurs outils d'exploitation et de production (matériel roulant, engins de travaux public, machines industrielles, équipements médicaux, locaux professionnels, ...).
- Etant donné que la propriété juridique des équipements revient à la société de leasing et que les procédures de récupération du matériel demeurent assez simples, les sociétés de leasing exigent moins de garanties par rapport à d'autres modes de financement.
- Le leasing permet de financer la totalité de l'investissement sans exiger nécessairement un autofinancement.
- Le processus d'octroi et de mise en place des financements par le leasing est souvent plus simple et plus rapide que celui des autres modes de financement.
- Le leasing offre aux preneurs un avantage fiscal à travers l'amortissement accéléré des biens financés par le leasing et un crédit TVA dans la mesure où la TVA sur les biens financés par leasing est payée par le bailleur et récupérée par la suite sur les loyers.
- Les sociétés de leasing sont plus flexibles que les banques et plus dynamiques commercialement vis-à-vis des nouvelles opportunités de développement.

Toutefois, pour que le leasing s'impose comme un financement privilégié pour les projets PV, des barrières doivent être levées, dont principalement les suivantes :

- Le matériel des installations PV est très spécifique pour lequel il n'existe pas actuellement un marché secondaire, d'où la nécessité de mettre en place un fonds de garantie pour ce genre de projets d'un montant suffisant afin de bien répondre aux besoins du marché et avoir un mode opératoire efficient et satisfaisant pour les sociétés de leasing partenaires.
- Dans un contexte de marché monétaire non liquide et en vue de permettre aux sociétés de leasing d'offrir des financements sur de longues durées, il serait opportun de mettre à leur disposition des lignes de refinancement dans des conditions financières et de maturité assez favorables.

Organisation de sessions de formation pour le leasing :

Deux sessions de formation ont été organisées à Tunis et à Sfax avec la participation des intervenants de la GIZ, de l'ANME et d'installateurs et de PME ayant bénéficié d'installations PV.. Une quinzaine de participants représentant les sociétés de leasing et les banques offrant du leasing ont pris part à la formation.

Elaboration d'une note sur les incitations fiscales :

Une note de synthèse a été préparée par un conseiller juridique mettant en avant des solutions pour promouvoir les énergies renouvelables via la création d'incitations fiscales pour ledit secteur et ce, en se basant sur la loi et les réglementations tunisiennes en vigueur.

La loi de Finances 2017 n'a pas privilégié cette approche même pour d'autres secteurs économiques. Le groupe a recommandé de mesurer l'effet des incitations fiscales par rapport au budget de l'Etat en matière d'énergies renouvelables et de sensibiliser les directions des ministères concernés à son importance.

► Organisation d'ateliers de sensibilisation :

Deux ateliers de sensibilisation ont été organisés en 2016 :

- «La Solution Photovoltaïque : Gain en Compétitivité pour les PME » à Monastir en avril 2016.
- « Le Plan Solaire Tunisien et Les Opportunités D'Investissements Photovoltaïques » à Tozeur en novembre 2016.
Environ 300 participants : banques, installateurs, PME, ont été mobilisés.

► Organisation d'un voyage d'études à Frankfurt School of Finance & Management en Allemagne :

Un voyage d'études à Frankfurt School of Finance & Management en Allemagne a été organisé par la GIZ, ayant pour thème le financement des projets d'énergies renouvelables.

Un voyage d'études à Frankfurt School of Finance & Management en Allemagne, ayant pour thème le financement des projets d'énergies renouvelables, a été organisé par la GIZ. L'objectif était de familiariser les apprenants avec les techniques théoriques et pratiques en la matière pour mieux concevoir, mettre en œuvre et financer des projets de technologie de l'énergie propre.



Les participants étaient des représentants des partenaires du projet DMS, notamment, l'ANME et l'APTBEF, de la chambre des installateurs PV et de 5 banques commerciales tunisiennes.

Une rencontre avec des banques allemandes et une visite sur site ont été aussi organisées.

► Amélioration de l'outil de calcul de la rentabilité :

L'outil de calcul d'étude de rentabilité des projets d'autoconsommation MT est en cours d'actualisation, afin d'intégrer les dispositifs du nouveau cadre réglementaire particulièrement le contrat type « autoproduction MT/HT ».

4- Relations avec les pouvoirs publics :

En tant que représentante de ses membres auprès des pouvoirs publics, l'Association a pris part à différentes réunions et actions à savoir :

- ✚ Les Comités du COPIL tenus au Ministère de l'Industrie et du commerce.
- ✚ Le Conseil National de la Statistique.
- ✚ Le dialogue national sur l'emploi : «Vers une stratégie commune pour réduire le chômage».
- ✚ Le Conseil d'Administration de la Sotugar
- ✚ La commission sectorielle « le secteur bancaire et financier et la réglementation des changes » dans le cadre des travaux de préparation du plan quinquennal de développement « 2016-2020 ».
- ✚ Le comité de pilotage du Fonds d'Appui à la Compétitivité et au Développement des Exportations « TASDIR+ ».
- ✚ Le programme du logement social - « premier logement » qui permet aux ménages aux revenus moyens d'acheter un nouveau logement social auprès des promoteurs immobiliers. Des mesures et outils réglementaires et financiers sont mis en place, sous l'égide du ministère de l'équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire, pour l'application de ce programme dont :
 - La mise en place par l'état à la disposition des ménages d'une ligne de financement consacrée à l'autofinancement du logement.
 - La soumission à la Présidence du Gouvernement d'un projet de décret gouvernemental fixant les procédures et les conditions d'adhésion à ce programme.
 - L'élaboration d'un projet de convention de gestion du compte relatif au financement du programme « premier logement », entre d'une part, l'Etat tunisien représenté par les Ministres des Finances et de l'Equipeement, l'habitat et l'aménagement du territoire, et la banque représentée par son premier responsable. Cette convention sera signée dès la publication du décret.

Chapitre 4 : Evénements de 2016

I- Évènements organisés par l'Association :

- ✚ **21 janvier 2016.** Organisation d'une journée d'information avec la société iDETECT sur les techniques de l'anti-blanchiment, de la lutte contre le financement du terrorisme et de FATCA et ce au profit des responsables de conformité et informaticiens des banques et des établissements financiers.
- ✚ **3 mars 2016.** Présentation des procédures d'arbitrage et de médiation par le Centre de Conciliation et d'arbitrage de Tunis (CCAT), animée par Messieurs Chaouki TABIB du CCAT et AbderraoufGhorbel de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie (OECT).
- ✚ **5 & 6 mars 2016.** En marge de Droidcon Tunisie, l'Association en partenariat avec le Ministère des Technologies de Communication et de l'Economie Numérique, le Ministère des Finances, la BCT, la SMT et la SIBTEL, a organisé un challenge pour des développeurs mobiles hors secteur bancaire. Il s'agit de développer une application permettant d'avoir en temps réel une visibilité sur la disponibilité des GABs et la géo localisation par les clients des GABs les plus proches. Un prix (2000 DT) est réservé aux développeurs de la meilleure application retenue par un jury.

L'Association décerne le Prix de l'Innovation :

En marge de Droidcon Tunisia, l'Association a organisé un challenge des développeurs mobiles hors secteur bancaire. Il s'agit de développer une application permettant d'avoir en temps réel une visibilité sur la disponibilité des GABs pour l'ensemble et par banque et la géolocalisation par les clients des GABs les plus proches. Un prix (2000 DT) est réservé aux développeurs de la meilleure application retenue par un jury.

Le prix a été décerné à **SMART GAB Tunisie**, une application développée par deux ingénieurs.



- ✚ **5 & 6 avril 2016.** Colloque sur la mise en œuvre des normes internationales contre les crimes financiers, organisé en collaboration avec l'Union des Banques Arabes (UBA) sous le patronage du Gouverneur de la BCT et présidé par le Président de l'APTBEF et le Secrétaire Général de l'UBA.
- ✚ **13 avril 2016.** «La Solution Photovoltaïque : Gain en Compétitivité pour les PME » à Monastir, en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME), l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) et les chambres régionales et de l'industrie régionales.
- ✚ **10 mai 2016.** Organisation d'une table Ronde avec l'Association des banques italiennes sous le haut patronage de son excellence M. l'Ambassadeur d'Italie à Tunis et présidée par M le Vice-président de l'APTBEF : il s'agit d'une rencontre entre les représentants des banques tunisiennes et italiennes au cours de laquelle les échanges ont porté sur l'évolution et les développements réalisés par les secteurs bancaires tunisien et italien. Le but étant de nouer éventuellement des relations d'affaires et de consolider les rapports de collaboration entre les banques tunisiennes et les banques italiennes.





- ✚ **19 mai 2016.** Atelier de travail sur la formation et l'emploi dans le domaine de la sûreté et la sécurité des établissements sous l'égide du Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi et du Ministère de l'intérieur.
- ✚ **20 mai 2016.** Séminaire «Gestion Actif-Passif » ALM en collaboration avec le Cabinet Fisglobal, animé par M. Michael Hofer Vice-président de fisglobal et M. JaloulAyed.
- ✚ **24 Mai 2016.** Organisation d'une journée de « simulation d'incidents cybernétiques » destinée aux premiers responsables des banques et des établissements financiers.
- ✚ **3 juin 2016.** Atelier d'Experts « Quel nouveau sequencing dans l'assouplissement de la réglementation des changes en Tunisie » en collaboration avec la BCT, l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise, le Conseil du Marché Financier, l'UTICA et le Ministère des Finances.
- ✚ **23 juin 2016.** Séminaire « Le Règlement extra-judiciaire » organisé en collaboration avec la Société Financière Internationale (IFC) et la BCT.
- ✚ **18 août 2016.** Rencontre avec une délégation soudanaise composée du Président de l'Association des Banques Soudanaises, de premiers responsables de banques soudanaises et de l'Adjoint du Gouverneur de la Banque Centrale du Soudan.



- ✚ **28 & 29 septembre 2016.** Séminaire sur la finance islamique avec l'UBA organisé en collaboration avec le conseil général des banques et des institutions financières islamiques (CIBAFI).
- ✚ **6 au 8 octobre 2016.** Organisation du Salon « Expo finances 2016 » en partenariat

avec SOGEFOIRES.

- ✚ **6, 7 & 8 octobre 2016.** Salon « Expo finances 2016 », l'Association y a pris part en tant que participant et partenaire.
- ✚ **10 octobre 2016.** Séminaire sur la « Prévention des risques liés à la Fraude monétique et excellence Opérationnelle » en collaboration avec Visa Inc.
- ✚ **18 octobre 2016.** Journée d'information sur l'adoption de la signature électronique organisée par TTN, l'UTICA, la DOUANE, l'Agence électronique de certification électronique (ANCE), la Trésorerie Générale de Tunisie (TGT).
- ✚ **10 novembre 2016.** « Le Plan Solaire Tunisien et Les Opportunités d'Investissements Photovoltaïques » à Tozeur, en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME), l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) et les chambres de commerce et de l'industrie régionales.
- ✚ **16 novembre 2016.** « L'implémentation d'une fenêtre islamique dans une banque universelle » sous le patronage de M. le Gouverneur de la BCT et présidé par M. le Président de l'Association et le Directeur Général de Raqaba for Islamic Financial Consultations, une société de consulting pour les banques et les institutions financières.
- ✚ **17 novembre 2016.** Événement «Kaspersky», avec la société Software Management Solutions (SMS), au profit des responsables des systèmes d'information RSSI, du risk management, de l'audit et de la monétique.

II- Autres Événements :

L'Association a pris part à divers événements :

- ✚ **21 janvier 2016.** Réunion de travail relative à la protection des données personnelles organisée par l'Instance nationale de protection des données personnelles avec les représentants des banques.
- ✚ **22 janvier 2016.** Atelier « Promotion des chaînes de valeurs au service du développement économique en Tunisie », organisé par la GIZ en collaboration avec le Ministère de l'Industrie et du Commerce.
- ✚ **27 janvier 2016.** 1^{er} forum de l'Association des Bourses Francophones intitulé « Bourse et PME : entre exigences et réalité ».
- ✚ **3 février 2016.** 4^{ème} conférence du cycle savoir-faire entrepreneurial « la chaîne de valeur où comment connecter votre entreprise au monde, organisée par Souk Attanmia en collaboration avec MediterraneanSchool of Business.

- ✚ **10 au 12 février 2016.** Salon « Assur-Bank Expo » à l'UTICA.
- ✚ **11 février 2016.** Séminaire sur le thème «Partenariat public privé : les apports et les limites», organisé par la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie (CTFCI), en collaboration avec le cabinet français Finances et Conseil Méditerranéen.
- ✚ **23 février 2016.** Forum Reamed Sud «une excellente opportunité de développement Collaboratif pour les acteurs de la recherche, de l'entreprenariat et de la formation professionnelle dans les territoires du bassin méditerranéen », organisé par la CONECT en partenariat avec l'Ader Méditerranée, l'Ecole Centrale Marseille et la participation de la Région PACA.
- ✚ **15 au 17 mars 2016.** Dialogue national sur l'emploi « Vers une stratégie commune pour réduire le chômage ».
- ✚ **16 mars 2016.** 5^{ème} conférence du cycle savoir-faire entrepreneurial « Quels outils de communication à la portée des Startups pour mieux percer ? », organisée par Souk At-tanmia en collaboration avec MediterraneanSchoolof Business.
- ✚ **6 avril 2016.** Action de sensibilisation destinée aux banques sur le fonds de garantie jeunes créateurs géré par la Sotugar.
- ✚ **28 avril 2016.** Atelier relatif à la commercialisation d'un nouveau produit islamique « al Mourabha » par la Banque Tunisienne de Solidarité.
- ✚ **16 & 17 mai 2016.** Atelier de réflexion « Vers une nouvelle stratégie d'inclusion financière » organisé par le Ministère des Finances. L'Association a fait une intervention sur le financement des microentreprises en Tunisie.
- ✚ **23 au 27 Mai 2016.** Participation au « Cyber drill des pays arabes », organisé par l'ANSI en collaboration avec l'ITU et l'ARCC.
- ✚ **29 & 30 septembre 2016.** Séminaire « Les apports de la nouvelle loi bancaire », organisé par la BCT.
- ✚ **13 octobre 2016.** Participation au « Cyber drill National » organisé par l'ANSI et la CNTE.
- ✚ **17 octobre 2016.** Forum scientifique « L'Innovation dans le secteur agricole face aux changements climatiques », organisé par l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA).

- ✚ **27 & 28 octobre 2016.** Premier forum sur le Crowdfunding en méditerranée autour du thème « Le Crowdfunding, une innovation financière pour le développement du bassin méditerranéen », organisé par la CONECT, Finance Participative en Méditerranée et ANIMA Investment Network.
- ✚ **15 et 16 novembre 2016.** Participation à la « 7ème édition des journées de la cyber sécurité » organisée par l'ANSI.
- ✚ **29 & 30 novembre 2016.** Conférence internationale Tunisia 2020, un événement d'une grande envergure qui a réuni les décideurs internationaux politiques, les investisseurs et partenaires de la Tunisie, à Tunis.
- ✚ Présence massive des représentants du secteur bancaire et financier à Tunisia 2020 (encadré).

Annexes

Les tableaux statistiques

I- Les états financiers des Banques :

État des comptes des bilans des banques en 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT*	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	BANK ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	WIFAK INT. BANK	TOTAL	
ACTIF																									
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	90 520	2 794	246 320	361 923	205 018	107 721	511 397	279 765	111 846	210 328	167 835	46 565	37 616	16 531	10 809	22 006	145 527	9 508	1 847	13 718	56	41 470	104	2 641 224	
Créances sur les établissements bancaires et financiers	272 416	7 330	236 389	715 656	108 545	169 829	870 102	301 566	33 330	49 590	183 773	306 013	62 124	13 574	131 097	107 998	293 999	325 950	130 830	258 472	46 237	411 135	36 099	5 072 054	
Créances sur la clientèle	3 654 368	43 436	7 371 767	4 477 374	3 652 155	5 893 685	7 678 464	5 557 026	2 562 093	4 130 691	6 272 654	68 295	1 356 943	498 557	821 302	705 412	1 706 725	349 792	939 360	159 820	180 815	667 419	211 591	58 959 744	
Portefeuille-titres commercial	835 510	0	40 768	373 150	306 724	599 200	1 336 486	1 066 542	30 693	29 740	1 225 538	35 453	97 572	79 472	10 776	96 484	10	4 139	0	61 784	0	359 066	91	6 589 198	
Portefeuille d'investissement	461 904	794	1 280 497	553 131	373 016	1 193 230	386 722	354 612	413 018	155 260	216 300	25	44 289	53 331	139 201	18 444	10 941	49 680	2 183	52	1 465	42 198	12 017	5 762 310	
Valeurs immobilisées	64 514	3 002	87 448	139 219	47 363	120 854	215 172	99 183	45 074	41 128	70 321	86	33 291	12 520	27 930	17 200	71 309	37 916	7 853	4 326	343	54 195	20 857	1 221 104	
Autres actifs	40 640	20 454	176 756	248 350	25 219	158 398	336 632	620 538	60 968	44 123	103 681	9 161	18 101	65 600	9 481	13 186	53 800	7 609	26 427	10 837	21 361	11 507	8 047	2 090 876	
TOTAL ACTIF	5 419 872	77 810	9 439 945	6 868 803	4 718 040	8 242 917	11 334 975	8 279 232	3 257 022	4 660 860	8 240 102	465 598	1 649 936	739 585	1 150 596	980 730	2 282 311	784 594	1 108 500	509 009	250 277	1 586 990	288 806	82 336 510	
PASSIF																									
Banque Centrale, CCP	470 000	87 931	618 913	527 324	415 247	818 196	779	827 873	23 011	0	0	0	15 000	95 057	115 068	0	0	0	1 877	45 027	0	27	0	4 061 330	
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	95 197	147 500	313 392	57 560	66 573	468 866	838 619	83 052	205 511	147 312	1 369 525	40 988	137 170	36 315	421 652	117 004	56 548	369 485	77	43 645	534	235 719	14	5 252 258	
Dépôts et avoirs de la clientèle	4 082 787	158 397	7 025 567	5 460 301	3 153 153	5 116 938	9 078 305	5 443 231	2 248 871	3 661 340	5 194 082	381 056	862 092	397 397	505 176	592 445	1 947 604	274 903	72 544	326 869	10 897	1 031 657	3 319	57 028 931	
Emprunts et ressources spéciales	149 186	713	428 479	148 912	228 314	914 432	183 145	354 291	287 945	329 449	934 493	0	493 805	179	2 253	126 947	6 885	10 111	950 439	0	207 110	143 140	99 574	5 999 802	
Autres passifs	67 670	14 162	276 740	187 010	125 121	190 154	340 377	834 180	191 918	151 175	190 848	13 389	57 867	72 411	28 833	15 183	92 029	19 938	33 720	18 377	5 189	14 986	14 125	2 955 402	
TOTAL PASSIF	4 864 840	408 703	8 663 091	6 381 107	3 988 408	7 508 586	10 441 225	7 542 627	2 957 256	4 289 276	7 688 948	435 433	1 565 934	601 359	1 072 982	851 579	2 103 066	674 437	1 058 657	433 918	223 730	1 425 529	117 032	75 297 723	
CAPITAUX PROPRES																									
Capital	100 000	5 000	160 000	198 741	180 000	127 313	170 000	776 875	100 008	172 800	170 000	25 000	100 000	100 000	160 000	90 000	99 000	100 000	40 000	68 000	100 000	120 000	150 000	3 312 737	
Dotation de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	117 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 000
Réserves	408 838	900	345 172	139 665	447 943	516 585	462 184	465 131	167 966	122 982	288 632	0	61 769	83 290	647	47 346	28 500	9 579	4 768	592	96	38 243	15 775	3 656 603	
Actions propres	0	0	-1 372	0	0	0	0	-5 509	0	0	0	0	0	0	0	-840	0	0	0	0	0	0	0	-7 721	
Autres capitaux propres	0	2 723	133 000	3 646	0	423	3	37 324	63	0	414	0	3 604	0	0	0	45 000	0	0	0	15 199	0	649	242 048	
Résultats reportés	7	-302 606	54	38 567	332	4	71 421	-694 734	0	4	21	0	1 172	-50 403	-49 666	-8 293	-5 885	16	1 963	3 401	-71 055	1	417	-1 065 262	
Résultat de l'exercice	46 187	-36 910	140 000	107 077	101 357	90 006	190 142	40 518	31 729	75 798	92 087	5 165	-82 543	5 339	-33 367	938	12 630	562	3 112	3 098	-17 693	3 217	4 933	783 382	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	555 032	-330 893	776 854	487 696	729 632	734 331	893 750	736 605	299 766	371 584	551 154	30 165	84 002	138 226	77 614	129 151	179 245	110 157	49 843	75 091	26 547	161 461	171 774	7 038 787	
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	5 419 872	77 810	9 439 945	6 868 803	4 718 040	8 242 917	11 334 975	8 279 232	3 257 022	4 660 860	8 240 102	465 598	1 649 936	739 585	1 150 596	980 730	2 282 311	784 594	1 108 500	509 009	250 277	1 586 990	288 806	82 336 510	

* Les chiffres de l'année 2015.

État des engagements hors bilans des banques en 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT*	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	BANK ABC	BFFME	AL BARAKA BANK	WIFAK INT. BANK	TOTAL
PASSIFS EVENTUELS																								
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	499 920	28 106	1 038 934	293 071	773 216	516 942	1 526 915	1 141 151	708 650	592 913	640 115	20 967	153 693	60 155	46 356	68 788	29 868	68 596	828	468	0	73 028	0	8 282 680
Crédits documentaires	275 191	2 859	679 453	201 057	205 693	339 146	735 209	335 555	248 077	211 460	453 941	10 056	54 340	13 845	37 909	31 877	67 688	93 946	0	8 853	0	25 827	0	4 031 982
Actifs donnés en garantie	470 000	0	549 000	527 000	415 000	777 000	0	0	0	0	749 000	0	0	95 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 582 000
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	1 245 111	30 965	2 267 387	1 021 128	1 393 909	1 633 088	2 262 124	1 476 706	956 727	804 373	1 843 056	31 023	208 033	169 000	84 265	100 665	97 556	162 542	828	9 321	0	98 855	0	15 896 662
ENGAGEMENTS DONNES																								
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	150 511	0	430 656	169 256	168 661	239 342	69 721	128 194	171 286	141 886	1 099 075	71 726	31 147	398	25 602	53 218	161 445	2 320	29 717	34 331	23 439	39 365	14 261	3 255 557
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements sur titres	500	0	4 041	38	11	6 588	2 047	4 933	27	0	3 795	0	296	313	0	15 600	0	0	0	0	2 049	0	0	40 238
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	151 011	0	434 697	169 294	168 672	245 930	71 768	133 127	171 313	141 886	1 102 870	71 726	31 443	711	25 602	68 818	161 445	2 320	29 717	34 331	25 488	39 365	14 261	3 295 795
ENGAGEMENTS RECUS																								
Engagements de financement reçus	0	0	0	0	4 087	11 499	0	0	0	0	272 601	0	0	0	181 274	0	0	0	42 874	0	85 425	0	0	597 760
Garanties reçues	373 203	1 287	3 180 361	2 000 599	2 041 229	3 467 728	2 578 079	1 418 553	1 898 592	756 437	115 100	287 382	5 471	253 927	14 352	531 114	660 910	136 574	725 043	137 925	159 092	696 507	22 527	21 461 992
Intérêts à échoir sur contrats actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	373 203	1 287	3 180 361	2 000 599	2 045 316	3 479 227	2 578 079	1 418 553	1 898 592	756 437	387 701	287 382	5 471	253 927	195 626	531 114	660 910	136 574	767 917	137 925	244 517	696 507	22 527	22 059 752

* Les chiffres de l'année 2015.

État des comptes des résultats des Banques en 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT*	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	BANK ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	WIFAK INT. BANK	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE																								
Intérêts et revenus assimilés	240 011	8 292	516 822	305 835	258 978	433 030	513 581	374 209	164 902	265 099	399 312	15 048	96 857	35 276	55 984	50 184	118 878	26 833	25 852	15 538	9 106	51 322	23 966	4 004 915
Commissions en produits	54 618	1 280	69 722	96 472	50 966	81 886	152 171	71 548	47 894	84 656	72 710	1 545	22 136	11 267	6 096	13 283	22 876	9 025	6 012	4 721	407	7 181	905	889 377
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	68 096	210	19 400	55 959	30 543	49 800	132 131	65 634	19 502	16 012	88 821	5 226	8 692	8 635	3 292	1 351	6 104	1 360	16	4 060	0	8 952	0	593 796
Revenus du portefeuille d'investissement	19 464	96	68 875	31 030	27 273	57 007	16 002	16 286	22 604	9 070	2 413	0	4 226	4 774	8 960	5 848	0	704	0	0	0	2 142	207	296 981
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	382 189	9 878	674 819	489 296	367 760	621 723	813 885	527 677	254 902	374 837	563 256	21 819	131 911	59 952	74 332	70 666	147 858	37 922	31 880	24 319	9 513	69 597	25 078	5 785 069
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE																								
Intérêts encourus et charges assimilées	160 116	21 746	292 697	168 112	131 237	319 880	218 627	214 177	79 506	123 472	250 024	4 129	73 005	23 407	27 164	30 554	44 109	15 063	2 419	6 224	3 896	26 280	8 198	2 244 042
Commissions encourues	9 723	5	3 308	4 306	995	7 980	1 622	3 919	6 041	3 615	5 708	0	1 380	98	461	360	2 007	226	0	712	1 091	1 171	235	54 963
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76	11 996	0	0	34	0	0	0	0	6	12 112
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	169 839	21 751	296 005	172 418	132 232	327 860	220 249	218 096	85 547	127 087	255 732	4 129	74 385	23 581	39 621	30 914	46 116	15 323	2 419	6 936	4 987	27 451	8 439	2 311 117
PRODUIT NET BANCAIRE	212 350	-11 873	378 814	316 878	235 528	293 863	593 636	309 581	169 355	247 750	307 524	17 690	57 526	36 371	34 711	39 752	101 742	22 599	29 461	17 383	4 526	42 146	16 639	3 473 952
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	-33 078	-12 746	-109 519	-19	-21 950	-85 707	-27 262	-105 232	-6 542	-13 328	-56 269	375	-84 308	-1 541	-27 383	-8 946	-4 130	-1 863	-2 333	1 324	-14 214	-1 774	-4 071	-620 516
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-6 672	0	86 587	327	-8 133	-1 243	-6 662	-12 186	1 745	-316	-5 120	0	1 390	7 917	446	-1 485	0	-48	-4	0	-135	-107	-305	55 996
Autres produits d'exploitation	108	9	581	6 197	927	1 465	7 998	6 058	3 146	113	12 524	30	415	134	199	19	99	0	172	300	52	28	0	40 574
Frais de personnel	74 207	10 190	162 351	107 414	54 382	81 852	196 914	114 219	78 786	87 688	100 251	4 166	28 557	17 226	25 078	18 692	51 170	12 975	13 947	8 556	6 369	23 854	3 914	1 282 758
Charges générales d'exploitation	35 555	1 964	34 350	36 132	16 310	19 870	70 388	33 605	30 483	24 050	27 299	3 318	13 807	6 174	11 938	6 911	19 038	4 793	4 885	4 962	1 415	8 726	1 686	417 659
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	11 769	148	5 289	15 019	6 896	6 930	29 716	7 253	8 230	8 428	13 715	298	6 677	2 034	4 118	1 972	8 092	2 243	1 305	773	135	4 502	448	145 990
RESULTAT D'EXPLOITATION	51 177	-36 912	154 473	164 818	128 784	99 726	270 692	43 144	50 205	114 053	117 394	10 313	-74 018	17 447	-33 161	1 765	19 411	677	7 159	4 716	-17 690	3 211	6 215	1 103 599
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	150	24	170	2 736	352	957	-7 000	-1 521	8	-389	195	-51	0	-11 954	-9	0	24	-4	87	204	19	840	0	-15 162
Solde en gain / perte provenant des autres éléments exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-195	0	0	0	0	-195
Impôts sur les bénéfices	1 747	22	10 858	47 952	18 946	4 296	55 012	1 100	15 222	30 000	18 957	4 198	280	149	197	681	5 141	74	3 244	1 522	22	618	778	221 016
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	49 580	-36 910	143 785	119 602	110 190	96 387	208 680	40 523	34 991	83 664	98 632	6 064	-74 298	5 344	-33 367	1 084	14 294	599	3 807	3 398	-17 693	3 433	5 437	867 226
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	-3 393	0	-3 785	-12 525	-8 833	-6 381	-18 538	-5	-3 262	-7 866	-6 545	-899	-8 245	-5	0	-146	-1 664	-37	-695	-300	0	-216	-504	-83 844
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	46 187	-36 910	140 000	107 077	101 357	90 006	190 142	40 518	31 729	75 798	92 087	5 165	-82 543	5 339	-33 367	938	12 630	562	3 112	3 098	-17 693	3 217	4 933	783 382

Effets des modifications comptables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200	200
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	46 187	-36 910	140 000	107 077	101 357	90 006	190 142	40 518	31 729	75 798	92 087	5 165	-82 543	5 339	-33 367	938	12 630	562	3 112	3 098	-17 693	3 217	5 133	783 582

* Les chiffres de l'année 2015.

État des comptes des flux de trésorerie des banques en 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT*	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	BANK ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	WIFAK INT. BANK	TOTAL	
ACTIVITES D'EXPLOITATION																									
Produits d'exploitation bancaire encassés (hors revenus du portefeuille d'investissement)	368 176	9 926	586 584	428 299	334 556	529 397	797 841	536 672	235 373	364 753	533 514	30 797	112 946	54 974	67 305	66 504	155 440	19 965	32 346	22 807	6 643	67 456	0	5 362 274	
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-168 888	-21 861	-284 904	-167 231	-130 605	-320 057	-212 413	-212 562	-84 736	-128 430	-247 489	2 861	-92 758	-30 718	-40 751	-14 804	-52 833	-15 323	-58	-6 175	-4 814	-27 452	-9 084	-2 271 085	
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à des établissements financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	3 461	0	-38 547	0	0	0	0	0	8 977	17 729	0	0	0	0	0	-8 380	
Dépôts / Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers	10 087	0	-2 100	-12 072	-10 906	404 319	-177 798	-23 136	113	0	512 500	175	0	-643	0	0	26 803	0	0	-1 772	-28 032	-5 000	692 538		
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	-339 983	5 113	-673 161	-631 853	-243 986	333 310	-1 215 619	-365 405	-184 730	-425 578	-993 606	7 196	-17 642	-19 756	-81 690	9 236	-457 648	-29 345	-83 069	-27 651	-7 102	28 110	149 350	-5 265 509	
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle	212 290	12 414	768 741	586 061	304 255	-32 709	982 654	160 044	280 434	259 302	494 901	58 952	-58 449	9 756	116 605	19 186	414 941	28 176	5 230	32 505	-209	-43 160	0	4 611 920	
Encasement / Restitutions d'avances SOUGAR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 040	0	0	3 040	
Acquisitions / Cessions des Titres de placement / Titres de transaction	191 996	0	-74	-35 437	-26 861	11 919	0	-318 948	-28 275	-29 740	-304 712	-35 000	-852	25 413	23 052	0	0	3 041	0	-40 000	0	0	-33	-564 511	
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-71 318	-9 997	-153 446	-131 027	-62 635	-205 748	-288 778	-114 498	-110 945	-81 984	-130 391	-2 393	-28 387	-21 563	-23 786	-25 976	-63 875	-996	-13 567	-8 355	-6 400	-25 132	-108 985	-1 690 182	
Sommes reçues des débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 506	0	0	0	0	0	0	1 239	0	0	0	0	0	18 745	
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-28 509	2 374	-92 000	-40 018	-43 912	28 138	-10 859	-6 795	-8 817	14 265	0	-5 078	42 495	-9 098	-48 276	-79 054	8 390	0	-17 712	1 099	20	12 837	102	-280 408	
Impôts sur les sociétés	-2 523	-27	-938	-47 952	-13 490	-4 295	-48 398	-2 032	-27 213	-15 390	-21 339	-5 100	0	-154	-166	-204	-676	74	-3 856	-26	0	-834	0	-194 539	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	171 328	-2 058	148 702	-51 230	106 416	744 274	-173 370	-346 660	74 665	-42 802	-177 663	52 410	-42 647	8 211	12 293	-25 112	39 519	24 560	-80 686	-25 796	-10 594	-16 207	26 350	413 903	
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT																									
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	19 649	96	62 137	28 362	27 275	-10 791	15 161	16 494	18 862	8 622	2 413	0	4 990	4 791	5 418	386	0	704	0	0	0	2 142	20	206 731	
Acquisitions / Cessions sur portefeuille d'investissement	-26 554	0	-339 415	-96 408	-55 049	-555 901	-72 013	-62 981	-86 262	-40 151	-24 221	0	-4 130	8 480	8 445	-1 438	-5 000	-599	0	0	0	863	-4 500	-1 356 834	
Acquisitions / Cessions sur immobilisations	-10 375	-172	-6 961	-15 867	-7 150	-10 307	-31 621	-18 387	-7 122	-15 999	-18 526	-22	-6 609	-3 644	-1 957	-4 447	-13 417	-15 047	-1 569	-2 017	-1	13 677	-15 313	-192 853	
Gains et plus-values sur titres de participations	0	0	96 146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	96 146	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-17 280	-76	-188 093	-83 913	-34 924	-576 999	-88 473	-64 874	-74 522	-47 528	-40 334	-22	-5 749	9 627	11 906	-5 499	-18 417	-14 942	-1 569	-2 017	-1	16 682	-19 793	-1 246 810	
ACTIVITES DE FINANCEMENT																									
Rachat / Emission d'actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	184	0	0	10 500	0	0	0	0	0	0	10 684
Emission / Remboursement d'emprunts	-8 347	-325	96 665	46 247	0	35 969	62 736	-87 821	0	10 398	29 634	0	-20 424	0	-49	21 945	-2 962	0	-6 324	0	0	8 499	-65 124	208 538	
Augmentation / diminution des ressources spéciales	22 834	0	29 397	-1 719	86 443	-33 418	-4 028	0	13 557	-841	-14 091	0	54 350	-79	0	1 888	0	8 153	60 144	0	28 031	0	0	162 800	
Dividendes versés et autres distributions	-23 000	0	-34	-59 622	-45 000	-26 888	-68 000	0	-22 001	-19 008	0	-6 918	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-4 200	0	-274 671	
Mouvements sur fond social et de retraite	0	0	0	0	0	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-420	0	0	0	0	0	-379	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-8 513	-325	126 028	-15 094	41 443	-24 296	-9 292	-87 821	-8 444	-9 451	15 543	-6 918	33 926	105	-49	23 833	7 538	7 733	53 820	0	28 031	4 299	-65 124	106 972	
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	0	0	0	0	0	0	83 685	0	0	0	14 378	-26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 142	0	100 179	
Variation des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	145 535	-2 459	86 637	-150 237	112 935	142 979	-187 450	-499 355	-8 301	-99 781	-188 076	45 444	-14 470	17 943	24 150	-6 778	28 640	17 351	-28 435	-27 813	17 436	4 774	-58 567	-627 898	
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	-395 302	-231 747	-534 717	526 243	91 189	-836 511	1 663 819	156 984	-74 686	212 621	-463 712	267 593	-82 072	-88 901	-517 963	5 069	157 559	2 658	159 160	128 177	28 857	-88 513	89 448	175 253	
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	-249 767	-234 206	-448 080	376 006	204 124	-693 532	1 476 369	-342 371	-82 987	112 840	-651 788	313 037	-96 542	-70 958	-493 813	-1 709	186 199	20 009	130 725	100 364	46 293	-81 597	30 881	-450 503	

* Les chiffres de l'année 2015.

II- Les états financiers des Établissements Financiers :

a- Leasing :

État des comptes des bilans des établissements de leasing en 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	HL	TOTAL
ACTIF									
Liquidités et équivalents de liquidités	312	10 389	11 491	6 718	10 432	10 688	3 344	14 431	67 805
Créances sur la clientèle	707 145	413 824	496 698	468 445	262 151	202 364	214 958	578 771	3 344 356
Acheteurs factorés	0	0	0	11 633	0	0	0	0	11 633
Portefeuille-titres commercial	289	11 000	0	300	6 000	0	0	1 286	18 875
Portefeuille d'investissement	74 102	27 797	14 180	7 991	5 397	4 200	2 930	9 360	145 957
Valeurs immobilisées	10 210	5 150	4 870	4 098	1 421	307	3 720	10 291	40 067
Autres actifs	10 248	5 414	5 270	3 670	6 830	2 325	1 281	17 056	52 094
TOTAL DES ACTIFS	802 306	473 574	532 509	502 855	292 231	219 884	226 233	631 195	3 680 787
PASSIF									
Concours bancaires et dettes rattachées	10 627	0	0	1	0	8 981	43 771	11 723	75 103
Emprunts et ressources spéciales	580 861	366 321	413 756	406 859	221 595	170 459	110 816	487 100	2 757 767
Comptes courants des Adhérents	0	0	0	1 781	0	0	0	0	1 781
Dettes envers les établissements financiers	0	0	0	0	6	0	0	0	6
Dettes envers la clientèle	15 597	3 299	3 214	7 322	1 887	2 736	4 648	5 200	43 903
Fournisseurs et comptes rattachés	53 504	31 463	34 922	40 560	23 148	5 704	10 653	67 519	267 473
Autres passifs	10 479	4 622	4 171	4 286	3 294	2 806	6 176	5 566	41 400
TOTAL DES PASSIFS	671 068	405 705	456 063	460 809	249 930	190 686	176 064	577 108	3 187 433
CAPITAUX PROPRES									
Capital social	45 000	25 000	25 000	21 250	35 000	25 000	30 000	28 700	234 950
Prime d'émission	0	0	0	0	0	0	0	8 830	8 830
Réserves	56 597	29 718	41 553	9 717	4 719	5 132	16 038	5 042	168 516
Actions propres	0	-3 001	0	0	0	0	-2 712	-399	-6 112
Autres capitaux propres	0	0	0	0	0	0	817	0	817
Résultats reportés	17 014	7 299	1 884	6 462	150	63	450	4 846	38 168
Effets des modifications comptables	0	0	0	-552	0	0	0	0	-552
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT	118 611	59 016	68 437	36 877	39 869	30 195	44 593	47 019	444 617
Résultat net de l'exercice	12 627	8 853	8 009	5 169	2 432	-997	5 576	7 068	48 737
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	131 238	67 869	76 446	42 046	42 301	29 198	50 169	54 087	493 354
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	802 306	473 574	532 509	502 855	292 231	219 884	226 233	631 195	3 680 787

État des engagements hors bilans des établissements de leasing en 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	HL	TOTAL
PASSIFS EVENTUELS									
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	11 188	0	0	0	0	0	0	0	11 188
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	11 188	0	0	0	0	0	0	0	11 188
ENGAGEMENTS DONNES									
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	23 356	15 699	14 343	12 214	28 617	812	1 990	50 147	147 178
Engagements sur titres	761	0	0	0	0	0	0	0	761
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	0	52 327	51 462	48 177	0	19 273	11 388	74 141	256 768
Engagements de factoring	0	0	0	2 639	0	0	0	0	2 639
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	24 117	68 026	65 805	63 030	28 617	20 085	13 378	124 288	407 346
ENGAGEMENTS RECUS									
Cautions reçues	0	200 395	0	0	0	0	0	482 579	682 974
Avals reçus	0	0	21 462	0	0	0	0	0	21 462
Garanties reçues	6 774	0	20 139	9 660	2 916	3 027	0	631	43 147
Intérêts et échoir sur contrats actifs	113 493	77 789	87 493	77 382	47 763	32 095	46 177	94 178	576 370
Valeurs des biens donnés en leasing	0	330 769	0	520 142	236 840	231 310	0	692 530	2 011 591
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	120 267	608 953	129 094	607 184	287 519	266 432	46 177	1 269 918	3 335 544
ENGAGEMENTS RECIPROQUES									
Engagements sur titres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts obtenues non encore encaissés	30 582	28 500	31 600	31 530	8 000	0	0	0	130 212
Crédits consentis non encore versés	0	0	19 623	0	0	0	0	0	19 623
Opérations de portage	0	0	217	0	0	0	0	0	217
Effets escomptés sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	38	38
TOTAL ENGAGEMENTS	30 582	28 500	51 440	31 530	8 000	0	0	38	150 090

État des comptes des résultats des établissements de leasing en 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	HL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION									
Intérêts et produits assimilés de leasing	63 514	43 990	50 754	43 356	23 304	20 212	20 589	51 826	317 545
Variation des produits réservés	0	0	0	0	-170	0	-185	0	-355
Intérêts de retard	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits d'exploitation	1 708	299	300	2 091	1 770	757	1 199	29	8 153
Revenus de factoring	0	0	0	1 169	0	0	0	0	1 169
TOTAL DES PRODUITS DE D'EXPLOITATION	65 222	44 289	51 054	46 616	24 904	20 969	21 603	51 855	326 512
Charges financières nettes	37 862	23 236	26 896	26 878	12 966	13 422	9 018	30 433	180 711
Commissions encourues	0	0	0	143	0	0	0	0	143
Produits des placements	8 514	1 139	482	446	112	77	19	561	11 350
PRODUIT NET DE LEASING	35 874	22 192	24 640	20 041	12 050	7 624	12 604	21 983	157 008
CHARGES D'EXPLOITATION									
Charges de personnel	9 607	4 487	5 296	4 703	3 031	2 547	2 945	5 465	38 081
Autres charges d'exploitation	5 211	2 016	2 995	2 573	3 007	1 200	1 061	3 289	21 352
Dotations aux amortissements des immobilisations propres	1 544	464	470	410	289	60	377	512	4 126
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	16 362	6 967	8 761	7 686	6 327	3 807	4 383	9 266	63 559
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS	19 512	15 225	15 879	12 355	5 723	3 817	8 221	12 717	93 449
Dotations nettes aux provisions sur risques clients et résultat des créances radiées	947	3 844	2 585	3 665	2 095	3 924	865	2 463	20 388
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres	235	37	1 218	0	86	0	0	8	1 510
Dotations nettes aux provisions pour risques divers	366	0	0	1 097	200	0	0	389	2 052
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	0	3	0	0	0	0	97	50	150
RESULTAT D'EXPLOITATION	17 964	11 415	12 076	7 593	3 342	-107	7 259	9 807	69 349
Autres gains ordinaires	464	755	349	589	132	31	218	59	2 597
Autres pertes ordinaires	399	0	23	0	3	870	24	15	1 334
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS	18 029	12 170	12 402	8 182	3 471	-946	7 453	9 851	70 612
Reprises sur provisions pour impôts différés	52	0	0	0	0	0	0	0	52
Impôts sur les bénéfices	4 334	2 414	4 393	2 358	766	46	1 284	2 024	17 619
Contribution conjoncturelle	0	903	0	655	0	0	0	759	2 317
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	13 747	8 853	8 009	5 169	2 705	-992	6 169	7 068	50 728
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	-1 120	0	0	0	-273	-5	-593	0	-1 991
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	12 627	8 853	8 009	5 169	2 432	-997	5 576	7 068	48 737

Effets des modifications comptables	0	0	0	-552	0	0	0	0	-552
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	12 627	8 853	8 009	4 617	2 432	-997	5 576	7 068	48 185

État des comptes des flux de trésorerie des établissements de leasing en 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	HL	TOTAL
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION									
Encaissements reçus des clients de leasing	425 908	268 988	294 285	288 967	141 533	141 257	118 621	334 539	2 014 098
Encaissements reçus des acheteurs factorés	0	0	0	43 704	0	0	0	0	43 704
Financements des adhérents	0	0	0	-45 063	0	0	0	0	-45 063
Décassements pour financement de contrats de leasing	-447 725	-249 303	-294 381	-269 702	-137 578	-95 752	-116 746	-411 149	-2 022 336
Sommes versées aux Fournisseurs, Autres Créditeurs et au Personnel	-14 402	-6 164	-2 756	-7 009	-2 741	-4 143	-2 194	-8 204	-47 613
Intérêts perçus	0	0	177	0	0	0	162	0	339
Intérêts payés	-35 155	-22 844	-23 817	-26 888	-13 513	-13 422	-8 665	-27 792	-172 096
Acquisitions / Cessions des Titres de placement	0	0	0	0	-6 000	0	0	0	-6 000
Impôts et taxes payés	-4 893	-6 095	-10 694	-5 133	-570	-8 417	-4 875	-1 738	-42 415
Restitution de TVA	0	0	0	0	5 698	0	0	0	5 698
Placements monétaires	0	-10 500	0	0	0	0	0	0	-10 500
Autres flux de trésorerie	8 087	449	-4 412	12 004	-3 933	0	-1 246	2 008	12 957
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	-68 180	-25 469	-41 598	-9 120	-17 104	19 523	-14 943	-112 336	-269 227
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT									
Dividendes reçus sur placements à long terme	0	0	249	0	0	0	0	0	249
Produits perçus des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte	0	0	275	0	0	0	0	0	275
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-709	-1 878	-844	-187	-653	-193	-486	-5 167	-10 117
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	44	756	283	0	0	0	0	55	1 138
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-9 148	-9 004	-2 000	-1 000	-300	0	-1 300	-2 046	-24 798
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	12 922	4 259	1 535	0	351	0	0	0	19 067
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	3 109	-5 867	-502	-1 187	-602	-193	-1 786	-7 158	-14 186
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT									
Décassements suite au rachat d'actions propres	0	-52	0	0	0	0	-62	-657	-771
Encaissement suite à l'émission d'actions	0	56	0	0	0	6 250	0	258	6 564
Dividendes et autres distributions	-8 997	-4 205	-5 500	-3 045	-1 750	-1 800	-2 937	-2 351	-30 585
Encaissements provenant des emprunts	381 431	208 715	89 244	168 470	375 000	101 919	81 150	671 000	2 076 929
Remboursement d'emprunts	-277 125	-171 096	-55 571	-160 938	-349 142	-124 652	-61 872	-552 035	-1 752 431
Flux liés au financement à court terme	-26 000	0	0	3 325	0	0	0	0	-22 675
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	69 309	33 418	28 173	7 812	24 108	-18 283	16 279	116 215	277 031
Trésorerie au début de l'exercice	-14 553	8 307	25 418	9 212	4 024	860	3 388	5 987	42 643
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-10 315	10 389	11 491	6 717	10 426	1 907	2 938	2 708	36 261
VARIATIONS DE TRESORERIE	4 238	2 082	-13 927	-2 495	6 402	1 047	-450	-3 279	-6 382

b- Factoring :

État des comptes des bilans des sociétés de factoring 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
ACTIFS : ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	3 908	1 674	5 582
Amortissements (-)	-3 580	-495	-4 075
Immobilisations incorporelles nettes	328	1 179	1 507
Immobilisations corporelles	1 592	2 283	3 875
Amortissements (-)	-1 109	-1 561	-2 670
Immobilisations corporelles nettes	483	722	1 205
Immobilisations financières	285	6 925	7 210
Provisions (-)	0	-150	-150
Immobilisations financières nettes	285	6 775	7 060
Autres actifs non courants	52	149	201
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	1 148	8 825	9 973
ACTIFS : ACTIFS COURANTS			
Affacturages et comptes rattachés	134 776	160 369	295 145
Provisions et agios réservés (-)	-6 564	-14 383	-20 947
Affacturages et comptes rattachés nets	128 212	145 986	274 198
Autres actifs courants	587	1 668	2 255
Placements et autres actifs financiers	0	0	0
Liquidités et équivalents de liquidités	0	115	115
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	128 799	147 769	276 568
TOTAL DES ACTIFS	129 947	156 594	286 541
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	10 000	15 000	25 000
Réserves	1 000	7 058	8 058
Autres capitaux propres	1 952	0	1 952
Résultats reportés	7 715	372	8 087
Modifications comptables	0	0	0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RÉSULTAT	20 667	22 430	43 097
Résultat net de l'exercice	840	2 738	3 578
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	21 507	25 168	46 675
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	17 459	18 264	35 723
Fonds de garantie	0	27 280	27 280
Provisions	1 976	0	1 976
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	19 435	45 544	64 979
PASSIFS COURANTS			
Adhérents et comptes rattachés	37 705	18 975	56 680
Autres passifs courants	3 274	6 419	9 693
Concours bancaires et autres passifs	48 026	60 488	108 514
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	89 005	85 882	174 887
TOTAL DES PASSIFS	108 440	131 426	239 866
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	129 947	156 594	286 541

État des engagements hors bilans des sociétés de factoring 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement donnés (disponible finançable)	3 173	0	3 173
Engagements de financements par billets à ordre	12 922	0	12 922
Engagements d'aval de traites donnés aux adhérents	694	0	694
Garanties données au titre des contrats sans recours	3 892	8 700	12 592
Engagements sur titres	560	0	560
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	21 241	8 700	29 941
ENGAGEMENTS RECUS			
Garanties reçues des correspondants étrangers	92	0	92
Garanties reçues des adhérents	94 879	4 637	99 516
Garanties reçues de l'assureur crédit	3 892	12 243	16 135
Engagements de financements reçus	45 762	0	45 762
Garanties reçues des banques	0	0	0
Caution bancaire	0	0	0
Emprunts obtenus non encore encaissés	6 000	0	6 000
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	150 625	16 880	167 505

État des comptes des résultats des sociétés de factoring 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION D'AFFACTURAGE			
Commissions d'affacturage	4 611	5 022	9 633
Intérêts de financement	8 807	0	8 807
Produits financiers de mobilisation	0	9 546	9 546
Autres produits financiers de placement	0	110	110
Autres commissions de factoring	275	0	275
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION D'AFFACTURAGE	13 693	14 678	28 371
Charges financières nettes	4 165	5 125	9 290
Commissions encourues	254	0	254
Produits des placements	4	0	4
PRODUIT NET D'AFFACTURAGE	9 278	9 553	18 831
CHARGES D'EXPLOITATION			
Frais de personnel	2 987	2 815	5 802
Autres charges d'exploitation	1 441	1 419	2 860
Dotations aux amortissements	700	502	1 202
Dotations aux provisions	2 128	278	2 406
Provisions nettes aux comptes affacturages	0	283	283

Autres produits d'exploitation	0	34	34
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	7 256	5 263	12 519
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 022	4 290	6 312
Autres gains ordinaires	37	0	37
Autres pertes ordinaires	0	0	0
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS	2 059	4 290	6 349
Impôts sur les bénéfices	1 004	899	1 903
Contribution conjoncturelle	215	0	215
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOTS	840	3 391	4 231
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0	-653	-653
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	840	2 738	3 578
Effets des modifications comptables	0	0	0
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	840	2 738	3 578

État des comptes des flux de trésorerie des sociétés de factoring 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION			
Encaissements reçus des acheteurs factorés	348 269	364 153	712 422
Financements des adhérents	-340 086	-367 402	-707 488
Encaissements provenant des crédits à court terme	177 643	82 298	259 941
Remboursements des crédits à court terme	-173 040	-69 511	-242 551
Sommes versées aux Fournisseurs, Autres Créditeurs et au Personnel	-4 685	-6 946	-11 631
Intérêts payés	-4 316	-4 460	-8 776
Revenus des placements	0	151	151
Impôts et taxes payés	-2 382	0	-2 382
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	1 403	-1 717	-314
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-230	-119	-349
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	26	0	26
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	-1 830	-1 830
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	0	0	0
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-204	-1 949	-2 153
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Encaissement suite à l'émission d'actions	0	0	0
Dividendes et autres distributions	-600	-1 706	-2 306
Encaissements d'emprunts	7 000	11 230	18 230
Remboursement d'emprunts	-7 597	-6 000	-13 597
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-1 197	3 524	2 327
Trésorerie au début de l'exercice	-12 236	-18 372	-30 608
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-12 234	-18 514	-30 748
VARIATIONS DE TRESORERIE	2	-142	-140

III- Les états financiers des banques offshores

État des comptes de bilan de banque offshore 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
ACTIF	
Caisse et avoirs auprès de la BC et CCP	1 734
Créances sur les établissements bancaires et financiers	363 099
Créances sur la clientèle	35 144
Portefeuille-titres commercial	0
Portefeuille d'investissement	1 699
Valeurs immobilisées	7 148
Autres actifs	3 331
TOTAL ACTIF	412 155
PASSIF	
Banques Centrale, CCP	8 357
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	127 080
Dépôts et avoirs de la clientèle	374 319
Emprunts et ressources spéciales	0
Provisions	0
Autres passifs	56 244
TOTAL PASSIF	566 000
CAPITAUX PROPRES	
Capital	70 167
Réserves	40 329
Résultats reportés	-120 570
Autres capitaux propres	-153 336
Résultats de l'exercice	9 565
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-153 845
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	412 155

État des engagements hors bilans de banque offshore 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
PASSIFS EVENTUELS	
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	358 407
Crédits documentaires	70 236
Actifs donnés en garantie	18 312
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	446 955
ENGAGEMENTS DONNES	
Engagements de financements donnés en faveur de la clientèle	9 738
Engagements sur titres	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	9 738
ENGAGEMENTS REÇUS	
Engagements de financements reçus	60 987
Garanties reçues	38 553
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	99 540

État des comptes de résultat de banque offshore 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	
Intérêts et revenus assimilés	9 682
Commissions en produits	5 613
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	937
Revenus du portefeuille d'investissement	16
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	16 248
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	
Intérêts encourus et charges assimilées	1 104
Commissions encourues	335
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	0
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 439
PRODUIT NET BANCAIRE	14 809
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	-6 048
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	0
Autres produits d'exploitation	0
Frais de personnel	8 862
Charges générales d'exploitation	1 874
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	537
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 584
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	9
Impôts sur les bénéfices	28
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	9 565
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	9 565
Effets des modifications comptables	0
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	9 565

État des comptes des flux de trésorerie de banque offshore 2016

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
ACTIVITES D'EXPLOITATION	
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)	15 453
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-1 488
Prêts et avances / Remboursements prêts et avances accordés à des établissements financiers	5 152
Dépôts / Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers	0
Prêts et avances / Remboursements prêts et avances accordés à la clientèle	-60 073
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle	35
Acquisitions / Cessions des Titres de placement / Titres de transaction	-8 541
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-21
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-28
Impôts sur les sociétés	0
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	-49 511
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	16
Acquisitions / Cessions sur portefeuille d'investissement	-250
Acquisitions / Cessions sur immobilisations	171
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-63
ACTIVITES DE FINANCEMENT	
Emission d'actions	0
Emission / Remboursement d'emprunts	0
Augmentation / diminution des ressources spéciales	0
Dividendes versés et autres distributions	0
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	0
Incidence des var. des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	-23 177
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	-49 574
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	348 917
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	276 166

Personnel des banques en 2016

BANQUES	ATB	BFT	BNA	ATTIJAR I BANK	BT	AMEN BANK	BIA T	STB	UBCI	UIB	BH	CITI BAN K	BT K	STUSI D BANK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	AB C	BFPME	AL BARAK A BANK	WI B	TOTA L	
EFFECTIF GLOBAL	1403	211	2 628	1726	996	1 212	2 396	2100	1221	1357	1781	65	470	357	479	366	915	227	290	162	123	514	123	21 122	
Effectif Permanent	1133	189	2473	1681	811	1044	2390	2089	1204	1266	1713	63	438	291	380	294	863	209	277	125	99	455	103	19 590	
Effectif Contractuel	208	11	151	0	185	125	0	2	0	1	56	2	0	37	26	67	0	16	13	26	0	26	18	970	
Effectif SIVP/Saisonnier	61	10	0	42	0	40	6	0	14	80	0	0	27	29	73	4	52	0	0	11	0	33	2	484	
Effectif Expatrié	1	0	0	2	0	0	0	0	3	4	0	0	5	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	17	
Effectif Détaché	0	1	4	1	0	3	0	9	0	6	12	0	0	0	0	1	0	0	0	0	24	0	0	61	
CATÉGORIE PROFESSIONNELLE⁽¹⁾																									
* Personnel de service	3	4	10	37	14	14	45	37	1	5	168	0	10	8	4	6	0	4	27	4	0	2	2	405	
* Personnel d'exécution	140	35	265	213	179	104	280	235	134	55	178	0	31	40	70	38	74	40	20	11	12	62	9	2 225	
* Personnel d'encadrement	273	38	348	275	229	106	371	302	164	296	292	5	77	29	48	51	165	16	45	14	4	79	8	3 235	
* Personnel cadres	408	66	642	687	275	422	763	649	580	552	477	23	215	144	191	125	488	74	87	57	21	213	53	7 212	
* Personnel cadres supérieurs	309	46	1208	469	114	398	931	866	325	358	598	35	105	70	67	74	136	75	98	39	62	99	31	6513	
CATÉGORIE D'ÂGE⁽¹⁾																									
* Moins de 25 ans	3	0	41	18	4	11	21	262	20	69	0	0	4	1	5	3	34	1	0	0	0	15	0	512	
* Entre 25 & 35 ans	321	50	222	679	138	272	685	182	529	332	102	21	235	137	227	134	582	74	40	48	30	255	43	5 338	
* Entre 35 & 50 ans	489	80	1065	601	376	413	1053	703	453	498	1062	38	153	101	117	112	227	84	194	64	63	116	55	8 117	
* Entre 50 & 55 ans	208	48	662	198	182	252	413	556	130	224	347	4	25	36	19	19	15	31	27	12	4	43	5	3460	
* Plus de 55 ans	112	11	483	185	111	96	218	386	72	143	202	0	21	16	12	26	5	19	16	1	2	26	0	2163	
SEXE⁽¹⁾																									
* Masculin	630	107	1590	1021	594	745	1560	1110	729	593	985	39	260	172	212	182	551	131	172	68	69	253	76	11 849	
* Féminin	503	82	883	660	217	299	830	979	475	673	728	24	178	119	168	112	312	78	105	57	30	202	27	7 741	
PERSONNEL CONTRACTUEL																									
* Masculin	112	5	65	0	147	85	0	2	0	1	10	1	0	24	16	44	0	11	0	10	0	20	13	566	
* Féminin	96	6	86	0	38	40	0	0	0	0	46	1	0	13	10	23	0	5	13	16	0	6	5	404	
PERSONNEL SIVP/SAISONNIER																									
* Masculin	28	0	0	29	0	24	3	0	10	18	0	0	14	17	29	4	26	0	0	4	0	23	0	229	
* Féminin	33	10	0	13	0	16	3	0	4	62	0	0	13	12	44	0	26	0	0	7	0	10	2	255	
PERSONNEL EXPATRIÉ																									
* Masculin	1	0	0	2	0	0	0	0	3	4	0	0	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	15
* Féminin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2
PERSONNEL DETACHÉ																									
* Masculin	0	1	2	0	0	3	0	7	0	1	7	0	0	0	0	1	0	0	0	0	20	0	0	42	
* Féminin	0	0	2	1	0	0	0	2	0	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	19	
ENCADREMENT*																									
* Diplômés de l'enseignement supérieur	520	68	931	1030	258	476	1165	763	678	511	438	52	282	178	227	199	573	122	175	88	81	250	82	9147	
* Diplômés de la formation professionnelle ⁽²⁾	54	0	137	70	78	98	83	203	75	53	147	6	15	0	0	0	8	17	6	8	2	9	0	1069	
* Autres ⁽³⁾	143	44	782	56	53	246	446	549	152	346	490	0	23	36	31	0	43	10	4	0	0	53	2	3 509	

III Répartition des employés des Banques et des Établissements Financiers

(2) Diplôme de l'ABF, Concours Internes, autres,

(3) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

BANQUES	BANQUES OFFSHORE	
	NAIB	TOTAL
EFFECTIF GLOBAL	130	130
Effectif Permanent	108	108
Effectif Contractuel	15	15
Effectif SIVP/Saisonnier	4	4
Effectif Détaché	0	0
Effectif Expatrié	3	3

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE⁽¹⁾		
* Personnel de service	0	0
* Personnel d'exécution	11	11
* Personnel d'encadrement	24	24
* Personnel cadres	31	31
* Personnel cadres supérieurs	42	42
CATÉGORIE D'ÂGE⁽¹⁾		
* Moins de 25 ans	0	0
* Entre 25 & 35 ans	21	21
* Entre 35 & 50 ans	64	64
* Entre 50 & 55 ans	13	13
* Plus de 55 ans	10	10
SEXE⁽¹⁾		
* Masculin	68	68
* Féminin	40	40
PERSONNEL CONTRACTUEL		
* Masculin	9	9
* Féminin	6	6
PERSONNEL SIVP/SAISONNIER		
* Masculin	2	2
* Féminin	2	2
PERSONNEL DETACHE		
* Masculin	2	2
* Féminin	1	1
PERSONNEL EXPATRIE		
* Masculin	0	0
* Féminin	0	0
ENCADREMENT		
* Diplômés de l'enseignement supérieur	45	45
* Diplômés de la formation professionnelle ⁽²⁾	10	10
* Autres ⁽³⁾	18	18

(1) Non compris les contractuels,

(2) Diplôme de l'ABF, concours internes, autres,

(3) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté,

Personnel des banques offshores en 2016

Répartition de l'effectif des banques par affectation en 2016

Banques	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
ATB	Siège	336	310	646	46,04%
	Réseau	429	317	746	53,17%
	Autres	7	4	11	0,79%
	Total	772	631	1403	100%
BFT	Siège	81	80	161	76,30%
	Réseau	32	18	50	23,70%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	113	98	211	100%
BNA	Siège	592	443	1035	39,38%
	Réseau	1065	528	1593	60,62%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	1657	971	2628	100%
Attijari Bank	Siège	434	263	697	40,38%
	Réseau	618	411	1029	59,62%
	Autres			0	0,00%
	Total	1052	674	1726	100,00%
BT	Siège	284	125	409	41,06%
	Réseau	457	130	587	58,94%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	741	255	996	100,00%
Amen Bank	Siège	322	151	473	39,02%
	Réseau	531	201	732	60,40%
	Autres	4	3	7	0,58%
	Total	857	355	1212	100%
BIAT	Siège	737	385	1122	46,83%
	Réseau	826	448	1274	53,17%
	Autres			0	0,00%
	Total	1563	833	2396	100%
STB	Siège	480	376	856	40,76%
	Réseau	631	594	1225	58,33%
	Autres	8	11	19	0,91%
	Total	1119	981	2100	100%
UBCI	Siège	332	237	569	46,60%
	Réseau	410	242	652	53,40%
	Autres	0		0	0,00%
	Total	742	479	1221	100%
UIB	Siège	342	335	677	49,89%
	Réseau	275	405	680	50,11%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	617	740	1357	100 %
BH	Siège	446	286	732	41,10%
	Réseau	556	493	1049	58,90%
	Autres		0	0	0,00%
	Total	1002	779	1781	100%
Citi Bank	Siège	37	24	61	93,85%
	Réseau	3	1	4	6,15%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	40	25	65	100,00%

Banques	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
BTK	Siège	143	101	244	51,91%
	Réseau	135	91	226	48,09%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	278	192	470	100,00%
STUSID BANK	Siège	109	84	193	54,06%
	Réseau	102	60	162	45,38%
	Autres	2	0	2	0,56%
	Total	213	144	357	100,00%
QNB	Siège	138	126	264	55,11%
	Réseau	119	96	215	44,89%
	Autres		0	0	0,00%
	Total	257	222	479	100,00%
BTE	Siège	120	88	208	56,83%
	Réseau	111	47	158	43,17%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	231	135	366	100,00%
Banque Zitouna	Siège	236	126	362	39,56%
	Réseau	341	212	553	60,44%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	577	338	915	100%
BTL	Siège	96	60	156	71,50%
	Réseau	47	24	71	27,54%
	Autres	0	0	0	0,98%
	Total	143	84	227	100 %
BTS	Siège	70	60	130	44,83%
	Réseau	102	58	160	55,17%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	172	118	290	100%
ABC	Siège	54	46	100	61,73%
	Réseau	28	34	62	38,27%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	82	80	162	100%
BFPME	Siège	52	30	82	66,67%
	Réseau	35	3	38	30,89%
	Autres	2	1	3	2,44%
	Total	89	34	123	100 %
Al Baraka Bank	Siège	139	120	259	50,39%
	Réseau	157	98	255	49,61%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	296	218	514	100%
Wifack International Bank	Siège	45	15	60	48,78%
	Réseau	44	19	63	51,22%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	89	34	123	100%
NAIB	Siège	74	44	118	90,77%
	Réseau	7	5	12	9,23%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	81	49	130	100%
Total	Siège	5699	3915	9614	45,24%
	Réseau	7061	4535	11596	54,56%
	Autres	23	19	42	0,20%
	Total	12783	8469	21252	100%

Répartition de l'effectif des Établissements Financiers par affectation en 2016

Etablissement Financiers	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
TL	Siège	40	23	63	42,86%
	Réseau	63	21	84	57,14%
	Total	103	44	147	100%
CIL	Siège	35	13	48	52,75%
	Réseau	36	7	43	47,25%
	Total	71	20	91	100%
ATL	Siège	25	13	38	36,19%
	Réseau	50	17	67	63,81%
	Total	75	30	105	100%
Attijari Leasing	Siège	47	26	73	69,52%
	Réseau	21	7	28	26,67%
	Autres	4	0	4	3,81%
	Total	72	33	105	100%
ML	Siège	31	15	46	83,64%
	Réseau	8	1	9	16,36%
	Total	39	16	55	100%
AIL	Siège	20	6	26	70,27%
	Réseau	5	6	11	29,73%
	Total	25	12	37	100%
Best Lease	Siège	34	10	44	57,89%
	Réseau	22	10	32	42,11%
	Total	56	20	76	100%
HL	Siège	49	22	71	62,83%
	Réseau	32	10	42	37,17%
	Total	81	32	113	100%
UF	Siège	19	20	39	90,70%
	Réseau	2	2	4	9,30%
	Total	21	21	43	100%
TF	Siège	27	20	47	95,92%
	Réseau	2	0	2	4,08%
	Total	29	20	49	100%
Total	Siège	327	168	495	60,29%
	Réseau	241	81	322	39,22%
	Autres	4	0	4	0,49%
	Total	572	248	821	100%

Banques	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
ATB	Siège	223	208	431	53,81%
	Réseau	217	153	370	46,19%
	Total	440	361	801	100%
BFT	Siège	51	21	72	63,72%
	Réseau	17	24	41	36,28%
	Total	68	45	113	100%
BNA	Siège	454	359	813	42,50%
	Réseau	756	344	1100	57,50%
	Total	1210	703	1913	100%
Attijari - Bank	Siège	307	217	524	45,21%
	Réseau	358	277	635	54,79%
	Total	665	494	1159	100%
BT	Siège	171	69	240	51,72%
	Réseau	185	39	224	48,28%
	Total	356	108	464	100%
Amen Bank	Siège	266	117	383	43,72%
	Réseau	372	121	493	56,28%
	Total	638	238	876	100%
BIAT	Siège	535	320	855	50,47%
	Réseau	531	308	839	49,53%
	Total	1066	628	1694	100%
STB	Siège	341	327	668	43,95%
	Réseau	449	403	852	56,05%
	Total	790	730	1520	100%
UBCI	Siège	258	182	440	48,46%
	Réseau	284	184	468	51,54%
	Total	542	366	908	100%
UIB	Siège	253	262	515	56,16%
	Réseau	180	222	402	43,84%
	Total	433	484	917	100%
BH	Siège	307	191	498	45,81%
	Réseau	363	226	589	54,19%
	Total	670	417	1087	100%
Citi Bank	Siège	33	22	55	94,83%
	Réseau	2	1	3	5,17%
	Total	35	23	58	100%
BTK	Siège	96	79	175	53,85%
	Réseau	92	58	150	46,15%
	Total	188	137	325	100%
STUSID BANK	Siège	73	70	143	63,56%
	Réseau	45	37	82	36,44%
	Total	118	107	225	100%

Banques	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
---------	-------------	----------	---------	-------	---

QNB	Siège	80	75	155	58,27%
	Réseau	62	49	111	41,73%
	Total	142	124	266	100%
BTE	Siège	70	67	137	61,43%
	Réseau	61	25	86	38,57%
	Total	131	92	223	100%
Banque Zitouna	Siège	158	78	236	37,82%
	Réseau	234	154	388	62,18%
	Total	392	232	624	100%
BTL	Siège	65	46	111	69,38%
	Réseau	32	17	49	30,63%
	Total	97	63	160	100%
BTS	Siège	39	39	78	42,16%
	Réseau	81	26	107	57,84%
	Total	120	65	185	100%
ABC	Siège	42	30	72	65,45%
	Réseau	14	24	38	34,55%
	Total	56	54	110	100%
BFPME	Siège	39	26	65	61,32%
	Réseau	35	3	38	35,85%
	Autres	2	1	3	2,83%
	Total	76	30	106	100%
Al Baraka Bank	Siège	85	78	163	52,24%
	Réseau	84	65	149	47,76%
	Total	169	143	312	100%
WIB	Siège	41	7	48	57,14%
	Réseau	26	10	36	42,86%
	Total	67	17	84	100%
NAIB	Siège	46	23	69	90,79%
	Réseau	3	4	7	9,21%
	Total	49	27	76	100%
TOTAL	Siège	4033	2913	6946	48,90%
	Réseau	4483	2774	7257	51,08%
	Autres	2	1	3	0,02%
	Total	8518	5688	14206	100%

Répartition des cadres et cadres supérieurs Établissements Financiers par affectation en 2016

Etablissement Financiers	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
TL	Siège	32	13	45	40,54%
	Réseau	53	13	66	59,46%
	Total	85	26	111	100%
CIL	Siège	24	2	26	53,06%
	Réseau	21	2	23	46,94%
	Total	45	4	49	100%
ATL	Siège	17	6	23	35,94%
	Réseau	34	7	41	64,06%
	Total	51	13	64	100%
Attijari Leasing	Siège	32	14	46	67,65%
	Réseau	16	6	22	32,35%
	Total	48	20	68	100%
ML	Siège	20	10	30	75,00%
	Réseau	9	1	10	25,00%
	Total	29	11	40	100%
AIL	Siège	14	4	18	69,23%
	Réseau	4	4	8	30,77%
	Total	18	8	26	100%
Best Lease	Siège	15	4	19	47,54%
	Réseau	11	6	17	52,46%
	Total	26	10	36	100%
H	Siège	32	10	42	63,64%
	Réseau	22	2	24	36,36%
	Total	54	12	66	100%
UF	Siège	13	16	29	87,88%
	Réseau	2	2	4	12,12%
	Total	15	18	33	100%
TF	Siège	17	13	30	93,75%
	Réseau	2	0	2	6,25%
	Total	19	13	32	100%
Total	Siège	216	92	308	58,67%
	Réseau	174	43	217	41,33%
	Total	390	135	525	100%



Réalisé par :

Rédaction : M.Adel HAMDI

Mme Raja GHARBI

Mme Faten LASOUED

Melle Sana BENBELHASSEN

Révision : Madame Sarra BEN GHEZALA

Montage électronique : M. Hafedh CHEMSI

Sécréterait : Mme Souad DHAOUEDI